LA VIE
NTELLECTUELLE

V. I. : Qu'est-ce que l'Union Française?
E. BORNE : A la recherche de l'homme.
R. DELAVIGNETTE : « L'Appel » du général de Gaulle.
P.-A. MARTEL : L'Algérie et la France.
A. FRISCH : Vues non conformistes sur l'Allemagne.
W. GRENZMANN : Le message chrétien dans la littérature allemande.
A.-J. MAYDIEU : « Médecine et monde moderne. »

LES SIGNES DU TEMPS

L'Union et quelques divergences de l'Europe occidentale.
Le « contentieux » et les chances économiques franco-allemandes
La canalisation de la Moselle.
L'expérience Mendès-France et les amis prudents.
L'avenir de la recherche scientifique.
99,97 % ou le mécanisme d'une élection à l'orientale.
Elections américaines.
Nehru à Pékin.
L'Iran et son armée.
Pouvoir soviétique et religion.
Le cinquantenaire des Semaines sociales.
Henri Matisse.

ARTS. LETTRES. THEATRE. CINEMA

DOCUMENT : Information sur l'U.R.S.S.

UE MENSUELLE
ECEMBRE 1954

S ÉDITIONS DU CERF _ PARIS

SOMMAIRE

V. I.	: **Qu'est-ce que l'Union Française?**	1
E. BORNE	: **A la recherche de l'homme....**	5
R. DELAVIGNETTE	: **« L'Appel » du général de Gaulle**	17
P.-A. MARTEL	: **L'Algérie et la France**	25
A. FRISCH	: **Vues non conformistes sur l'Allemagne**	33
W. GRENZMANN	: **Le message chrétien dans la littérature allemande**	46
A.-J. MAYDIEU	: **« Médecine et monde moderne ».**	61

LES SIGNES DU TEMPS

DIALOGUE FRANCO-ALLEMAND

L'Union et quelques divergences de l'Europe occidentale (J. Schwoebel) 73
Le « contentieux » et les chances économiques franco-allemandes (A. Frisch) 78
La canalisation de la Moselle (J. L'Huillier) 83

L'expérience Mendès-France et les amis prudents (R. Rémond). 89
L'avenir de la recherche scientifique (D. Dubarle) 93
99,97 % ou le mécanisme d'une élection à l'orientale (A.-P. Grégoire) 98
Élections américaines (A. Viatte) 102
Nehru à Pékin (B. Féron) 105
L'Iran et son armée (J. Nantet) 108
Pouvoir soviétique et religion (M.-J. Le Guillou) 110
Le cinquantenaire des Semaines sociales (R. Delavignette). 113

PORTRAIT

Matisse, jardinier et alchimiste (M. Cocagnac) 117

CHRONIQUES

Quelques notes d'actualité (R. Vrinat) 122
Romans (M. Chavardès) 125
Théâtre (H. Gouhier) 128
Cinéma : *Le Rouge et le Noir* (J.-L. Tallenay) 134

DOCUMENT

Information sur l'U.R.S.S. (B. Féron) 142
TABLES 156

La Vie Intellectuelle

VINGT-CINQUIÈME ANNÉE. — DÉCEMBRE 1954

Qu'est-ce que l'Union Française?

Le Ciné projette sur nous une montagne de pierre ponce où des blindés semblent attendre que des burnous et des bourricots livrent le secret de l'Aurès. Et l'Union française se pose à notre esprit sous la forme de multiples interrogations : Après l'Indochine est-ce donc le tour de l'Afrique du Nord? Et dans l'Afrique du Nord, avec la Tunisie et le Maroc, voici donc le tour de ces départements algériens que nous avions crus aussi français que n'importe quel département de chez nous? Nous pataugeons dans des pays aux noms difficiles à retenir et dans des histoires compliquées. Nous confondons la Ligue arabe avec les Frères musulmans. Nous nous demandons si les excitations du Caire et de Moscou suffisent à expliquer l'assassinat du caïd et de l'instituteur et le malaise qui couve dans la misère des gourbis. Et que faire? Rétablir l'ordre d'abord. L'Union française ne peut pas être à la merci d'émeutiers. Mais elle ne peut pas être non plus dans cet automatisme policier et militaire qui se transporte du Tonkin à l'Aurès et qui fournit de gros titres aux journaux. Comment rompre le cercle infernal du terrorisme et de la répression, afin que le

caïd, ancien combattant de 1914, soit respecté et que l'œuvre de notre École en Afrique n'ait pas besoin d'être contresignée du sang de l'instituteur? Et la question nous hante : l'Union française, qu'est-ce que c'est, après tout?

Dans la confusion tantôt rageuse et tantôt résignée, une opinion fait son bonhomme de chemin : l'Union française, c'était un beau rêve d'avenir, un des beaux rêves de la Libération. Mais qu'y a-t-il en réalité? Trop d'affaires à régler que nous ne comprenons pas bien, sinon qu'elles nous mettent en posture d'accusés à l'O.N.U. et qu'elles nous coûtent trop d'hommes et d'argent. Restons chez nous et laissons se débrouiller chez eux les peuples d'outre-mer. Et pourtant nous ne voudrions pas que nos enfants nous reprochent un jour d'avoir perdu l'Union française faute d'avoir bien vu ce qu'elle était.

Mais qu'est-ce, enfin, que cette Union française qui nous cause tant de soucis et, pour commencer, tant de peine quand il s'agit de la définir? On ne sait pas assez qu'aux termes de la Constitution de 1946 l'Union française est composée de la République française et des États qui lui sont associés. La grande nouveauté n'est pas uniquement dans cette formule d'États associés qui ne s'applique actuellement qu'au Viet-Nam, au Cambodge et au Laos. Une innovation au moins aussi forte a profondément modifié la République française elle-même, qui n'est plus la métropole seulement, mais qui comprend l'Algérie, les départements des Antilles, de la Guyane, de la Réunion, les territoires d'Afrique Noire, de Madagascar et du Pacifique Sud. Quelles que soient leur couleur, leur religion, leurs coutumes, leurs structures familiales et sociales, les habitants ultra-marins de la

République sont citoyens français — ou députés français — au même titre que ceux de la métropole. Un Noir animiste du Congo, un musulman de l'Aurès peuvent être représentants du peuple français et nos législateurs. N'entrons pas dans la discussion critique de ce système de représentation parlementaire des pays d'outre-mer dans les organes de la souveraineté nationale. N'abordons pas les spéculations sur le point de savoir si la République agrandie à l'Outre-mer, au lieu de maintenir sa centralisation, n'aurait pas intérêt à devenir un État fédéral. Prenons la situation telle qu'elle est et constatons qu'elle nous propose déjà un travail dont nous devons prendre conscience pour comprendre l'Union française.

Si nous réfléchissons à la somme variée de travail qu'elle exige, l'Union française apparaît alors comme une anticipation. Oui, ces États-associés du Viet-Nam, du Cambodge, du Laos, mais ils cherchent leur voie entre Est et Ouest, et entre leurs traditions et le monde moderne. Oui, cette Tunisie et ce Maroc qui ne sont pas formellement dans l'Union française et qui restent dans un ancien statut de protectorat, mais ils subissent également leur mue. Et la République française elle-même, qui convoque des électeurs de toutes les ethnies, de Pithiviers à Papeete, mais elle est en plein chantier.

L'autre jour, le ministre de la France d'Outre-Mer, M. Robert Buron, insistait sur cette notion de chantier qui caractérise l'Union française et qui devrait être popularisée activement. C'est justement l'idée de chantier qui éclaire l'Union française. Nous ne lâcherons pas les problèmes à résoudre, nous ne les fausserons pas si nous les plaçons sous cet éclairage-là.

Le ministre ajoutait : « Si divers que soient les pays de la République dans l'Outre-mer, ils ont tous un trait

commun : ils sont tous sous-développés. Quand le revenu du paysan de la métropole est exprimé par le chiffre 200, celui du paysan sénégalais est 14. Construire une solide base économique pour remonter le niveau de vie des pays sous-développés, c'est aménager en même temps la communauté politique qu'ils forment avec nous. »

Et le ministre terminait par la question qui domine aussi bien le drame tonkinois que les assassinats de l'Aurès : « Qui développera les pays sous-développés ? Voilà l'ordre de grandeur où se meut l'Union française et où doit s'ordonner le chantier. Dans la vie planétaire qui est la nôtre, les pays sous-développés représentent 85 % de l'humanité, et ceux dont la République française a la responsabilité outre-mer constituent 42 % de ses citoyens. Nous ne nous qualifierons pas sur le plan mondial si nous ne faisons pas reculer sur notre chantier d'outre-mer la faim, la maladie, l'ignorance, la haine et la peur. »

Qui développera les pays sous-développés ? Ce sera qui saura non seulement mettre de l'ordre dans le chantier, mais créer le climat de travail, organiser les relations humaines entre travailleurs très différents par la couleur, la religion et les mœurs. Et ce n'est pas qu'une affaire de crédits et de techniciens, il y faut aussi la vocation. Pas de chantier outre-mer sans esprit de vocation, avec tout ce qu'il implique de dévouement à une tâche qui dépasse les individus pour les unir, et de connaissances sans cesse renouvelées pour saisir la vérité du pays sous-développé. Et l'Union française résidera dans le style d'action et dans la morale de travail manuel et intellectuel qui animeront le chantier et qui détermineront, dans la jeunesse de toute couleur, la vocation de vivre ensemble entre peuples différents.

V. I.

A LA RECHERCHE DE L'HOMME

La Semaine des Intellectuels catholiques est depuis sept ans l'une des grandes manifestations publiques du catholicisme français; la présence de l'archevêque de Paris à sa séance de clôture lui apporte une manière de consécration officielle; si la Semaine est parisienne par son public, peut-être par certains aspects de son esprit, ses orateurs et ses rapporteurs viennent de tous les coins de la France et même de l'étranger, comme cette année le P. Urs von Balthazar qui proposa sur la mort et les fins dernières une méditation assez « prophétique » pour renouveler la théologie du sujet, ou encore Georges La Pira, maire de Florence, qui eut les honneurs de la séance de clôture pour lire un message d'une extraordinaire pureté évangélique et dans lequel la gentillesse italienne et la joie franciscaine faisaient le meilleur des ménages. Le nombre des auditeurs étrangers va croissant. Tel professeur allemand avait cette année fait le voyage avec onze de ses étudiants. L'assiduité du public ne se dément pas soir après soir et les jours où il y a des vedettes sur la scène bien des auditeurs sont voués dans la salle à des positions inconfortables. Bref, l'institution de la Semaine des Intellectuels connaît un succès, et un succès confirmé d'année en année.

Ce succès, l'étendue du public font aussi une servitude. L'éloquence en présence de douze à quinze cents

personnes risque d'incliner davantage vers la généralité des grands lieux communs que vers la rigueur des analyses, la hardiesse critique ou la nouveauté de la recherche. Car les grandes assemblées supportent mieux les inventaires que les inventions. Les Semaines des Intellectuels catholiques ne peuvent éluder complètement ces lois de psychologie collective; elles les subissent largement, mais il leur arrive de ruser avec elles et parfois même de les défier, non sans bonheur.

La tradition des Semaines les vouent à traiter de grands sujets. Autre danger d'académisme qui n'est pas toujours ni évité ni évitable. Mais outre que les grands sujets sont les vrais sujets, il n'est pas impossible de chercher, d'entreprendre et de conclure valablement en écartant les rhétoriques de convention. Cette année du 7 au 13 novembre, on avait mis à l'affiche une question sans rivages comme l'Europe de ce métaphysicien de l'économie : qu'est-ce que l'homme ? C'était en un sens facilité et banalité : on s'exposait à entendre redire que l'homme est un être raisonnable, spirituel et libre, créé à l'image de Dieu, et on prouverait selon les exercices de l'apologétique classique, que cette idée de l'homme impliquée dans la révélation chrétienne s'accorde aisément avec les requêtes de l'intelligence naturelle; et cela faisait des commodités intemporelles et abstraites qui se pouvaient actualiser sans péril, car elles appelaient cette autre commodité du thème de la défense de l'homme contre les barbaries technocratiques, l'âge des robots ou les révolutions matérialistes. Il se trouve en effet aujourd'hui que « l'homme », tout comme la « liberté », ne fait pas très avancé, qu'il rassure ceux qui ont envie d'être établis en sécurité, qu'il inquiète ceux qui ont besoin d'être aiguillonnés en leur impatience et qui soupçonnent que l'homme ne soit un bon prétexte pour quelque apologie ou défense de l'homme occidental, pour une invitation à la fermeture et non à l'ouverture, bref pour un repli individualiste par peur de ce qui

s'appelle dans le langage d'aujourd'hui les nouvelles dimensions de l'homme moderne. Le scrupule montre d'ailleurs que nos plus essentiels débats portent bien sur la nature ou la condition de l'homme et n'est pas sans justifier le sujet de la Semaine des Intellectuels.

Ce thème de l'homme pouvait bien être moins timide et médiocre qu'il ne semblait à une première apparence. Car il ne s'agissait pas de proposer une doctrine toute faite de l'homme, et faite justement pour s'accorder avec la révélation chrétienne, mais de mettre l'homme en question en utilisant les ressources de l'investigation scientifique, de l'interrogation philosophique, de l'inquiétude religieuse. C'est un caractère de notre temps surtout si on l'envisage en dehors du christianisme que d'une part il veut être le siècle des sciences de l'homme, qu'il est par bien des côtés anthropocentrique cherchant dans l'homme le fondement dernier de toute vérité et de toute valeur, mais que d'autre part il n'arrive pas à savoir vraiment ce qu'est l'homme, au point que des philosophies à la mode en font une existence sans essence ou répètent que l'homme est dans un état de virtualité, d'inachèvement, encore à la recherche de lui-même et qu'il ne se trouvera vraiment qu'après la révolution lorsque notre préhistoire sera devenue une véritable histoire, ce qui est juger que l'homme est inconnaissable ou provisoirement inconnu. Très en gros nos contemporains ont tendance à faire de l'homme le principe, tout en avouant qu'ils pourraient bien ignorer ce qu'est ce principe. Un dieu peut-être, mais un dieu qui, si ses œuvres sont connaissables, appelle en lui-même l'agnosticisme et la foi. La Semaine des Intellectuels, en affirmant dès sa première séance que « l'homme est un problème pour l'homme », refusait de suivre les grandes routes déjà tracées de l'humanisme classique et montrait qu'elle n'entendait retrouver les certitudes chrétiennes sur l'homme qu'après avoir assumé et traversé une angoisse majeure de notre temps.

C'est en effet une question commune aux croyants et aux incroyants que celle de savoir si les diverses connaissances partielles, inachevées que nous pouvons avoir de la réalité humaine peuvent se compléter et s'ajuster dans une synthèse valable qui soit la vérité de l'homme, et à quel niveau scientifique ou philosophique une pareille synthèse pourrait être située, à moins qu'elle ne soit impossible, comme tendent à le conclure les philosophies modernes que nous disions.

La pente la plus traditionnelle du chrétien avait été de considérer la synthèse comme allant de soi grâce à une certaine idée de l'homme comme personne raisonnable ou comme esprit incarné, cette nature humaine philosophiquement déterminable apporterait alors leur signification et leur achèvement ultime aux sciences humaines, et expliquerait en outre qu'il puisse y avoir pour l'homme une destinée surnaturelle. Devant la crise actuelle de cette notion de nature humaine, d'autres chrétiens attentifs aux progrès des sciences de l'homme renonceraient volontiers à une synthèse unique et feraient confiance à la foi ou à la science pour proposer chacune une conception de l'homme sans trop s'inquiéter de la possibilité ou de l'impossibilité des convergences. La première attitude se reposait dans une sorte de concordisme qui se satisfaisait de l'équilibre harmonieux qui ne pouvait pas ne pas s'établir entre nos certitudes sur l'homme, quelle que soit la diversité de leurs origines; elle n'évitait pas toujours le parti pris apologétique et l'humanisme académique. L'autre attitude, par souci de ne pas mêler le sacré et le profane, renonce en fait à toute idée de synthèse et risque de s'embarrasser inextricablement dans une doctrine de la double vérité, comme si ce n'était pas le même homme dont traitent les sciences humaines et que la foi appelle à un accomplissement surnaturel. Supposer d'avance le problème résolu ou s'abstenir de le poser ce sont des tentations de facilité.

Le programme de la Semaine des Intellectuels, il faut lui reconnaître ce mérite, tout négatif, il est vrai, s'efforçait de ne pas succomber à l'une comme à l'autre. Il expliquait qu'on ne pouvait avancer à priori ni que la synthèse soit faite ni qu'elle soit impossible et il proposait de choisir comme lignes d'approche les données incontestables de la condition humaine : la naissance, la mort, l'amour, le conflit, le travail; de chacune de ces expériences on peut donner des descriptions et des interprétations de l'ordre scientifique, philosophique, théologique ou religieux; et il s'agissait dès lors de confronter ces diverses tentatives sans les juxtaposer passivement ni les harmoniser de force. Le tableau des consonances ou des dissonances qui ne manqueraient pas de se produire pourraient alors faire un assez passable inventaire de nos certitudes et de nos inquiétudes sur l'homme, mais un inventaire vivant, contrasté, qui alors ne serait pas incompatible avec l'invention d'une recherche créatrice.

Le défaut d'un tel programme était alors l'extrême de son ambition qui ne pouvait être soutenue de bout en bout, et les orateurs de la Semaine n'ont pu vraiment éviter que l'un des deux écueils de l'entreprise : aucun coup de pouce apologétique n'a été donné afin de donner l'illusion des synthèses consolantes; mais bien souvent entre le même problème traité d'abord objectivement et scientifiquement puis philosophiquement ou religieusement, il apparaissait une abrupte solution de continuité qui fut surtout sensible en deux ou trois occasions.

André Leroi-Gourhan parlait d'abord des origines humaines telles qu'elles peuvent être entrevues par la préhistoire et la paléontologie, et c'était un bon travail de savant qui atteignait à l'élégance à force de sobriété et de probité; Jean Guitton exposa ensuite avec ce génie de l'humour qui n'appartient qu'à lui sa propre philosophie de l'origine où il entre de l'habileté et de la profondeur; les protagonistes étaient ce soir-là d'exception-

nelle qualité; et cependant il est permis de se demander s'ils donnaient le même contenu à l'idée de commencement et si leurs exposés plutôt que d'apparaître comme un prélude à un échange possible, ne disaient pas la vanité même de tout dialogue sur cette question de l'origine entre un savant et un métaphysicien.

Semblablement à entendre parler de la mort le professeur Lhermitte et le P. Urs von Balthazar, l'un avec un parti pris légitime de positivité, l'autre sur le ton du prophète qui ruine un certain nombre de sécurités imaginatives ou intellectuelles pour mieux rétablir la pureté et la nudité de la foi, il était permis de se demander si les deux orateurs nous entretenaient du même événement, tant la mort change de figure selon qu'elle est considérée naturellement ou surnaturellement.

Enfin lorsqu'il s'est agi de traiter du conflit, Henri Bartoli parla de conflit social dans le style vigoureux de l'économiste qui constate positivement la réalité et même la nécessité de la lutte de classes dans le mouvement qui va de la dissolution du régime capitaliste à l'avènement d'une civilisation du travail; certes ici il n'est pas impossible que la logique implacable d'une telle communication ait été inspirée moins par la rigueur du savant que par l'inflexibilité du moraliste. Il reste cependant que lorsque, après Georges Suffert et René Rémond qui parlèrent respectivement du conflit des races et de la guerre, le P. Thomas eut à se demander comment le conflit, transfiguré par toutes les formes naturelles ou surnaturelles de l'amour, peut être créateur et libérateur, il fit un bel effort pour repenser au feu de l'expérience contemporaine la doctrine chrétienne de la justice et de la charité, insistant sur l'impossibilité de les séparer, toute cette doctrine si riche et si tendue valait-elle pour ce monde et pour cette humanité que venaient de décrire et d'expliquer le sociologue ou l'historien ? Le martyre évoqué à la fin par le P. Thomas comme solution probable pour le chrétien lorsqu'il est

l'homme de la justice totale et donc de la charité semblait sonner le glas de la synthèse. Ici encore la pluralité ou la dualité des perspectives qu'un programme sans doute trop exigeant obligeait à la confrontation faisait éclater une douloureuse discordance.

La Semaine des Intellectuels a donc surtout mis en lumière cette difficulté qu'a l'homme contemporain d'accorder ensemble les univers dans lesquels il doit vivre et qui le déchirent par leurs mutuelles contrariétés, univers de la science, univers de la politique, univers de la culture; le chrétien ne pacifie pas l'angoisse, il l'exaspère plutôt en ajoutant à ces univers un univers religieux qui est sans harmonie préétablie avec les autres univers profanes. Un savoir qui envelopperait tous les savoirs, une action qui témoignerait pour les valeurs spirituelles et les valeurs temporelles réconciliées, une sagesse enfin pour rappeler un grand rêve humain qu'on s'effraie de découvrir anachronique risquent de faire figure d'utopie et tout se passe comme si l'humanité à mesure qu'elle avance dans le temps s'était engagée dans des expériences multiples, capables de mettre en question l'unité de l'homme. D'où sans doute l'angoisse contemporaine, d'où l'état de passion qui se remarque dans la pensée et dans l'action de l'homme moderne et qui montre assez clairement un éclatement de la sagesse.

On ne saurait reprocher à la Semaine des Intellectuels de ne pas dispenser un enseignement de sagesse qui, dans l'état actuel de nos problèmes, ferait figure d'un concordisme sans honnêteté. Il se peut même que la conception traditionnelle de la sagesse soit à réviser profondément sinon l'idée même de sagesse. M. Gabriel Marcel qui, comme on le sait par ailleurs, ne se résigne pas aisément au « déclin de la sagesse », refusa le premier soir de poser le problème de la liberté et de la grâce, de la création et du Créateur selon les formules de la causalité classique, au point même que la notion de puissance lui paraissait matérielle, objective, indigne de

Dieu et M. Gabriel Marcel semblait introduire entre les choses de la nature et celles de l'esprit une distance et même un désaccord tels que toute sagesse risquait d'en devenir impensable. Et de même le P. Urs von Balthazar lorsqu'il récusa les secours de la cosmologie hellénique et du spiritualisme grec qui n'auraient jamais pu donner qu'un semblant de substance rationnelle à l'espérance chrétienne; le thème de l'immortalité de l'âme en devenait suspect et il paraissait qu'il fallait congédier Socrate pour mieux adhérer au Christ et à ses promesses; la foi dans son inévidence y gagnait une présence quasi insoutenable, mais ne fallait-il pas renoncer à une sagesse, c'est-à-dire au rêve utopique de faire habiter ensemble dans la même vaste architecture certitudes naturelles et certitudes surnaturelles ?

La leçon de ces difficultés, et on ne saurait faire grief à la Semaine des Intellectuels de les avoir dissimulées, sinon involontairement, parfois sous l'obscurité ou même la qualité du langage, se trouve sans doute en ceci qu'une sagesse ne saurait être vécue et possédée dans sa plénitude par « l'homo viator », l'homme du temps et de l'histoire. L'homme ne peut être un et rassemblé aussi longtemps que ses œuvres sont inachevées et dispersées. Mais s'il doit renoncer à l'expérience de la sagesse et s'accepter divisé, l'homme ne peut sans doute abdiquer l'idée de la sagesse, non pas comme idéal inerte ou représentation morte, mais comme exigence et aspiration vers l'unité jaillissant au-dedans. Sans une telle idée, et qui montre bien que le platonisme est la philosophie naturelle à l'esprit humain dès qu'il se connaît comme esprit, l'homme ne pourrait même pas prendre conscience de sa condition écartelée et déchirée. En imitant la lettre de Pascal, on pourrait rejoindre quelque chose de l'inspiration des « Pensées », qui se rencontre toujours dès que des intellectuels français se mettent à parler ensemble des choses de l'homme et des choses de Dieu : « Nous avons une idée de la

sagesse invincible à tous les pessimismes et à tous les pluralismes; nous avons une expérience de la passion et de la division invincible à tous les optimismes et à tous les monismes. » La sagesse n'est pas idole si elle est idée, dans les sens que Platon ou Pascal pouvaient donner à ce mot, et cette idée de sagesse n'a pas été assez présente à la Semaine des Intellectuels. Car après tout à la question « qu'est-ce que l'homme? » cette réponse ne serait pas si vide et si vaine : l'homme est l'être qui a l'idée de sagesse, qui est privé de sagesse et qui aspire à la sagesse.

Les différents savoirs humains ne peuvent donc se contenter d'une simple coexistence, si pacifique soit-elle; il ne suffit pas, pour parler sommairement, que la religion respecte l'autonomie de la science et que la science ne se dégrade pas en polémique antireligieuse; ces savoirs ne sauraient également, on l'a assez dit, constituer un système harmonieux et se compléter mutuellement comme les pièces d'un puzzle pour composer une unique figure de beauté et de vérité. Mais pourquoi n'y aurait-il pas entre eux assez d'analogies pour sauvegarder une espérance de sagesse? Toutes les contrariétés que l'homme subit dans les passions de la pensée et les épreuves de l'action ne font pas une irréductible contradiction sinon ni Dieu ni l'homme n'existeraient véritablement. Cette philosophie de l'analogie n'a pas été absente de la Semaine des Intellectuels : invités à traiter le thème « par ses œuvres l'homme prouve qu'il est esprit », André Lichnerowicz parla de la science, Joseph Folliet de la technique, Stanislas Fumet de l'art, Olivier Lacombe de la religion en tant qu'elle est l'œuvre de l'homme. Les univers qui étaient ainsi décrits n'empiétaient pas les uns sur les autres au point que tel d'entre eux parfois semblait réclamer le tout de l'homme; chacun avait sa spiritualité propre, mais il apparaissait en fin de compte que par delà le péril des ruptures et des idolâtries, ces spiritualités étaient fra-

ternelles et qu'ainsi se recomposait l'espérance d'une unité humaine.

L'univers religieux du chrétien n'est pas un univers comme les autres et en concurrence avec les autres; s'il doit apporter lumière et salut, il faut bien qu'en lui et par lui se trouve le dénouement suprême ou en d'autres termes qu'il soit principe de sagesse, même si d'abord il contredit toutes les sagesses humaines. Plus exactement à qui renonce à la sagesse pour entrer dans la foi, la sagesse est mystérieusement et profondément rendue, sans qu'il puisse toujours en avoir le goût décisif et la claire conscience. Dans cette solution chrétienne, qui est de foi, au problème de l'homme, la Semaine des Intellectuels catholiques, qui n'est pas une entreprise de propagande, ni même au sens formel du mot une œuvre d'apostolat, n'avait pas à jeter d'emblée ses auditeurs; son propos était plutôt de montrer que problèmes et mystère religieux ne peuvent être évoqués avec probité si on ne se met pas d'abord en présence des problèmes et du mystère de l'homme; et ainsi à force de bonne foi envers l'homme, on arrive aux approches de la foi. On peut faire seulement à la Semaine des Intellectuels le grief de n'avoir pas assez suggéré au terme de chaque séance que la foi chrétienne devait être, comme nous venons de dire, principe de sagesse, même si nous ne voyons pas toujours par quels chemins d'héroïsme ou de sainteté créatrice. Solution en suspens ne signifie pas impossibilité d'une solution.

A deux moments cependant, un dénouement de cette sorte a été entrevu. Le soir où le Docteur Eck, Pierre-Henri Simon et le P. Carré parlaient de l'amour humain, il apparut que les problèmes de la chair et du cœur pouvaient au terme recevoir un apaisement de foi et de grâce. Mais c'est que si nous avons, ou du moins c'est l'opinion commune, une spiritualité conjugale, nous n'avons pas encore une spiritualité sociale, ni une spiritualité politique. Si bien que le P. Carré avait une tâche

plus facile que le P. Thomas bien que l'un et l'autre aient prêché la même charité. Les conflits de l'histoire se laissent moins facilement apprivoiser par l'Esprit de Dieu que les passions charnelles.

L'autre moment, et ce fut un grand moment, se montra à la séance de clôture. Tout alors y fut méditation sur le thème « Le Christ aussi est homme ». Le P. Dabosville avait dit en quel sens le Christ n'est pas seulement tel homme, mais aussi toute l'humanité guérie, élevée, divinisée. Georges La Pira commentant l'Évangile du jugement dernier avait rappelé que nous serons jugés sur notre amour pour nos frères. Alors s'éleva dans un chuchotement de confidence la voix blessée de François Mauriac et chacun se sentit aussitôt touché au cœur. Ces *ultima verba* n'abolissaient pas les problèmes. D'une part François Mauriac constatait que, au long de l'histoire, les chrétiens avaient pratiqué davantage l'imitation des bourreaux du Christ que l'imitation du Christ lui-même, maltraitant et avilissant les pauvres et les faibles et on pourrait se demander devant cette victoire si constante du mystère d'iniquité si les chrétiens ont vraiment une vocation politique et temporelle. D'autre part François Mauriac ranimait l'espérance exténuée en montrant que la foi dans l'homme-Dieu nous interdit d'aller jusqu'au mépris de l'homme, quel que soit cet homme, si bien qu'une action temporelle et politique dans l'esprit du Christ ne doit jamais être impossible. Quelque chose de l'esprit de Pascal se faisait jour à travers ces pages inspirées — et il apparaissait une fois de plus que l'homme, chrétien ou non, que cherche la sagesse ne rencontre que l'angoisse — qui est peut-être le nom humain de la sagesse.

La Semaine des Intellectuels catholiques n'a certes pas résolu le problème de l'homme. Il lui a suffi de prouver publiquement que la liberté de la parole et du jugement, la diversité des vocations et des options, la confrontation et l'affrontement qui sont la vie même de l'esprit

devaient être assumés par les chrétiens auxquels on ne peut pas interdire d'être aussi des hommes. Le conformismes et la complaisance ont eu peu de place dans ces assises. Tout en devient plus compliqué et plus difficile — car c'est du partage de l'homme qu'il faut faire surgir les grandes visions d'unité qui sont aussi des prophéties vraies. Il n'est pas étonnant qu'à la Semaine le partage ait été plus visible que l'unité et que la figure de l'homme ait surtout montré ses contrastes et ses contrariétés. Car les choses sont ainsi d'abord si on ne triche pas avec l'homme. Le cardinal-archevêque de Paris apportait à la Semaine l'autorité d'une conclusion apaisante en demandant aux auditeurs de lier la liberté de la recherche et l'acte de foi. Ce sont les deux bouts de la chaîne. L'entre-deux est notre difficile et obscure patrie dans laquelle nous sommes condamnés à vivre.

ÉTIENNE BORNE.

« L'APPEL »
DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Sous le titre de *L'Appel,* le général de Gaulle publie la première partie de ses Mémoires de guerre, qui va de 1940 à 1942. S'il est un titre qui soit inséparable de l'auteur, c'est bien celui-là : l'Appel. Non seulement l'Appel du 18 Juin 1940, mais un appel permanent qui rententit aux heures graves pour prolonger le premier et qui suscite en nous une réaction dont je voudrais montrer la dualité. Car le drame — et quand il s'agit du général de Gaulle, il y a toujours drame — c'est qu'en face de cet homme qui est l'homme de l'Appel, nous sommes doubles, jusqu'à en être déchirés.

Bien peu d'entre nous ont suivi effectivement l'Appel au point de tout quitter, foyer et métier, pour passer la mer ou prendre le maquis, et pour constituer ou soutenir l'équipe qui a entouré de Gaulle dans la clandestinité comme au grand jour. Et il ne pouvait en être autrement. Mais la plupart des Français, tout en restant en France, à leur foyer, à leur métier, ont été secoués et ralliés par l'Appel, plus ou moins tôt, plus ou moins tard, plus ou moins ouvertement, plus ou moins activement. Et c'est ainsi que de Gaulle les a mis, par rapport à lui-même et à son Appel, dans un esprit qui n'est pas limité à l'Occupation et qui persiste

toujours. Ne découpons pas l'Histoire en tranches scolaires. Embrassons toute la période où paraît de Gaulle. Elle n'est pas finie, il n'a pas disparu et nous sommes toujours sous son Appel. Comment nous comportons-nous ?

Nous ne pouvons pas nous refuser à l'Appel. Mais pouvons-nous nous y rendre complètement ? Si nous manquons à l'Appel, nous manquons au devoir, nous éprouvons le dégoût de nous-mêmes, et le remords d'être coupables à différents degrés, de la bêtise à la traîtrise, de l'égoïsme à la lâcheté. Mais si nous sommes présents à l'Appel ce ne sera pas dans la position simple que de Gaulle attend peut-être de nous. Nous n'adhérons pas totalement. Et que répondrons-nous le jour où nous ne marcherons plus ? Avouons donc que selon la loi primitive et occulte, nous transférerons notre sentiment de culpabilité sur de Gaulle, devenu notre bouc émissaire parce qu'il aura été notre chef et qu'il nous aura donné mauvaise conscience devant lui. Et c'est de Gaulle alors que nous voudrons juger, en l'accusant de je ne sais quel pacte avec la grandeur, lui que nous rêvions de maintenir dans la mystique, hors de la politique, au-dessus de nos revirements et de nos jugements.

Ce soldat altier, ce général solitaire, nous avons besoin de le transfigurer et non de lui obéir. Par son Appel, il nous a sauvés moralement, tirés de l'État anéanti, des armées en débâcle, et de cette « basse euphorie » qui jetait un rire démentiel à la détresse nationale. Après le 18 Juin, l'Appel réchauffait nos maisons sans feu, évoquait l'Empire et les Forces Françaises Libres, portait l'espoir aux prisonniers, aux déportés, aux condamnés, aux maquisards. Et après 1944, loin d'avoir épuisé sa vertu en quatre années de

combats l'homme de l'Appel demeure le héros en cas de danger.

D'où vient donc que nous l'ayons laissé partir en retraite au lieu de le garder à notre tête ? Une fois de plus de Gaulle nous pousse à nous examiner et à nous reconnaître coupables : nous nous reprochons notre mollesse, notre tiédeur, notre ingratitude, nous souffrons d'être inférieurs à la haute idée qu'il se fait de la France. Et une fois de plus, par le jeu de la dualité que j'ai indiquée, nous nous ressaisissons : mais c'est lui qui est impossible! lui qui a tort avec ses visières et ses visions! Et pour ne pas discuter de Gaulle, nous cherchons à le bloquer dans le rôle où il ne puisse pas nous décevoir : le rôle de l'Appel. Car nous savons qu'il a réussi l'Appel, mais qu'il a raté le Rassemblement. Et aujourd'hui, devant le livre qu'il nous donne, nous nous résignons : mieux vaut qu'il soit à l'écritoire et non plus au pavois -- ce pavois dont il n'a pas su dégager le pouvoir.

A l'instant unique de l'adhésion populaire, qu'est-ce qui a empêché de Gaulle de faire sortir le pouvoir du pavois ? Tout paraissait possible, de 1944 à 1945, à l'homme du 18 Juin. Il était au pavois. C'était à cette époque qu'il devait organiser le véritable rassemblement du peuple français et utiliser le pavois pour fonder le pouvoir. Dans la suite de ses Mémoires, le général nous démontrera sans doute que nous nous trompons sur les réelles possibilités d'action que la Libération lui offrait. Mais il produit aujourd'hui le document qui ne trompe pas : ses Mémoires, son livre. Et nous y trouvons la révélation d'un génie qui s'accorde mal avec la prise du pouvoir, l'exercice du pouvoir et la fondation du pouvoir.

Le chef clairvoyant qui a prévu les chars, la valeur de l'Empire d'outre-mer et les extensions industrielles du conflit, le maître lucide qui a compris que la France allait sombrer en 1940 s'il ne lançait pas son Appel, il est gêné par les rouages de l'État. Il professe pour l'armée un culte naturel qui ne le prédispose pas à pratiquer les rites de la politique et les offices du gouvernement. Il s'insurgera contre la capitulation et contre Pétain, mais pour se dévouer à la Patrie, tout en respectant ce pli de discipline que la IIIe République avait imposé aux officiers. Il décrétera des ordonnances, nommera des commissaires, gérera des affaires, montera des opérations militaires, diplomatiques, politiques, groupera une élite d'hommes, mais sans toucher aux problèmes essentiels de l'État. Il est entré dans l'aventure et c'est, selon sa propre expression, une aventure « hors de toutes les séries » — hors en effet du coup d'État. Le général de Gaulle n'est absolument pas un général de coup d'État. L'aventure, oui, mais sans les passions de l'aventurier. Il ne machinera aucun Brumaire, encore moins un deux Décembre. Il rétablira la légalité républicaine... et le régime des partis.

Il a pourtant, par certains côtés, nous le verrons tout à l'heure, des affinités avec le type classique du proconsul. Mais ce n'est pas sur le plan moderne. Il a la fibre nationale sans la fibre populaire. Il n'est pas peuple. Il n'entraînera pas le monde ouvrier. Lui qui sait si bien résumer une situation, il ne songe pas à évoquer le drame social dans le tableau de la France en 1940. Dans les ressources de son tempérament et les registres de son style d'action, il n'a pas le nerf de César. Mais c'est ici que le texte des Mémoires éclaire les relations profondes qui existent entre la personna-

lité du général de Gaulle et cet art d'écrire qui exprime, achève et couronne en César l'art de vaincre, de gouverner et de régner. On le devinait à ses précédents ouvrages, à ses messages, à son Appel, mais il est clair maintenant jusqu'à l'évidence que le général de Gaulle, en ses Mémoires, est un écrivain-né. Je n'ai pas à faire l'éloge de son accent juste et fort qui frappe la formule, forge la période, impose le nombre impérieux plutôt qu'une impériale brièveté. Mais j'essaie de rapprocher la qualité d'écrivain et la condition d'homme politique, parce que le général de Gaulle et l'écrivain de Gaulle nous invitent à ce rapprochement qui prendra tout son relief et tout son sens à propos d'un homme comme lui.

Comme écrivain, il est nerveux, irritable, soulevé, dans la lutte pour la perfection qui exige la solitude et la maturation. Il n'y a là rien d'extraordinaire, mais, et j'y insiste, ce qui n'est pas ordinaire, et ce qui est devenu presque anormal dans la vie où nous sommes, c'est que de Gaulle s'ingéniera inconsciemment à transposer ses dons d'écrivain, et aussi ses servitudes d'écrivain, sur le plan politique, dans la conduite des affaires. Entendons-nous : ce n'est pas qu'il veuille écrire et agir en même temps, ni qu'en pleine action il songe à ce qu'il en écrira plus tard. Mais au cœur des événements, il n'assumera de responsabilité que s'il se définit lui-même par l'expression qu'il leur donnera. Et plus les événements seront tragiques, mieux il se sentira en possibilité d'accord littéraire avec eux. Il n'est en pleine possession de ses moyens que s'il marie la politique avec les procédés de l'écrivain et s'il dispose de temps pour méditer, raturer, et lancer une action qui semblera sans bavure et comme bien écrite du premier jet. Et

quand il ne peut plus assurer son équilibre dans l'événement, affirmer sa maîtrise sur l'événement, quand son grand corps de cuirassier trébuche de fatigue dans cette perpétuelle et harassante transposition de l'art d'écrire à l'art d'agir, alors il claque la porte, il est l'artiste incompris qui s'en va.

Et cela nous amène à nous demander si les Mémoires du général de Gaulle ne nous posent pas, sous une autre forme, la question qui nous trouble déjà dans son Appel. Nous n'avons pas répondu complètement à l'Appel, mais de Gaulle était-il le chef complet ? Notre instinct ne nous avertissait-il pas qu'aucun homme maintenant ne saurait être le chef complet ? Allons plus loin : les règles du travail intellectuel qui anime toute notre civilisation écrite, dont la création littéraire est l'un des éléments, sont-elles encore compatibles avec les mécanismes de la vie politique tels qu'ils jouent désormais ? Les téléphones et leurs « coups de fil » sur la table et sur la tête du ministre, les signatures, les audiences, les conférences, les palabres, les discussions, les combinaisons, les intrigues de cabinet, de comité, de couloir, et pourquoi ne pas citer de Gaulle, « les jeux, les poisons, les délices du système » composent un climat, un milieu de vie, très spécialisés, très fermés qui s'opposent au chef classique, à l'homme qui respire l'harmonie des arts à leurs sommets.

Oh! l'on regorgera longtemps de politiciens fleuris et de militaires littérateurs. Mais c'en est peut-être fini du grand cumul de l'art militaire, de l'art politique et de l'art littéraire. Quoique supérieurement doué, de Gaulle n'a pas pu continuer le cumul de César.

« Dieu donne à chacun sa propre mort. »

Dieu n'a pas voulu que le général de Gaulle reçût à la

Libération, dans l'avenue des Champs-Élysées, de la main des tireurs de toits ou dans la nef mitraillée de Notre-Dame de Paris, la mort où le sentiment populaire a rêvé plus tard de l'ensevelir pour le mieux glorifier. Les peuples eux aussi ont leurs songes, et de l'homme qui, en 1944 et encore en 1945, n'avait qu'à se nommer pour les conduire : « Je suis le général de Gaulle » — ils voulaient faire le héros tombé en triomphe, au terme de la course libératrice qu'il a personnifiée. Ah! s'il avait été tué en 1944, quelle imagerie, quelle légende! et comme il nous aurait épargné cet interrogatoire que nous menons sur notre dédoublement à son égard et sur son ambivalence de chef et d'écrivain!

S'il avait été tué en 1944, nous aurions perdu plus qu'un livre de Mémoires en beau français, mais le secret d'une âme, douloureuse, fraternelle sous l'armure du mépris de fer. Dans ses commentaires de la reconquête des Gaules asservies, le général livre encore un secret plus profond, qui nous intéresse tous : c'est qu'il a été l'homme en proie aux nouvelles limites de l'humanité, en un temps où l'art d'écrire n'est plus en correspondance avec l'outillage de l'action politique, il reste l'homme des temps anciens, aux prises avec les sujétions qui ne permettent plus d'œuvrer à la fois pour l'anthologie et pour l'histoire. Il n'appartient pas seulement au proche passé de la IIIe République, ce capitaine vainqueur qui descend du pavois sans avoir fondé le pouvoir, mais il est peut-être le dernier représentant, l'ultime témoin du cumul civilisé dont César fut le maître en ordonnançant l'Empire et l'Écrit. Nous pénétrons dans une ère plus mécanique encore que la guerre des chars, plus planétaire que la seconde guerre mondiale, et dans une humanité multicloisonnée où la pré-

cision littéraire, qui est tout de même un signe de l'Esprit, voit rompre l'antique alliance avec les autres modes de la vie intellectuelle, qu'il s'agisse du commandement des armées et du gouvernement de la cité.

A Colombey-les-Deux-Églises, village de Champagne, chaque jour rétrécit pour l'homme de l'Appel le cercle de l'action et agrandit le cycle des souvenirs. Le général de Gaulle arrange en écrivain sa mise au tombeau. Est-ce là sa propre mort ? Mais pour nous, qui reconnaissons dans ses Mémoires comme dans son Appel de juin 1940 le style même de la civilisation, n'est-ce pas aussi notre propre mort ! Ah ! que nous sommes donc liés à cet homme que nous ne pouvons pas suivre sans nous bloquer et que nous ne pouvons lâcher sans nous renier.

ROBERT DELAVIGNETTE.

L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

Le terrorisme algérien et le combat des « hors-la-loi de l'Aurès » ont éclaté brusquement, plus comme un signe de contradiction que comme un événement imprévu.

Signe de contradiction pour une opinion publique moins responsable qu'ignorante, mal avertie par une presse dispensatrice de simplismes, par des hommes politiques complices de féodalités d'intérêts, tributaire d'une histoire mal apprise et surtout mal enseignée.

Signe de contradiction pour M. Mendès-France. Son gouvernement « libéral » en vient à inaugurer au centre du Maghreb une politique de force. Ce que M. Martinaud-Déplat n'avait pas osé, M. François Mitterrand l'accomplit : il dissout le parti de Messali Hadj.

Ce que les ennemis de l'actuel président du Conseil n'oseront pas dire, trop satisfaits au fond d'eux-mêmes de pouvoir saisir de tels prétextes, il importe de le souligner. Nous ne dirons certes pas avec ceux-là que l'on se trouve en présence des premières conséquences d'une politique inaugurée à Tunis. Une contradiction trop visible, trop inquiétante, trop scandaleuse en vérité, révèle en fait, aussi bien à l'expérience du problème des fellaghas, que dans la Régence, que M. Mendès-France est intervenu trois ans trop tard, tandis qu'en Algérie on a fait fausse route il y a sept ans. Pas plus que l'opinion française, ni M. Mendès-France, ni M. Mitterrand, quoiqu'ils les faille endosser devant le Parlement, ne

sont réellement responsables ni d'une situation nouvelle ni des mesures qu'il leur faut prendre. (M. Naegelen et les anciens gouvernements sont autrement coupables.) Ils encourront pourtant, à juste titre, la responsabilité de s'être abandonnés, en ce domaine comme en d'autres, à un pragmatisme excessif, d'avoir fragmenté une réalité critique en son ensemble, d'avoir tenté de régler honnêtement l'affaire tunisienne, abandonnant le Maroc au pourrissement et l'Algérie à ce qu'on croyait un assoupissement.

S'il est un problème algérien — problème politique contrairement aux opinions communes —, on doit admettre qu'il ne peut être résolu sans qu'une solution soit apportée à ceux de Tunisie et du Maroc. Il eût fallu aller plus vite en ce qui concerne la Régence — après la date du 31 juillet et notamment dans la poursuite des négociations; il fallait intervenir promptement à Rabat et ne craindre rien tant qu'une complète inaction.

Le problème algérien? Il faudrait détruire le mythe sur lequel nous vivons depuis 1947. Le vote du statut n'a rien résolu. Qu'on nous excuse s'il le faut, mais c'est à Ferhat Abbas que nous emprunterons l'argumentation :

« Le statut, nous disait-il au mois d'août dernier, est resté à mi-chemin entre une politique d'assimilation, d'intégration pure et simple, et une politique d'autonomie, purement administrative et financière d'ailleurs. Il a consacré un état de fait : il a assuré la survie du régime colonial où les Français d'Algérie sont au premier chef des citoyens français monopolisant tous les droits et au second chef des Algériens monopolisant tous les privilèges, tandis que, sur le plan français comme sur le plan algérien, les autochtones apparaissent comme des citoyens de seconde zone. En tout état de cause, des « départements » où une minorité d'un

million d'habitants détient tous les pouvoirs[1] au détriment d'un peuple de neuf millions d'autochtones, ne sauraient être considérés comme partie réellement intégrante du territoire métropolitain. Notre appartenance à la République une et indivisible est une simple fiction qui recouvre une réalité coloniale. »

Ce que craignaient voici sept ans des hommes aussi modérés — mais oui! — ce que craignait un Ferhat Abbas s'est trouvé largement confirmé par l'expérience.

Dans la mesure non négligeable où il pouvait être un instrument de progrès politique et social, le statut a été soigneusement vidé de sa substance, détourné de ses fins, dénaturé par l'action conjuguée de l'administration et du colonat. Sur un plan aussi important que celui des collectivités locales, il est demeuré inappliqué. Le truquage des élections n'est que le signe le plus visible et le plus symbolique de cette dénaturation d'un régime où le peuple algérien, spectateur passif d'une vie politique qui se déroule en dehors de lui, instrument d'une évolution économique, où sa part est mesurée, ne se reconnaît ni dans ses mandataires présumés ni dans des élites souvent désaxées, tandis qu'il est tenu comme dans une gangue par une classe de mandarins (en l'occurrence, caïds, bachagas, cadis ou propriétaires fonciers) à laquelle l'administration assure faveurs et privilèges, entre autres rubans rouges.

En niant l'existence d'un problème algérien, problème politique, on a bien voulu admettre, il est vrai, l'acuité de certains problèmes économiques et sociaux. Tandis que certaines catégories de Français se contentaient de solutions purement paternalistes, d'autres, plus clairvoyants, se sont attachés avec un dynamisme remar-

1. Si cela est exact en pratique, il faudrait dire — juridiquement — qu'un dixième de la population y détient autant de pouvoirs que les neuf autres.

quable — je pense à M. Jacques Chevallier, député-maire d'Alger — à développer l'habitat, « résorber » les bidonvilles, accroître les possibilités d'emploi. Des pionniers, comme l'actuel directeur de l'Agriculture, non seulement ont cherché à promouvoir les rendements de l'agriculture, mais à donner un sens humain aux efforts accomplis par les Sociétés de Prévoyance et dans les secteurs d'amélioration rurale. Qui minimiserait la valeur de tels travaux manquerait de la plus élémentaire bonne foi.

Mais les possibilités sont restreintes, les terres sont pauvres — les meilleures ayant alimenté les lots de colonisation — les résultats ne sont sensibles qu'au terme de délais souvent longs. Le développement économique de la dernière décade demeure en proportion très inférieur à l'augmentation de la population qui se poursuit — en palier maintenant — au rythme de deux cent cinquante mille bouches supplémentaires à nourrir chaque année.

Les tentatives de M. Jacques Chevallier, en qui les nationalistes ont dénoncé le tenant d'un « néo-colonialisme », ont été accompagnées d'une féconde coopération au sein du Conseil municipal d'Alger entre les élus de toutes les tendances, M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) compris. Les Messalistes ont découvert chez ces derniers un péché de réformisme incompatible avec les objectifs fondamentaux du parti recherchés dans leur intégralité par des voies révolutionnaires.

Les conceptions de M. Chevallier sont-elles vouées à l'échec ? Il y a lieu de souhaiter le contraire, même si elles ne suffisent à elles seules à fonder une doctrine politique définitive. Leur défaut essentiel, qui ne tient pas à la personne du maire d'Alger, est assurément d'être venues trop tard ou du moins de n'avoir pas été mises en application plus tôt. Un néo-colonialisme étroit tel que le décrivent les critiques, tactique qui aurait pour but essentiel d'asphyxier les aspirations populaires en

les privant d'objet, manquerait assurément sa fin. La misère donne sans doute aux revendications une expression violente; l'élévation du niveau de vie, surtout aussi fatalement limité, ne fait pas disparaître les volontés politiques.

Les efforts d'aujourd'hui, généralisés et systématiquement entrepris dès 1947, alliés à une application loyale de la loi, pouvaient sans doute faire du statut l'instrument de progrès et d'évolution qu'il pouvait être, et permettre d'accomplir une étape substantielle — vers un régime fédéral par exemple.

On ne refait pas l'histoire. Mais les erreurs, les retards du passé rendent plus difficile encore le règlement de la situation présente, lorsque s'y ajoutent de nouvelles erreurs et des aveuglements tenaces.

L'explosion de la nuit de la Toussaint a paru incompréhensible. Il importait de voir tout d'abord qu'elle n'était pas tellement imprévisible. On mettra sans doute quelque temps avant de savoir et de dire pourquoi les inquiétudes des habitants du centre constantinois avaient paru non fondées à la haute administration. On apprendra peut-être que certains groupes politiques n'étaient pas sans souhaiter des troubles qui permettraient de mettre en échec la politique du Président du Conseil en conduisant à l'instauration d'une politique exactement contraire en Algérie. Pour ces groupes, une manière de contre-feu a été allumée. Ils puisent dans la « détermination » du gouvernement la conviction que « l'on n'ira pas plus loin ».

Si M. Mendès-France affirme un jour qu'il s'attendait à un tel retournement dialectique, il faudra le croire, car il l'avait confié dès le début d'août à certains de ses partenaires. Les événements d'Algérie pouvaient s'expliquer d'une manière très simple par l'action d'un M.T.L.D. que Messali depuis plusieurs années, mais surtout depuis le congrès de Liége en juillet dernier,

orientait vers la clandestinité. Le M.T.L.D., comme tous les partis nationalistes nord-africains, a sans doute de multiples visages et des ramifications diverses. La scission en laquelle notre haute administration puisait un grand réconfort pouvait engager les messalistes dans une intervention visible, violente, de nature à révéler leur force à des militants désorientés. En fait rien n'est venu prouver la responsabilité de la direction du parti dans le déclenchement des troubles. A différents signes, on a même pu remarquer un certain étonnement de la part des dirigeants devant l'intensité de l'explosion et l'efficacité de l'organisation qui l'avait commandée. De plus, l'événement n'a pas revêtu le « tour » messaliste qui postule la mobilisation des masses.

Simultanéité des attaques, simple effet de diversion recherché par le terrorisme dans l'Algérois et l'Oranie, absence de toute effervescence populaire, surprise des milieux prolétaires et des états-majors nationalistes, tout dénote l'existence d'une organisation, qui a sans doute recruté cadres et agents parmi les sections du M.T.L.D., mais qui demeure indépendante des partis. Dire que cette organisation reçoit ses consignes (et ses armes), ou qu'elle est inspirée d'au delà les frontières d'Algérie, n'est pas gratuitement sacrifier l'objectivité à la consécration de thèses dans lesquelles se complaisent nos officiels. Cet ensemble de caractères fait d'ailleurs que les régions névralgiques ont pu être relativement circonscrites et que les mesures d'ordre en ont été — bien plus relativement encore — simplifiées. Mais il serait aberrant de nier les menaces que porte en germe cette situation.

Qu'espèrent les inspirateurs de la « rébellion »? Mettre en action un enchaînement dont on a vu en multiples circonstances l'inéluctabilité. Au meurtre, à l'attentat, au soulèvement répond nécessairement une répression militaire et policière atteignant moins les ter-

roristes qu'une population entière qui se trouve peu à peu portée vers ce que l'on a dénommé ailleurs une « complicité collective », complicité à l'égard des gens qui font finalement figure de combattants, de partisans, de résistants, de libérateurs, etc...

Comment ne pas voir qu'avec les groupes de l'Aurès, les terroristes, mais aussi les renforts, les opérations de « ratissage », les perquisitions, la dissolution du M.T.L.D., toutes les conditions se trouvent réunies pour entraîner les masses. Aucun peuple, pas plus celui de l'Algérie qu'aucun autre, ne s'engage allègrement dans l'aventure d'une épreuve de force. Mais si l'on veut bien admettre que le peuple algérien est moins calme que réduit au silence, qu'il est prompt à s'enflammer, que son mécontentement est grand et ses déceptions nombreuses, comment un contre-feu efficace pourrait-il résider uniquement dans des mesures de force ?

Les Algériens, l'élite et la jeunesse notamment, souffrent en face des Tunisiens et des Marocains du terrible complexe d'hommes qui se sont soumis à un régime qu'ils n'acceptaient pas au fond d'eux-mêmes. A l'heure présente, ils ressentent un profond désarroi. C'est un premier stade. Quel sera le second ? Cela dépend aussi bien des initiatives du gouvernement français que de l'orientation que « choisiront » ou que subiront les Algériens musulmans...

Les mesures annoncées par M. Mitterrand (investissements, multiplication des communes de plein exercice) ne peuvent apparaître que partielles et timides. L'enlisement est tel qu'aucune fraction de l'opinion française n'est prête à reconsidérer jusque dans sa base le problème algérien. Là serait pourtant la condition d'un assainissement de la situation. Depuis le début de la crise on répète que *l'Algérie c'est la France*. Ce n'est en fait qu'une justification aux mesures que l'on prend. Ni le Président du Conseil, ni M. Mitterrand n'ont osé

dire que tout serait fait pour que cette identité soit assurée sur tous les plans. « *L'Algérie c'est la France* » n'est qu'un résumé de promesses sans cesse renouvelées et jamais tenues. Or le premier effort qui s'imposerait serait celui d'imaginer ce que peut être l'Algérie de demain et de quelle manière elle peut trouver sa place dans la République ou dans un autre ensemble dont la République française ne fût pas absente.

Si comme nous l'avons dit, on ne peut espérer stabiliser l'Algérie qu'en ayant amené les problèmes des protectorats vers leur règlement, la situation de ces derniers risque d'être encore affectée par le foyer d'insécurité que l'on vient de voir naître. Les « agitateurs » le savent bien, et leur intervention relève désormais, souvent inconsciemment, d'une stratégie globale tendant à empêcher, en dehors du cadre de *l'indépendance politique*, l'aménagement des solidarités France-Afrique du Nord auxquelles les nationalistes les plus combattus par nous n'envisageaient pas de se soustraire.

Le brasier qui tend à consumer le Maghreb d'est en ouest ne peut se combattre lui-même que par une stratégie adaptée, tout aussi globale que celle de nos adversaires, par une stratégie qui tienne compte de toutes les composantes locales, mais aussi de conditions extérieures et mondiales, qu'il ne suffit pas de dénoncer pour les supprimer. L'Afrique du Nord est tout entière au carrefour. Ou bien par un effort puissant et hardi nous accepterons d'édifier avec les peuples musulmans une construction commune, ou bien l'héritage d'un siècle d'histoire s'écroulera. C'est en ces termes qu'il faut poser l'un des choix les plus graves que nous ayons à faire.

P.-A. MARTEL.

VUES NON CONFORMISTES SUR L'ALLEMAGNE

Depuis plus de soixante-quinze ans, les relations franco-allemandes sont dominés par des préjugés à la fois superficiels et profondément enracinés. Toujours à nouveau, ils trouvent une nourriture plus que suffisante dans les opinions pré-fabriquées d'une grande presse peu outillée pour de véritables recherches historiques et dans les clichés ineffaçables des livres de classe. Aux bons moments, lorsqu'une volonté d'entente réciproque se manifeste, on couvre provisoirement les préjugés d'un tissu de belles paroles, qui ont d'autant moins de signification réelle qu'elles sont pénétrées de sentimentalisme gratuit. Pourquoi demander aux peuples de s'aimer ? Peut-on sérieusement concevoir un amour entre collectivités ? La collaboration entre les nations se base essentiellement sur des intérêts communs. L' « Entente Cordiale », malgré son nom de « belle époque », n'est jamais allée au cœur des Français et encore moins des Anglais. Pourtant, elle a rendu aux deux pays d'inestimables services.

La réconciliation franco-allemande qui, jadis, flottait autour de la — hélas ! — passagère idylle Briand-Stresemann, est subitement revenue à la mode. Sans vouloir contester les meilleures intentions de ceux qui la prêchent, sans vouloir diminuer non plus l'importance d'une étroite coopération franco-allemande, nous nous méfions de son aspect sentimental. La connaissance réciproque des deux peuples, la compréhension de leurs

données et de leurs difficultés nous semblent plus décisives pour l'avenir de l'Europe qu'une réconciliation impliquant sans la moindre nécessité l'oubli du passé et même un pardon général.

Les réflexions suivantes se proposent de clarifier quelques points du climat franco-allemand en attirant l'attention sur quelques-uns des préjugés faussement ancrés dans l'opinion politique française. Elles ne veulent ainsi être qu'une modeste contribution en vue de la compréhension franco-allemande.

Le mythe de la Prusse

Le Français moyen juge l'Allemand d'après une très brève période de son histoire. Pour lui, le nationalisme d'outre-Rhin commence à se manifester sous l'égide de la Prusse dans la dernière phase de l'ère napoléonienne avec les batailles de Leipzig et de Waterloo, gagnées en partie par des généraux prussiens, comme points victorieux décisifs. Après avoir sauté une quarantaine d'années durant lesquelles pesa en Allemagne un esprit de liberté dégagé de toute volonté impérialiste, on recommence à s'intéresser au voisin lorsqu'il bâtit son unité sur l'initiative et sous la domination de la Prusse, son fameux chancelier de fer, Bismarck, devenant le symbole incontesté. Toute la suite, suffisamment connue, s'explique alors aisément par un nationalisme sans fin et une volonté de domination insatiable.

Pour le Français moyen, l'histoire allemande ne commence donc qu'après la Révolution française. De l'autre côté de la frontière, les vues historiques ne sont guère plus complètes. Les opinions sur Napoléon manquent d'uniformité. La France comme puissance étrangère hostile, ne devient sensible qu'au moment de la réalisation de l'unité allemande. Son image est celle de la « belle époque », du rentier, du dynamisme limité, du

savoir-vivre et de la peur du risque, de la diminution des naissances et de l'écroulement de 1940. Les frivolités de Montmartre sont plus connues que l'existence véritable du Français, le chauvinisme négatif a plus de poids que l'humanitarisme révolutionnaire.

Pourtant, l'histoire de la France et de l'Allemagne a un point de départ commun : Charlemagne, plus connu par les deux pays comme souverain authentiquement national. Il est vrai qu'à ce moment-là la Prusse n'existait guère. On peut d'ailleurs se demander si elle ne doit pas sa naissance et son caractère sensiblement plus à la Réforme protestante qu'aux vertus dites germaniques. Quoi qu'il en soit, après le partage de l'Empire de Charlemagne, la France poursuivait une longue et méthodique construction nationale, tandis que l'Allemagne se tournait vers le sud, vers Rome, sacrifiant pendant des siècles son unité nationale à la création d'un Saint Empire Romain Germanique qui a peut-être servi la gloire de quelques empereurs sans rendre le moindre service politique à la nation germanique. On ne saurait cependant sous-estimer les conséquences idéologiques, philosophiques et même démographiques de cette période d'interpénétration entre le Nord et le Sud. De tous temps, l'influence réelle du Vatican fut en Allemagne plus grande que dans la France gallicane. Les régions catholiques de l'Allemagne actuelle, en premier lieu la Bavière et la Rhénanie, ont été visiblement modelées au cours de l'histoire par Rome et la civilisation latine. Jusqu'au début du XIX° siècle, cette réalité n'échappa guère à la conscience des hommes, même pas en France. C'est seulement par la suite que l'image de la Prusse a fait oublier celle de l'Allemagne médiévale et latine.

Les conséquences de la Réforme sont, de leur côté, trop souvent négligées par les observateurs français. Par la force des choses, le protestantisme s'est opposé à l'universalisme romain du Moyen-Age. Dès ses débuts,

il a développé moins une conscience nationale proprement dite qu'un particularisme régional qui devenait vite une réalité politique, grâce à la confusion, sans doute regrettable, entre les convictions religieuses et les aspirations territoriales. L'absence d'un centre spirituel commun généralement reconnu ainsi que le morcellement du protestantisme en différentes tendances plus ou moins hostiles rendaient difficile la naissance d'un nouvel universalisme, qui se serait évidemment opposé à Rome, mais en même temps aussi à l'enracinement du nationalisme en Allemagne.

La Réforme a provoqué à l'intérieur de l'Allemagne une division extrêmement profonde, qui est loin d'être surmontée à l'heure actuelle, tout en influençant très sensiblement l'évolution politique et sociale des forces catholiques. Entre les deux dernières guerres, aucun catholique à peu près fidèle à sa foi n'aurait eu l'idée dans des villages à populations religieusement mixtes d'acheter son pain chez un boulanger protestant et vice-versa. Les causes du particularisme bavarois sont certainement autant d'ordre religieux que politique. A présent, les éléments neutralistes, qui donnent une priorité absolue à la réunification de l'Allemagne sans se soucier plus particulièrement du danger communiste, sont en général protestants, car dans une Allemagne réunifiée, la population protestante regagnerait sa majorité tandis qu'elle se trouve dans la seule Allemagne occidentale approximativement à égalité avec les catholiques. Certes, la guerre, l'arrivée de réfugiés, le brassage des populations sans distinction de religion, a beaucoup diminué l'opposition confessionnelle, mais les répercussions d'une longue séparation spirituelle sont loin d'être effacées.

Minoritaire depuis la formation du Reich sous Bismarck, effrayé par un long Kulturkampf et l'hostilité sensible des forces prussiennes à tendance nationaliste, le catholicisme allemand s'est tout naturellement tourné

vers Rome dont l'autorité n'a guère été contestée. Le gallicanisme est pour les catholiques allemands une attitude incompréhensible. Leur union avec Rome correspond par ailleurs à une très longue tradition historique qui se rattache à cette grande idée du Moyen-Age allemand, du Saint Empire Romain, considéré non pas comme construction impérialiste ou de domination germanique, mais, surtout avec l'écoulement des siècles, de plus en plus exclusivement comme communauté spirituelle et supra-nationale.

Des facteurs psychologiques et sociologiques sont également entrés en jeu. Le catholicisme allemand, en tant que minorité et première victime du centralisme prussien, ne s'est jamais plus connu comme appui des classes dirigeantes. Son parti politique, le Centre catholique, était presque toujours du côté de l'opposition, jusqu'à l'écroulement de l'Allemagne impériale. Malgré la présence d'une aile conservatrice, ce parti a pu être classé comme une force du centre gauche jusqu'à sa disparition avec la fin de la République de Weimar. Toute la droite, tous les partis à la fois nationalistes et réactionnaires ont été presque exclusivement appuyés par les protestants. Exception faite de la Bavière, dont la situation a toujours été particulière, la réaction n'a pas eu de contacts en Allemagne avec le catholicisme et n'a ainsi pas pu compromettre socialement l'Église. Il n'est pas moins incontestable que les catholiques allemands dans leur grande majorité ont gardé envers l'hitlérisme plus de distance que les protestants, en partie en raison de leurs convictions religieuses et de leur tradition universaliste déjà signalée.

Notons par ailleurs qu'il y eut en Allemagne toujours en marge du parti socialiste un assez puissant mouvement ouvrier catholique. Le socialisme a trouvé ses adhérents en majeure partie parmi les protestants, les ouvriers catholiques restant fidèles à leur propre syndicat et à leur propre parti. La présence d'ouvriers

catholiques organisés a évidemment influencé l'attitude du Centre catholique et aussi celle des évêques qui n'ont pas pu ignorer la question sociale.

Dans ces conditions, la démocratie chrétienne en tant que force politique a, en Allemagne, une toute autre signification qu'en France et en Italie. Il serait dangereux de tirer des conclusions d'un pays à l'autre et de généraliser les expériences faites ici ou là. La mission que certains ont cru devoir assigner à la démocratie chrétienne française ne présente guère d'intérêt pour celle de l'Allemagne. Il ne faudrait pas non plus oublier le fait essentiel que le parti du chancelier Adenauer n'est plus exclusivement catholique. Le slogan de l'Europe vaticane est, au delà du Rhin, une contre-vérité. Presque la moitié des électeurs du parti chrétien démocrate est aujourd'hui constituée de protestants. Dans tout le nord de l'Allemagne les catholiques ne jouent pratiquement aucun rôle. Mais, une fois de plus, les protestants forment l'aile droite du parti chrétien-démocrate et de la politique allemande, ce sont principalement eux qui se permettent encore des divagations nationalistes.

L'identification de l'Allemagne avec la Prusse nous paraît être une véritable aberration historique. Bien entendu, la glorification démesurée de la Prusse est d'origine allemande, mais peut-être n'aurait-elle pas merveilleusement servi les porte-parole du nationalisme français avant la première guerre mondiale. Pourtant, la Prusse n'est entrée dans l'histoire comme puissance à peu près respectable que sous Frédéric II, donc quelques dizaines d'années avant la révolution française. Or, ce même Frédéric II appelé « le Grand » par les Allemands et l'un des héros incontestés du nationalisme d'outre-Rhin, préférait parler le français que la langue de son peuple et compromettait par sa politique définitivement la renaissance d'un véritable empire allemand. Les guerres napoléoniennes ébranlèrent sérieusement le prestige de la Prusse qui réussit cependant, dans la

dernière phase, à devenir l'instigatrice et le symbole de la libération allemande contre l'occupant étranger. Pratiquement, le mythe prussien a sa source en Allemagne dans les événements des années 1810 à 1815, pour être découvert et amplifié par les Français sous Bismarck et après la guerre de 1870.

Politiquement, la Prusse n'a jamais absorbé l'Allemagne. Beaucoup mieux qu'en France, l'idée fédéraliste y a résisté aux efforts centralisateurs. Jamais, même pas lors de la période hitlérienne, les Rhénans ou les Wurtembergeois n'auraient eu l'idée de se considérer comme Prussiens. Idéologiquement, l'influence de ce qu'on appelle l'idéal du prussiannisme, c'est-à-dire un militarisme plus ou moins abrutissant pourvu de l'auréole du sens du devoir et de l'esprit de sacrifice, n'a guère remporté un succès notable. Ses représentants et défenseurs sont toujours restés une minorité. Sans doute, la dictature hitlérienne leur a-t-elle permis de prendre le pouvoir, de réaliser leurs idées criminelles pour le plus grand malheur du monde et du peuple allemand, mais il serait plus qu'invraisemblable que soixante-quinze années d'un prussianisme d'inspiration protestante suffisent pour effacer dans la majorité du peuple allemand les traditions humanistes, universalistes et chrétiennes de plusieurs siècles. Même les protestants de l'Allemagne du sud, qui ont d'ailleurs fourni depuis 1848 les meilleurs défenseurs de la démocratie, ont toujours été largement étrangers aux tendances prussiennes. Si les Français veulent comprendre l'Allemagne, ils feraient bien de commencer par se libérer du faux mythe de la Prusse.

Ennemis héréditaires ?

Sait-on au fond depuis quand la France et l'Allemagne sont des ennemis héréditaires ? N'a-t-on pas dû vio-

ler l'histoire pour construire une théorie politique qui n'est probablement devenue monnaie courante qu'au début du XXe siècle ? Après tout, l'Allemagne en tant que grande puissance n'existe que depuis 1870. A l'époque napoléonienne, une partie des États allemands comptaient parmi les alliés les plus fidèles de l'Empereur. Aussi paradoxal que cela paraisse, on trouve encore aujourd'hui en Allemagne de nombreux admirateurs de Napoléon, qu'on y appelle même « le grand ». La Prusse ne fut qu'une force assez secondaire à côté de l'Autriche, de la Russie et de la Grande-Bretagne. Il n'y a pas de doute que dans l'idée de Napoléon cette dernière fut la principale et l'unique ennemie héréditaire de la France.

Remontons de nouveau à Charlemagne, point de départ commun de l'histoire française et allemande. Quelles furent les frictions nationales entre les deux peuples jusqu'à François Ier, qui affirma d'une façon particulièrement éclatante les prétentions de la France comme puissance mondiale, après une longue éclipse ayant servi à la construction des fondements d'un État national ? Les rois de France avaient alors suffisamment à faire pour asseoir leur autorité à l'intérieur de leurs frontières et d'en arrondir les contours. Quand aux empereurs allemands, ils étaient soit absorbés par leurs aventures romaines, soit par la conquête de l'Est ou la défense de l'Occident contre les Turcs. Les querelles franco-allemandes, dans la mesure où elles existaient, n'avaient qu'un caractère purement local et secondaire. A cette époque, l'envahisseur ne venait pas de l'Est mais de l'Ouest, du côté de la Manche.

Nombre d'historiens français nous présentent le duel entre François Ier et Charles-Quint comme une véritable lutte franco-allemande. Les historiens allemands, par contre, ne voient dans leur majorité en Charles-Quint qu'un Espagnol ne parlant même pas l'allemand, détestant vivre sur ses terres allemandes et qui fut, par

ses préoccupations purement latino-espagnoles, l'un des grands responsables de la décadence du Saint Empire Romain. Par la suite, la couronne impériale allemande ayant passé aux Habsbourg, les rois de France se battaient principalement avec l'Autriche, l'Espagne et les différents satellites européens de la Grande-Bretagne. Durant cette cruelle guerre de Trente ans, qui dépeupla l'Allemagne pour plus d'un siècle et qui fut l'une des causes de sa faiblesse extrême jusqu'à la Révolution française et indirectement aussi de l'ascension de la Prusse, les territoires allemands n'étaient pas plus qu'un vaste champ de bataille des grandes puissances non allemandes du moment.

Même Bismarck ne voyait pas dans la France un adversaire naturel et permanent de l'Allemagne. La guerre de 1870-1871 fut pour lui un instrument bienvenu pour la réalisation de l'unité allemande. La paix une fois rétablie, il n'avait aucun intérêt d'empêcher le développement ultérieur de la France. Les documents prouvent qu'il considérait l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine comme une erreur. Il fit tout son possible pour l'empêcher et ne céda finalement qu'aux considérations stratégiques de l'état-major prussien. Ce n'est donc qu'après Bismarck, dans l'atmosphère de ressentiments nationaux et chauvins qui caractérisa en France les trente années précédant la première guerre mondiale, que la conviction de l'ennemi héréditaire s'est implantée dans l'opinion publique française. Cette même idée a tout naturellement été reprise et nourrie par les nationalistes de l'autre côté du Rhin. Et ce deuxième mythe a aussi efficacement et utilement obnubilé les relations entre les deux peuples que celui de la Prusse.

Nationalisme, patriotisme, universalisme

Le nationalisme allemand est encore plus jeune que la Prusse. Il a vu le jour au moment où le nationalisme

français dans sa forme agressive et impérialiste a été étouffé sous les décombres de l'Empire de Napoléon. Il est bon de se rappeler que durant trois siècles, c'est-à-dire la bataille de Marignan en 1515 sous François Ier et celle de Waterloo en 1815 sous Napoléon, le dynamisme militaire français a troublé et dominé l'Europe. Durant cette longue période, il n'y eut ni une Allemagne ni un nationalisme germanique. Même le Congrès de Vienne fut placé bien plus sous les auspices du légitimisme dynastique que sous ceux d'un nationalisme conquérant ou revendicatif. Nous avons vu que le sens national ne s'est éveillé outre-Rhin qu'au cours du XIXe siècle. Dans une première phase, il ne fut mobilisé que très pacifiquement en faveur de l'unité du pays. Cette dernière une fois réalisée, malheureusement par une guerre, les sentiments nationaux ont commencé à devenir agressifs, alimentant un rêve de grandeur d'autant plus démesuré qu'il manquait de justification historique et, dans un certain sens, psychologique. Quoi qu'il en soit, au moment de l'apogée hitlérienne, le nationalisme n'avait influencé que durant moins d'un siècle la mentalité du peuple allemand. Il serait donc peu justifié de voir dans ce nationalisme un élément essentiel du caractère allemand et une constante de la vie politique d'outre-Rhin. Historiquement, son apparition a été jusqu'à présent beaucoup plus passagère que celle du nationalisme français, il est issu de certaines circonstances plus ou moins exceptionnelles et peu fort bien disparaître avec et encore plus à cause de la catastrophe hitlérienne, dont les conséquences matérielles et humaines ont été, indépendamment de toute question de responsabilité ou de culpabilité, bien plus profondément ressenties en Allemagne qu'en France.

Les sentiments nationalistes ont des deux côtés du Rhin des racines et des portées bien différentes. Le nationalisme français dans sa structure actuelle est défensif, isolationniste et profondément chauvin. Le

nationalisme allemand, tel qu'il exista jusqu'à la fin de la dernière guerre, était agressif, expansionniste et peu soucieux du bien matériel de la patrie. La valeur symbolique de la patrie, si fortement ressentie en France, est toujours restée étrangère à l'Allemand moyen. Sa traduction en langue allemande, « Vaterland », sonne faux et semble incapable de susciter de l'enthousiasme. Pour le mot « patriotisme » , on n'a trouvé aucune expression allemande et on a dû assimiler le mot français. Le symbole du nationalisme allemand a été le Reich, cet empire à la fois organiquement cohérent et politiquement en expansion, et non pas la patrie.

L'indifférence patriotique de l'Allemand moyen s'explique par différentes raisons. Il y a tout d'abord le morcellement du pays en petits États princiers durant de longs siècles, donc l'absence d'une tradition nationaliste proprement dite. Il faut aussi tenir compte des répercussions de l'universalité catholique du Moyen-Age avec un Saint Empire Romain pratiquement supranational comme forme d'expression politique. D'autre part, l'Allemagne a connu beaucoup plus d'invasions étrangères que la France, ses différents territoires ont été très souvent occupés. Sa population a ainsi eu d'innombrables contacts avec les éléments étrangers les plus divers. Les influences étrangères ont toujours été accueillies avec une grande curiosité intellectuelle et sans préjugés défavorables. Malgré les aberrations racistes du nazisme, la xénophobie n'a jamais été observée en Allemagne. Détaché d'un patriotisme proprement dit, l'Allemand moyen passe facilement du nationalisme agressif à l'internationalisme, pour lui ce n'est pas le sort de la nation en soi qui importe, mais la création d'un ensemble qui peut parfaitement être supranational. Les réticences patriotiques d'une partie des Français envers l'armée européenne dépassaient la compréhension populaire allemande. Même sans la défaite, on aurait outre-Rhin plus facilement accepté l'absorp-

tion de l'armée allemande par une armée européenne sans caractère national. Aussi bien après la première guerre mondiale (exception faite du mouvement séparatiste) qu'après la seconde guerre, l'occupation n'a pas donné lieu au reproche de la collaboration, tout simplement parce qu'elle n'a pas heurté un sentiment national enraciné et qu'il n'y a pas un patriotisme allemand qui s'opposait à une entente quelconque avec l'étranger.

L'internationalisme fut incontestablement un des ressorts essentiels du mouvement socialiste en Allemagne, (sans d'ailleurs pouvoir résister à l'épreuve cruelle au moment de la déclaration de la première guerre mondiale), tandis que le socialisme français fut beaucoup plus nettement orienté vers les revendications sociales d'une part et un certain nationalisme d'autre part. A cet égard, le socialisme a pu reprendre une longue tradition intellectuelle allemande. Au milieu d'une structure encore largement absolutiste, Gœthe ne s'est pas gêné d'applaudir la victoire des forces révolutionnaires à Valmy et de glorifier pendant longtemps Napoléon. Personne de sensé n'a jamais songé, en Allemagne, à lui en faire grief. On a admiré sa perspicacité à l'occasion de la bataille de Valmy, tout en regrettant son erreur politique dans l'appréciation de la prétendue mission historique de Napoléon.

L'élite intellectuelle allemande a été traditionnellement élevée, du Moyen Age jusqu'à la nuit de l'hitlérisme, dans un esprit universaliste continuellement tourné vers l'extérieur. Une bonne formation suppose un voyage à l'étranger. Sans les apports permanents de l'Italie et de la France, apports recherchés par les Allemands à l'étranger et non pas assimilés sur place, l'art et la littérature d'outre-Rhin seraient inconcevables.

L'ignorance française de la littérature et de la pensée allemande est profondément regrettable. Les connaissances et les traductions se limitent à quelques noms et, dans ces cas, seulement à une partie de leurs œuvres.

Pourtant, cette littérature allemande a été depuis le milieu du XVIIIe siècle presque exclusivement au service de la liberté et de l'humanisme. Avant la Révolution française, les drames d'un Lessing prêchaient la tolérance et s'élevaient contre toutes les discriminations. Schiller, presque totalement ignoré en France, fut l'un des apôtres de la liberté au début du XIXe siècle. Ses drames, sincèrement révolutionnaires, ont été lus et vus par tous les écoliers allemands jusqu'à la période hitlérienne. La *Mort de Danton* de Büchner a inculqué l'esprit de la liberté à de nombreux écoliers allemands avant d'avoir été découverte comme grande révélation par un théâtre parisien. Il en fut de même pour l'*Egmont* de Gœthe, qui récemment n'a pu trouver grâce auprès de la critique théâtrale française, mais qui a néanmoins joué un rôle considérable et bienfaisant dans l'éducation de la jeunesse allemande. Les auteurs qui ont cru devoir donner un sens national à l'une ou l'autre de leurs œuvres, tels que Kleist, n'ont que rarement négligé les thèmes de la liberté et de l'humanisme.

On voit mal un vrai rapprochement franco-allemand avec une compréhension mutuelle équilibrée et raisonnée sans que les Français s'occupent davantage, avec un peu plus d'intensité et de sérieux, des créations intellectuelles de leurs voisins, sans qu'ils se détachent de ce nationalisme intellectuel né au XVIIe siècle et qui laissait croire que la civilisation tout court ne saurait être que française. Aussi longtemps que l'Allemagne se limitera dans les conceptions du Français moyen à la Prusse, à Bismarck, à quelques bons Allemands d'une instabilité inquiétante et à quelques connaissances littéraires ou philosophiques éclectiques, tels que Gœthe, Hegel ou Nietzsche, pour ne pas parler de Marx, on ne réussira pas à combler le fossé largement artificiel qui sépare actuellement les deux nations.

ALFRED FRISCH.

LE MESSAGE CHRÉTIEN DANS LA LITTÉRATURE ALLEMANDE

La littérature d'inspiration catholique occupe, dans les lettres allemandes, une place qui a son importance propre. L'écrivain chrétien se dresse, porteur de son message, au sein des conflits de notre temps — cette époque où s'affrontent tant de forces diverses. Sa voix possède, dans notre génération, une extraordinaire puissance. Elle ne doit pas être méconnue.

De nos jours plus que jamais peut-être, la littérature a la force d'une profession de foi. Cette remarque a une valeur générale. Il est naturel que la littérature chrétienne de notre temps veuille, avec une particulière énergie, porter témoignage d'un message. En face de ceux qui cherchent dans la souffrance — souvent même dans le désespoir — l'écrivain chrétien se sait en possession de nombreuses certitudes, qu'il doit à la Révélation. Il peut juger dans une perspective chrétienne les dangers qui menacent l'homme et les forces bienfaisantes qui les contrecarrent, les malheurs et le salut de l'homme; il peut proclamer, s'appuyant sur les réalités de la foi, les exigences que posent à l'homme la vie, l'éternité et Dieu. Ainsi y a-t-il là moins une quête qu'une connaissance et une profession de foi. L'écrivain chrétien connaît aussi l'hymne à la gloire du Créateur — mode de prédication qui ne trouve point de place dans les ténèbres des autres conceptions.

La littérature catholique n'en reste pas moins profon-

dément ancrée dans notre temps. Dans la littérature chrétienne actuelle, Dieu est invisible, inaccessible et mystérieux. Le « Dieu caché », *latens Deitas* : c'est là, mais transposée sur le plan chrétien, l'expérience de l'incroyance sceptique qui nie l'existence de Dieu. Le chrétien sait aussi parler de la puissance du Mal. Le *De profundis* nous est plus proche que le *Te Deum*.

Mais, tout en abordant ainsi les problèmes modernes, la littérature catholique a un style propre, conforme à l'esprit qui la guide. La présence de Dieu dans le monde oblige à la mesure : l'écrivain d'inspiration chrétienne s'approche plus rarement que d'autres de l'abîme; il se garde aussi des audaces verbales. Lorsqu'il explore les régions où le Mal semble avoir établi sa domination, il sait reconnaître et montrer le faible rayon (peut-être cette faiblesse n'est-elle qu'apparence!) qu'y envoie l'Éternelle Lumière. Il paie pourtant tribut au sentiment moderne de la vie; lui aussi est accablé par le Mal.

L'objet de la littérature chrétienne, c'est la réalité dans toute son ampleur, telle qu'elle s'offre aux yeux qui ont reçu les enseignements de la Révélation : la plénitude de Dieu, le monde et l'homme qui en font partie, les énigmes non résolues. Les démons perdent leur signification. La nature porte l' « empreinte de Dieu ». Le monde devient plus riant, car il a perdu son regard de sphinx. Le salut nous vient de sources divines. L'origine de l'homme, non point naturelle mais spirituelle, éclaire les sources de notre existence.

Il est difficile de cerner plus étroitement la littérature chrétienne. Au sens général du terme, la littérature chrétienne comprend tout ce qui a son origine dans l'ampleur et la profondeur d'un universalisme chrétien. Au sens étroit du terme, elle comprend des écrivains

qui empruntent leurs thèmes au message chrétien du salut, et mettent en lumière la situation particulière du chrétien dans un monde de conflits et de dangers.

Aussi n'est-il pas étonnant que, parmi tant d'écrivains chrétiens, quelques-uns seulement soient ici mentionnés. Les thèmes et le style de leurs œuvres sont marqués par la volonté de proclamer le message du salut. Nous les avons choisis pour la grande valeur de leur œuvre. Identiques ou proches par la foi, leurs témoignages revêtent chacun un caractère différent.

Gertrud von Le Fort est le chef de file incontesté de la génération précédente. Le problème moderne : moi autonome ou Dieu, mesure humaine ou divine, est l'un des leitmotivs de G. von Le Fort. Elle y répond en plaçant tout événement sous les yeux de Dieu tout-puissant. Le monde et ses abîmes sont, certes, présents, mais au-dessus d'eux plane l'esprit de Dieu. Les récits et les poèmes de Gertrud von Le Fort sont liés de la manière la plus étroite à la foi chrétienne. Le plus simple est de classer son œuvre — très vaste — en trois groupes : l'« Église », le « Reich » et la « Femme » constituent le cœur de son œuvre; ces trois thèmes réunis forment un tout qui a accompagné, sa vie durant, la romancière.

Les *Hymnes à l'Église* traitent, dans une langue puissante, un grand thème : la rencontre de l'âme moderne et de l'Église. Dans ces hymnes, la poétesse a créé une langue d'une force et d'une hardiesse jusque-là inconnues. Les images des Psaumes s'y mêlent à des visions modernes aussi bien qu'à des abstractions intellectuelles. Le thème du roman *Le voile de Véronique* est celui de l'homme dans un monde sécularisé. L'Occident terrassé et pénétré, au cours de la dernière et tragique phase de son histoire, par des forces contraires, permet à la

romancière de tracer le tableau magistral d'événements grandioses. L'action du premier roman se déroule à Rome — Rome qui, elle-même marquée d'un triple sceau, abrite trois formes humaines : le paganisme antique, les forces de l'histoire, les hommes rachetés dans le Christ. Le second roman a pour théâtre Heidelberg; le monde chrétien s'y heurte au nihilisme issu de l'école de Nietzsche. Dans un cas-limite qui pourrait être du domaine de la vie quotidienne, l'auteur analyse avec une extraordinaire pénétration la coordination entre foi et incroyance, entre Église et monde athée; elle donne également la réponse à la question ainsi posée : tu dois aller aussi loin que possible au-devant du monde incroyant, mais t'abstenir de ce qui t'est interdit.

Le thème du « Reich » est le suivant : Dieu n'est pas seulement le Maître de l'Église, mais aussi celui des peuples et des nations. L'histoire est considérée dans une perspective théologique — *sub specie aeterni*. La principale œuvre de ce cycle est le roman *Die Magdeburgische Hochzeit* (*Les noces de Magdebourg*), dans lequel Gertrud von Le Fort déplore que le signe du Christ ait été, à un moment décisif de l'histoire, trahi, au profit d'intérêts politiques, par les deux partis en présence.

Le thème de la « Femme » est introduit par le petit ouvrage théologico-philosophique intitulé *La femme éternelle*. Prenant pour modèle la Mère de Dieu, l'auteur y définit les caractères qui fondent l'être de la femme. De cette haute perspective, Gertrud von Le Fort éclaire le rôle de la femme dans l'ordre naturel des choses. Dévouement et réserve sont les signes caractéristiques de la femme dans ses trois vocations : vierge, épouse et mère. Nous accédons alors à la troi-

sième partie de l'œuvre de Gertrud von Le Fort : la vierge, l'épouse et la mère s'incarnent dans ses nouvelles. C'est peut-être ici qu'il faut chercher la meilleure part de l'œuvre de la grande romancière : dans les deux nouvelles *La dernière à l'échafaud* et *La fille de Farinata.*

L'écrivain catholique qui vient au second rang derrière Gertrud von Le Fort, *Elisabeth Langgässer,* est bien différente. Douloureusement écartelée entre le ciel et l'enfer, elle est à la fois illuminée de la clarté du ciel et menacée par les flammes de l'enfer. Elle éprouve une particulière attirance pour les puissances des ténèbres, l'inconscient, voire le diabolique; elle nous a donné de ce monde une magistrale description et une subtile analyse. En ce sens, elle se rattache aux maîtres de la littérature contemporaine : dans la description de la tempête et de l'orage, de l'éclair et du tonnerre, de l'ouragan et du soleil brûlant, mais aussi dans la peinture de la violence du désir, du tourment des sens, de l'appel à la grâce et à l'assistance divine. Le fantastique envahit son œuvre, l'abîme reste ouvert. Partout dans son œuvre, nous sentons la présence des forces souterraines qui rôdent autour de nous, nous sentons croître et proliférer ce monde qui est l'antithèse de celui du salut. Dieu est « le Tout Autre »; l'*analogia entis* n'est pas niée, mais n'apparaît pas non plus. Entre ici-bas et l'au-delà, il y a le sacrement. *Le sceau indélébile,* c'est le sacrement du baptême qui, même dans un monde éloigné du sacré, prouve qu'il est issu de la plénitude de la grâce et de la toute-puissance de Dieu; sa force est telle que, même dans un monde gravement menacé, le signe de la victoire divine reste érigé parmi nous.

Voici encore *Paula Grogger,* originaire de la Styrie. Par l'intermédiaire de sa petite patrie, elle trouve le chemin du monde. Le héros de son grand roman *Das Grimmingstor* et son destin, la petite communauté avec ses hiérarchies, ses liens et ses conflits, l'interdépendance entre l'homme et le paysage, sont plus symboliques, ont une valeur plus générale que nous ne le croyons souvent. La langue de Paula Grogger a puisé dans l'usage du dialecte une force nouvelle; elle est un exemple de la richesse, trop souvent méconnue, que peut apporter à la langue littéraire l'emploi du dialecte. On a souvent, à juste titre, comparé l'œuvre de Paula Grogger aux grands récits de Jeremias Gotthelf.

Ruth Schaumann, par contre, est le peintre délicat de la vie cachée. Ses œuvres rappellent l'idylle. Ses sculptures et ses dessins (pour la plupart, des aquarelles) sont du même style : le geste dicté par la vie intérieure, le désir de créer des types, de dépasser le plan simplement individuel. Certaines de ses œuvres sont, certes, assez mièvres, mais la force ne lui fait pas toujours défaut, comme le prouve la nouvelle *Die Ubermacht.*

Werner Bergengruen a dit un jour du poète qu'il était « celui qui révèle les ordres éternels des choses », caractérisant ainsi sa propre fonction, qu'il exerce avec modestie. Certes, il ne prétendait pas attribuer de ce fait au poète un rôle sacerdotal ou prophétique, et donner à son œuvre le caractère d'une Révélation, comme le font tous ceux qui confondent art et religion. Il voulait plutôt signifier que le poète et son œuvre font partie, eux aussi, du cosmos créé par Dieu, et qu'ils recréent une plénitude dont Dieu nous a fait présent. La poésie, dit-il, est essentiellement un hymne de louange; en dernière instance, le verbe du poète sert la

gloire de Dieu. Dans l'un de ses beaux poèmes, W. Bergengruen parle du « monde sauvé »; ce monde n'existe pas ici-bas, mais il s'abaisse jusqu'à nous, nous faisant participer à une réalité supérieure. Le temporel disparaît dans l'éternel, tout ce qui est brisé, fragmentaire, est béni par le sacré. Tout ce qui est fini et se sait, dans le monde moderne, exposé au désespoir, à la solitude et à l'abandon, perçoit l'infini qui, par delà les abîmes, se penche jusqu'à nous. Péché et expiation, sacrement et grâce font partie de ce monde. La vieille doctrine selon laquelle le monde porte « l'empreinte de Dieu », est au centre des convictions de Bergengruen. Ce monde — le nôtre — porte le sceau de Dieu. Chaque chose est le symbole d'une réalité supérieure. En lisant un poème aussi parfait que *Die Meise* (*La mésange*), nous sentons comment une créature devient un symbole. Dans la poésie de Bergengruen, le monde entier est considéré dans la perspective de l'éternité.

Pour représenter l'homme, il faut partir du fait qu'il est un être déchu. La littérature contemporaine, désemparée par le mystère humain, ignore, le plus souvent, comment l'interpréter. Bergengruen traite à sa manière le thème de l'actualité : l'homme est essentiellement l'être dépourvu de toute sécurité, menacé, pécheur et déchu. Mais il est appelé au salut. C'est ici que réside la différence entre la littérature chrétienne et celle uniquement soucieuse de peindre les passions. Le problème qui se pose est l'intégration de ces passions dans le monde moral.

Bergengruen est le maître de la nouvelle moderne. Il aime placer ses héros dans des situations insolites. Un événement imprévu les jette hors de leur vie quotidienne, et c'est seulement à grand'peine, après une lutte

acharnée, qu'ils retrouvent la paix — si même ils y parviennent. Bergengruen nous montre l'homme à l'instant d'une option décisive — grâce à laquelle il apprend ce dont il est capable ou non. Cette prise de conscience est parfois le point de départ vers le salut éternel.

Le thème du roman *Der Grosstyrann und das Gericht* (*Le grand tyran et le tribunal*), c'est l'homme en proie, par suite de son angoisse et de son désir de puissance, à la tentation. Dans *Am Himmel wie auf Erden* (*Au ciel comme sur la terre*), la cause de la peur qui s'empare de la population entière, est une soudaine menace d'inondation; d'après certains signes dans le ciel, elle doit se produire le jour de la Saint-Henri. Le prince électeur Joachim de Brandebourg se voit tout d'abord obligé de cacher le danger imminent et de maintenir l'ordre, s'il le faut, par des lois rigoureuses et des mesures de coercition. Mais la peur s'empare bientôt de la ville entière, et nulle loi ne peut l'endiguer. Le prince électeur lui-même ne peut échapper à l'inquiétude générale. Berlin et Neukölln ne périssent pas dans la tornade des forces déchaînées. Mais les signes dans le ciel étaient destinés à éprouver les habitants d'ici-bas, qui se sont brusquement vus obligés de faire l'option suprême. L'or pur qui se cachait au fond de leurs âmes s'est au cours d'un douloureux processus, peu à peu dégagé.

Dans la nouvelle *Die drei Falken* (*Les trois faucons*), la mort du fauconnier et les dispositions de son testament obligent un petit groupe à prendre des décisions auxquelles ils n'avaient pas songé. Les trois faucons du défunt font apparaître la noblesse et la vilenie qui se cachaient au fond des âmes.

En la considérant de ce point de vue, il est possible d'avoir une idée d'ensemble de l'œuvre extraordinaire-

ment riche de cet écrivain. De *Der Starost* à *Das Feuerzeichen,* les œuvres se succèdent, toujours axées sur le même thème. Dans le roman *Der goldene Griffel* (*Le crayon d'or*) figure cette phrase : « Il naquit, pécha, s'en remit à la grâce ».

Stefan Andres est un conteur-né. Son art est vaste; il écrit plus de romans que de nouvelles. L'amour de la terre donne à ses romans richesse et variété. Épris de la vie, de tout ce qui est beau et remarquable, il est très attaché aux joies et aux plaisirs de ce monde. Il se jette au-devant des phénomènes de tout ordre, et ceux-ci semblent venir spontanément à lui. Son programme poétique : refléter un « monde en ordre ». Cette formule est une profession de foi : Dieu pénètre le monde. L'héritage thomiste est ici indéniable, même s'il ne se donne pas toujours pour tel. L'écrivain a une certaine sympathie pour Giordano Bruno, qu'il défend et voudrait laver du soupçon d'hérésie. Quoi qu'il en soit, à l'arrière-plan de son œuvre nous trouvons l'acceptation de l'*analogia entis*. L'ordre du monde apparaît dans le fait que l'homme et le monde soient, en toutes circonstances, gouvernés par l'invisible : l'homme croit suivre une voie fortuite, mais à un moment donné, il se reconnaît brusquement guidé par la Providence. Stefan Andres possède la faculté de décrire dans toute leur complexité des destinées humaines, et de les placer directement sur le plan de la Providence. La hiérarchie qui unit les égarements et les complexités de la nature humaine à l'ordre divin qui régit le monde, voilà l'un des secrets de l'art de conteur de Stefan Andres. Dans sa célèbre nouvelle *Utopia,* se produit un événement extraordinaire : un moine renégat, que les hasards de la guerre civile espagnole ramènent, prisonnier, dans le

couvent dont il s'est jadis enfui, et un officier communiste s'encouragent mutuellement au bien et au repentir. Dans le roman *Die Hochzeit der Feinde* (*Le mariage des ennemis*), un grand coupable est racheté par un événement fort invraisemblable : un médecin allemand a péché, pendant la première guerre mondiale, avec la femme d'un officier français; le mari de cette femme, devenu veuf, vient en Allemagne comme officier des troupes d'occupation et demande au médecin la main de sa fille. Dans les deux cas, une profession de foi efface la faute commise. Ce thème, nous le retrouvons encore dans le meilleur et le plus parfait des romans de Stefan Andres : *Der Mann von Asteri* (*L'homme d'Asteri*). Un enfant naturel a été abandonné avec sa mère. Vingt ans plus tard, il parcourt toute l'Europe, à la recherche de son père, et finit par le retrouver. Des motifs toujours nouveaux orchestrent ce grand thème, qui se déroule sur de vastes espaces, au milieu de nombreux personnages.

Stefan Andres travaille actuellement à un grand roman, *Die Sintflut* (*Le déluge*), dont les deux premiers volumes, *Das Tier aus der Tiefe* (*La bête des abîmes*) et *Die Arche* (*L'arche*), ont déjà paru. L'auteur y aborde le plan politique, comme il l'avait déjà fait dans *Le chevalier de justice*. L'œuvre est une satire de grand style.

Parmi les auteurs plus jeunes, *Edzard Schaper* jouit d'une renommée croissante. Comme la plupart des grands écrivains catholiques d'aujourd'hui, c'est un converti. Il vit le christianisme avec la ferveur d'un homme à qui fut accordé la grâce d'une vie nouvelle. Le conflit entre la certitude de la foi et l'incroyance moderne — conflit où se mêlent l'orgueil et le déses-

poir — se reflète très nettement dans ces récits. L'écrivain veut y voir le signe du danger qu'il a lui-même couru : il a approché de tout près les limites de l'existence humaine. Deux attitudes de foi s'opposent constamment dans son œuvre : d'une part, les hommes qui ne se fient qu'à eux-mêmes et prétendent renoncer à toute référence religieuse et métaphysique, en rénovant le monde par leurs propres forces — ce sont les bâtisseurs d'un mode orgueilleux, indépendant et athée; d'autre part, ceux qui s'inspirent de l'Évangile, montrent à l'homme possédé par l'hybris son impuissance réelle et annoncent aux blasphémateurs et aux sceptiques la toute-puissance de Dieu. Alors apparaît un autre fait : la relation entre les puissants de ce monde et les gardiens des biens éternels. L'arrière-plan des récits d'Edzard Schaper, ce sont les terribles expériences personnelles de l'écrivain : il a vu mourir des peuples entre Königsberg et Saint-Pétersbourg, il a vu des églises s'effrondrer et des cultures périr; telles sont les puissantes forces qui pénètrent toutes choses. Aussi n'est-il pas étonnant que l'État soit considéré, sinon peut-être comme l'expression du Mal en soi, du moins comme la source des plus graves tentations. Les puissants sont toujours, chez Schaper, éclairés d'une lumière livide. L'expérience du collectivisme oriental actuel, plus encore que celle du collectivisme allemand de naguère, ne peut que donner à ses récits une note sombre. Par contre, les faibles (au sens politique du terme), les persécutés et les bannis sont ceux qui gardent et maintiennent vivant le patrimoine; ce sont eux les gardiens du legs divin, et lorsqu'ils meurent, d'autres poursuivent leur tâche. Des saints peuvent succomber — *le sacré* ne périt point; des Églises meurent, mais

l'Église vit. Les créations de Dieu sont profanées, mais Dieu n'abandonne pas sa Création.

Les premiers récits de Schaper, *Die sterbende Kirche* (*L'Église mourante*), *Der letzte Advent* (*Le dernier avent*), ont pour théâtre notre époque. Leur action se déroule pendant les années funestes au cours desquelles se développe la puissance de l'Est. Sa grande œuvre, *Die Macht der Ohnmächtigen* (*La puissance des impuissants*) et *Die Freiheit der Gefangener* (*La liberté des captifs*), est en réalité un double roman, où le personnage secondaire de l'un de ces ouvrages devient la figure centrale de l'autre. *Hinter den Linien* (*Derrière les lignes*) est, jusqu'à présent, la meilleure œuvre de l'auteur. Ce sont trois récits inspirés par la guerre russo-finlandaise et les événements qui précédèrent ce conflit. Leurs thèmes correspondent à ceux des autres œuvres de Schaper : l'homme doit sauvegarder, en lui-même, l'absolu. Dans la nouvelle *Der grosse offenbare Tag* (*Le grand jour manifeste*), un jeune blasphémateur communiste retrouve, après avoir frôlé la mort, le chemin de lui-même. *Das Christkind aus den grossen Wäldern* (*L'enfant Jésus des grandes forêts*) oppose, à la cruauté d'une soldatesque barbare, la douceur et la pureté d'un être simple. Dans les dialogues dramatiques *Um die neunte Stunde* (*Vers la neuvième heure*), l'auteur nous montre, par la voix de Nicodème et de Simon de Cyrène, l'irruption de la puissance divine dans la vie terrestre : le savant comme l'homme de la rue sont, contre toute attente, touchés par la grâce et conduits vers d'autres buts.

Chez *Reinhold Schneider*, le thème fondamental est le rapport entre le tragique et la Croix. Les deux moitiés de la vie, le monde d'ici-bas et l'au-delà, sont séparées;

quel pont mènera de l'une à l'autre ? Le sentiment de la vie, chez Reinhold Schneider, est caractérisé par des fronts abrupts : ici le monde impie, corrompu, pécheur — là-bas la Croix, qui réclame l'asservissement et ainsi nous donne, par delà l'abîme, le salut. Le tragique dans le monde se fonde dans le fait que l'homme, de par sa nature même, participe à l'imperfection, à la fragilité et au caractère fragmentaire de l'espèce humaine; il se fonde aussi dans l'inachèvement de notre vie, dans notre nature inconsistante et exposée à la tentation. Mais la Croix, le signe de Dieu, est notre consolation dans la détresse, notre « unique espérance », la caution de notre salut dans un monde futur.

Ce rigide et douloureux dualisme dans la conscience chrétienne de Reinhold Schneider a pour cause les pénibles expériences que nous a imposées notre époque. Le poète s'est vu entraîné dans la confusion de notre siècle; il lui a fallu s'en libérer au prix de grands efforts. De lourdes épreuves lui ont été imposées. La blessure n'est pas complètement guérie; la douleur qu'il en ressent encore lui rappelle sa détresse passée. Mais c'est précisément ce qui lui permet d'être compris de tous ceux qui cherchent. Lui-même reconnaît qu'il a côtoyé l'abîme, au risque, souvent, d'y tomber. La conscience de l'ampleur que peut revêtir la tentation du nihilisme explique peut-être le radicalisme de la solution choisie par R. Schneider : le monde est abject, mais au-dessus de lui se dresse la Croix. Quiconque aspire à l'absolu se détache du monde, dépouille toute puissance, renonce à toute résistance. C'est seulement en saisissant la Croix que nous pouvons franchir l'abîme ouvert sous nos pieds.

L'étude du monde historique, d'abord portugais, puis

espagnol, prussien, anglais et russe, a grandi l'importance des points de vue théologiques. Car le but de Reinhold Schneider, c'est de déceler dans quelle mesure les schèmes originels et éternels se sont intégrés dans le processus de l'évolution humaine, et de reconnaître, inversement, dans quel cas les échecs et les fautes des hommes sont à l'origine des catastrophes. L'attrait du pouvoir qui, en tant que présent de Dieu, ne saurait être que géré (et non possédé), est l'un des problèmes qui ont de tout temps le plus préoccupé Reinhold Schneider, historien. Il préoccupe aussi Reinhold Schneider, poète.

En dehors de son œuvre, importante, d'historien, d'esthète et d'interprète des lettres étrangères, Reinhold Schneider nous offre une œuvre littéraire d'une étonnante richesse. Il n'a jamais attaché beaucoup d'importance à ses poèmes lyriques, bien que ce soient eux qui l'aient fait connaître, et aient apporté à tant d'hommes un réconfort moral. Reinhold Schneider a souligné bien souvent qu'à ses yeux, c'est le drame qui est le genre littéraire le plus important. Il a écrit des pièces vigoureuses qui, à l'instar des drames de Claudel, font éclater les règles du théâtre classique et accordent moins d'importance aux notions de temps et de lieu. Il aime les conflits de l'esprit, la résistance des opinions. Ce sont souvent les discussions entre les personnages, et non des événements extérieurs, qui provoquent le déroulement de l'action. Les héros luttent pour passer du doute à la clarté, pour transformer leur incertitude en décision, bonne ou mauvaise. Le grand drame *Innozenz und Franziskus* traite de l'opposition entre la puissance du pape et la victoire franciscaine sur le monde; la puissance temporelle du pape est remise en question à l'ins-

tant même où elle semble parvenir à son apogée, et simultanément s'ouvre une nouvelle ère chrétienne qui choisit pour seuls soutiens la prédication de l'Amour et la force de la Parole de Dieu. Le drame *Der grosse Verzicht* (*Le grand renoncement*) oppose, de façon analogue, Pierre de Murrhone et Boniface VIII : le moine élu pape sous le nom de Célestin V retourne à la solitude et laisse à Boniface le pouvoir. Mais ce n'est pas le puissant qui éclairera l'histoire — c'est le silencieux, dont la vie a été brisée « afin que puisse briller la vérité ». Cette conception forme le leitmotiv de la pensée et de l'œuvre de Reinhold Schneider.

Dans ses nouvelles figurent de nombreux personnages. L'action s'y déroule en des lieux et des époques fort divers — ceux-là mêmes qu'a étudiés Reinhold Schneider pour ses travaux d'historien. Les thèmes sont souvent identiques : tentation du pouvoir, expérience du péché, nécessité de l'expiation, formes humaines qui, même sclérosées, se brisent à l'appel de l'Éternel. Dans ses récits, l'écrivain retrace les longs détours que font certaines âmes avant d'atteindre le but. Lequel de ces récits est le plus beau ? Bien des réponses sont possibles. Mais peut-être nombre de critiques seraient-ils d'accord pour préférer *Die dunkle Nacht des heiligen Johannes vom Kreuz* (*La nuit obscure de saint Jean de la Croix*), *Der Tröster* (*Le consolateur*), *Das Attentat* (*L'attentat*), et les deux grandes nouvelles *Elisabeth Tarakanow* et *Taganrog*.

WILHELM GRENZMANN.

« MÉDECINE ET MONDE MODERNE »

Le livre du docteur Péquignot [1] s'adresse à tout homme qui a le goût de la culture et tente de suivre son évolution en notre temps. Un étranger à la médecine peut donc le lire et même écrire ce qu'il en pense. Nul ne peut d'ailleurs se vanter de rester étranger à la médecine; un jour ou l'autre celle-ci prend sa revanche... En dépit d'une absence totale d'autorité en pareille matière, on osera donc affirmer que ce livre est un grand livre.

Fidèle à la grande tradition des médecins, son auteur s'y montre un homme cultivé. Non seulement il cite Pasteur, Laënnec, Ambroise Paré, Hippocrate, etc., comme s'il poursuivait avec eux une conversation continue, mais Saint-Simon, Chateaubriand, Aulu-Gelle, Apulée, Aristote, les tragiques grecs et tant d'autres viennent avec la même aisance sous sa plume. Ainsi le lecteur apprend-il à placer l'effort médical dans l'ensemble de la connaissance humaine de la culture, on oserait dire : de la philosophie.

Car ce livre présente un modèle de ce que devrait être une des tâches principales de la pensée en notre temps. Le sujet a été rebattu de la croissance de la technique et du progrès de la collectivisation. Ceux qui ont le goût de la pensée thématique y trouvent l'occa-

1. Henri Péquinot, *Médecine et Monde moderne* (Les Éditions de Minuit, « L'homme et la machine ». Collection dirigée par Georges Friedmann, nº 5).

sion de dissertations rhétoriques dont on peut prédire à l'avance qu'elles s'achèveront triomphalement dans la reconnaissance d'un échec inévitable. Plus rares sont ceux qui, partant du souvenir de l'époque antérieure où l'esprit avait réussi à maîtriser les outils qu'il utilisait, font l'inventaire des complications et de progrès nouveaux afin de retrouver, mais à un nouveau plan et dans des conditions nouvelles, ce qui, hier, faisait notre joie. Tel est l'effort du docteur Péquignot. Il se garde bien d'imaginer quelque idéal de la médecine, impossible évidemment à atteindre, puisque dépourvu de vérité; à la prédiction aisée,et tant goûtée aujourd'hui, de cet échec, il préfère la réflexion serrée, exprimée en discours cohérent, qui résume la situation passée et présente, afin de déterminer les pas nouveaux à faire pour que la médecine continue son progrès, c'est-à-dire reste elle-même. Ce faisant, il nous aide à concevoir ce qu'est la médecine en notre temps et à entrevoir ce qu'est la médecine tout court. Mais se garde-t-il bien également d'affirmer en conclusion plus qu'il ne tient pour l'instant. Son livre ne dépare pas la collection, si actuelle, que dirige Georges Friedmann. Peut-être ajoute-t-il cette note, humaine pour ne pas dire émouvante, d'un esprit qui s'efforce pour lui-même autant que pour les autres à dominer une rapidité d'évolution, de complication, de collectivisation, dont il refuse que ses malades et lui soient les victimes. La réussite de ce livre, qui brasse tant de nouveautés, est manifeste : en le fermant, le lecteur ignorant a l'impression qu'il pourrait presque le résumer. C'est ce que l'on tâchera de faire ici, en revendiquant la liberté d'interposer réflexions et interprétations dont il ne faudra pas imputer la faiblesse à l'auteur du livre.

L'auteur a la bonne idée de partir des propos de Georges Duhamel et spécialement de *Paroles de médecin*. Gageons que l'on reviendra souvent à l'œuvre si

humaine du père de Salavin pour raviver en dépit des agitations et des complexités de la vie, le vouloir d'un équilibre intelligent et amical dont les progrès trop rapides ne doivent pas nous faire perdre le goût. Georges Duhamel exprimait, il y a moins de dix ans, la conception commune, lorsqu'il définissait l'acte médical « un colloque singulier » qui commence, résume le docteur Péquignot, par une confession, se continue par un examen et se termine par une prescription ». Hélas! la conscience d'un acte humain n'est parfaite et achevée, que lorsque cet acte ne s'accomplit plus dans les conditions où on vient de le saisir. Déjà, le livre de Duhamel avertit, le plus souvent pour le déplorer, mais parfois pour s'en féliciter, qu'entre le médecin et son client de multiples étrangers ne cessent désormais de s'interposer : dès 1939, à l'Institut du Cancer, le malade n'était plus soigné par un seul praticien; durant l'occupation, le Français fit la douloureuse expérience, par ce qui lui manquait, de l'apport qu'était, par nombre de ses soins, la coopération du monde entier; à la Libération, Georges Duhamel est des tout premiers à souhaiter un ministère de la Population.

Le docteur Péquignot tente l'inventaire de ce qui s'interpose aujourd'hui dans le colloque, autrefois « singulier », mené entre le malade et le médecin, les *écrans*, comme il les appelle, — et pour chaque « écran » il signale menaces et bienfaits. Dans *le diagnostic* les écrans remontent à Laënnec et même à Corvisart et à Auenbrugger; mais l'auscultation était alors trop simple pour que le diagnostic fût reconnu déjà ne plus résulter du dialogue avec le patient. Aujourd'hui, les procédés d'investigation se sont multipliés et relèguent à l'arrière-plan le récit, par le malade, de ses malaises et de ses impressions. Bien plus, le praticien fait appel à des machines et à des hommes dont le nombre va sans cesse croissant; ainsi, parfois, le diagnotic réclame « une véritable intervention de grande chirurgie faite sous la

direction d'un médecin. Celui-ci véritable maître d'œuvre, « joue » non seulement du chirurgien qui opère et introduit dans les voies biliaires une sonde reliée à un manomètre, mais dispose aussi d'un radiologue qui prend, à des pressions contrôlées sur le manomètre, des clichés successifs des voies biliaires opacifiées par un produit de contraste, et d'un anesthésique-réanimateur qui surveille le malade parfaitement endormi ». A moins qu'il n'en appelle à des chimistes pour des dosages, à des techniciens des méthodes d'endoscopie, à des histologistes qui examinent les coupes.

Dans le *traitement*, les « écrans » ne seront pas moins nombreux. Souvent le médecin doit envoyer son malade « à un chirurgien, à un psychiatre, à un laryngologiste ». Souvent même, il ne se contente pas de ce recours quasi artisanal et fait appel « à une usine spécialisée pour donner ces prestations parmi tant d'autres que sont les soins médicaux », véritable « usine à soins », centre de haute technicité qui porte bien indûment le même nom d'hôpital, donné également en notre pays aux lieux d'hébergement pour abandonnés. Il y a bien longtemps, sans doute, que le médecin en appelle à autres que lui et les apothicaires existaient déjà au temps de Louis XIV, mais en même temps que surgissait l'usine à soins, le marchand de drogue faisait place à « l'industrie pharmaceutique moderne qui compte en France quelque trente-cinq mille ouvriers, doit faire un chiffre d'affaires de quelque cinquante milliards et ne vit que par un jeu de protection commerciale, d'investissement industriel, de commerce extérieur aussi compliqué que l'industrie textile ou l'industrie métallurgique ». La médecine curative fait ainsi entrer le malade dans l'économie mondiale: la médecine préventive — qui tantôt se confond et tantôt se distingue de la première — introduit dans le « colloque singulier » un tiers partenaire de première importance : l'État ou l'Administration.

De tout temps l'État est intervenu par des mesures d'hygiène : dès le moyen âge les bateaux étaient soumis à la quarantaine dans les ports méditerranéens. Mais aujourd'hui l'hygiène, c'est-à-dire l'État, doit intervenir en outre pour empêcher les villes d'être des pourvoyeuses de cimetières, les industries mécaniques, minières ou chimiques, de payer chaque progrès technique de la santé ou même de la vie de leurs ouvriers. Le succès de la médecine impose lui-même l'intervention de l'État, car avec son efficacité, son coût croît en proportion et même plus rapidement : les médicaments et les outils nouveaux coûtent de plus en plus cher, les soins sont poursuivis plus longtemps, la vie se prolonge et le nombre de ceux qui veulent profiter des progrès médicaux pour améliorer leur santé ou prolonger leur vie va croissant. Or, rares sont devenus les individus capables de faire face aux dépenses que réclament leurs soins; la plupart font appel à des organisations sociales, c'est le troisième écran, peut-être le plus opaque, entre le malade et son médecin : *l'écran administratif*. On connaît ses dangers : le financier ou plutôt le caissier se croit désormais à même d'intervenir en des prescriptions et des traitements où il n'entend rien. Mais sans ce troisième écran, beaucoup d'hommes aujourd'hui soignés, guéris, vivants, ne le seraient pas. Qu'en sera-t-il demain pour tous si l'État n'intervient pas efficacement en outre dans *la recherche scientifique* ? On peut dire que ce n'est pas la recherche mais son absence qui interposerait un nouvel écran entre le médecin et le malade. La Recherche connaît une évolution analogue à celle décrite pour la pratique médicale : son outillage doit être perfectionné, l'exploitation de ses résultats faite à plus grande échelle, et tout cela demande des moyens financiers impossibles à réunir sans l'aide de l'économie nationale. Or la recherche scientifique, surtout en médecine, est une question nationale de vie ou de mort. Ainsi se révèle une solidarité collective dans le

maintien de la santé. Avec l'avertissement de ne pas limiter une telle solidarité aux hommes d'un pays ou d'un continent : le refus de légères dépenses par les pays plus riches n'est-il pas responsable de l'état déficient des populations déshéritées, par exemple de ce milliard de paludéens en pays tropicaux sous-développés ?

Ainsi par la quadruple entrée du diagnotic, des soins, du prix de revient et de la recherche, les écrans se multiplient entre le médecin et le malade. « Le médecin qui a une blouse blanche et non plus une tenue de ville, reçoit, dans le cadre d'un mobilier professionnel très particulier, un homme qu'il écoute à peine, qu'il examine en cherchant des signes objectifs que le malade ignore et ne peut interpréter, lui imposant des examens paracliniques, dont la signification est très mystérieuse pour le patient. Il l'adresse finalement à différents intermédiaires, dont le choix est ratifié par le malade, pour se faire appliquer un traitement complexe, au moyen d'un outillage qui frappe l'imagination, mais dont ni le malade, ni d'ailleurs son médecin, dans la plupart des cas, ne seraient capables de décrire le fonctionnement précis. Entre les deux : des papiers à signer, des certificats à faire, le guichet d'une Caisse de Sécurité Sociale où l'on se fait rembourser. » Le colloque singulier a cessé. Avec lui le sens de la responsabilité n'a-t-il pas disparu ? Le malade semble ignorer à qui il se confie; le médecin ne se voit plus responsable de l'homme dont il n'a plus la charge exclusive. Comment réagissent devant ce nouvel état : le médecin, le malade et les pouvoirs publics ? On signalera les *réactions d'inadaptation.*

Des médecins se manifesteront violemment régressistes ou progressistes. Régressiste, il prônera soit le refus de l'écran technique et le retour au colloque singulier, soit le refus de l'écran administratif et la protection médicale grâce à la défense corporatiste. Progressiste, il ne verra de salut que dans la « fuite en

avant » : spécialisation à outrance ou technocratie médicale intolérante.

Le malade, incapable désormais de comprendre ce qui le concerne, s'étonne qu'on décide de lui sans lui. Deux solutions partielles se proposent à lui : le refus dans la magie qui l'expose à être victime du charlatanisme ou l'auto-défense par le truchement d'organisations syndicalistes, qui ajouteront le nouvel écran de leur incompétence entre le patient et le praticien.

Quant aux pouvoirs publics ils réagissent ainsi qu'on pouvait prévoir, en financiers avec une incompétence qui les met à la merci de toutes les erreurs. Si l'on compte, comme il se doit, la Presse parmi les pouvoirs publics, celle-ci ne manquera pas d'ajouter la préférence du spectaculaire aux urgences de première nécessité.

Mais l'on n'a signalé que des réactions partielles et d'inadaptation; en dépit d'elles l'optimisme doit l'emporter car le comportement global de l'homme est préférable aux attitudes abstraitement isolées et surtout aux déclarations systématiques par lesquelles chacun prétend se justifier. « Les hommes sont toujours plus adaptés aux choses nouvelles qu'ils ne le croient eux-mêmes et surtout qu'ils ne le disent. » Médecin, le docteur Péquignot est surtout sensible à la qualité du comportement médical. Après tout, chacune des réactions, régressistes ou progressistes, mises en lumière chez le médecin, protestait contre de véritables maux nés des excès de biens particuliers; prise isolément, chaque réaction est insuffisante et même néfaste, mais leur coexistence permet déjà un équilibre supérieur. Mieux encore, nul médecin ne conforme sa conduite à la théorie qu'il préconise. Le professeur Sergent pouvait bien, il y a vingt ans, enseigner inlassablement que l'auscultation était irremplaçable; il n'en gardait pas moins les radios de ses malades; bien plus, il contribua grandement au progrès de la méthode radiologique. Pareillement la lutte menée par les médecins anglais contre le *National Health Ser-*

vice ne fut pas sans contribuer à sa bonne organisation. Pourquoi être plus pessimiste au sujet du malade, et ne pas espérer qu'il s'éduque progressivement et en vienne à une intelligente confiance en des hommes qui en savent plus que lui et ne se sont donnés tant de mal pour posséder des techniques nouvelles et compliquées qu'afin de le guérir ? La Presse, elle-même, un jour reconnaîtra peut-être que le plus spectaculaire est le plus efficace. Finalement l'État ne comprendra-t-il pas que la meilleure organisation financière n'est pas celle à courte vue ?

C'est cet avenir qu'il faut préparer et qu'envisage la dernière partie : *perspectives d'avenir*. Car toute l'analyse précédente basée sur une exacte et minutieuse connaissance du présent et du passé est ordonnée à la construction de l'avenir. Cet avenir, il s'agit non point de le prophétiser, mais de le vouloir et pour cela de dégager les lignes certaines de direction.

Tout retour en arrière doit être regardé comme impossible : ni le médecin, ni le malade ne peuvent renoncer aux nouveaux moyens de guérison. A eux de retrouver dans des conditions nouvelles le sens des responsabilités dont la conscience s'affirmait dans le colloque singulier. Un examen des perspectives encourageantes et des perspectives inquiétantes est en premier requis. Du côté positif on notera : 1° Que si l'apparition d'une technique nouvelle conduit à une spécialisation, son perfectionnement supprime cette spécialisation : ainsi les antibiotiques, après avoir réclamé tout un « appareil » sanitaire sont appliqués aujourd'hui par le médecin traitant. L'omni-praticien, ou si l'on veut, le médecin de médecine générale, retrouve de larges secteurs du diagnostic et de la thérapeutique en même temps qu'il en perd. 2° Parallèlement, l'usine à soins, ou l'hôpital, n'accueillerait plus que le malade dont l'acte diagnostique et thérapeutique exige un outillage et un personnel spécialisés et de très

haute qualité si l'habitat français n'était le plus souvent par trop anti-hygiénique. 3° Le progrès des sciences psychologiques a profité même au traitement des maladies organiques : la conversation avec le malade tend à retrouver, bien que sous une nouvelle forme, son importance. Tout au moins le médecin doit-il reconnaître son devoir de créer chez le malade le désir de guérir et finalement de s'adapter aux situations nouvelles, sociales ou personnelles, résultant de sa santé.

Du côté négatif, après avoir rappelé que l'homme étant mortel, toute tentative singulière de la médecine aboutira, même après avoir réussi, de toute nécessité à l'échec final et mortel, on notera les inadaptations inévitables mais améliorables : 1° Chaque progrès nouveau provoque un nouveau déséquilibre auquel on ne songe point à faire face. La médecine, par exemple, prolonge la vie humaine, plus souvent qu'elle ne maintient sa qualité de productivité. Il y a déséquilibre sur ce point entre l'effort médical et les lois sociales, d'où le nombre de guéris, rejetés par les visites d'embauche et les exigences pour emplois publics et privés. 2° Chaque transformation suscite des oppositions d'intérêts : elle favorise les uns et porte tort à d'autres. D'où l'amplitude donnée aux déséquilibres que l'on vient de signaler. La solution n'est d'ailleurs pas de combattre tous les intérêts, car il y a des intérêts légitimes. On ne peut en dire autant de routines qui, telles celles du Français dans la question de l'habitat, simultanément suscitent des maladies, empêchent les meilleurs soins, entraînent l'État à des dépenses supérieures à celles réclamées pour des logements sains.

Avouons que le livre ne nous a laissé qu'un regret : c'est que les deux derniers chapitres (comme semblait l'indiquer le début de l'avant-dernier) n'aient pas été bloqués. Car les *lignes d'action possible* qui clôturent l'ouvrage n'ont leur sens que liées à l'*avenir de la Responsabilité en médecine* qui les précède. A ressouder

les deux chapitres, ne retrouve-t-on pas la vraie pensée de l'auteur ? Le lecteur pressé cherche des solutions. Or, de solutions, il n'y en a pas. Car il y a *une* solution qui est la même en tout temps : la responsabilité de l'homme, et dans le cas présent du médecin d'abord, mais aussi du patient et de ceux qui d'une façon ou de l'autre participent aux pouvoirs publics. Le colloque singulier n'est plus; il ne tient qu'à nous que ce qui faisait sa grandeur et son prix, demeure : Un nouveau colloque qui réunit tous ceux dont l'analyse a manifesté la participation : corps médical, ensemble des malades, pouvoirs publics, ne met qu'en plus éclatante lumière, ce qui fait la grandeur de l'homme : sa responsabilité. La découverte des implications multiples de la médecine ne porte pas atteinte à son sens humain. Elle le renforce. A condition que l'homme le veuille, c'est-à-dire que le médecin d'abord, le malade ensuite, les pouvoirs publics enfin se veuillent responsables. Mais, en une très belle page (l'une des rares où l'auteur sorte d'une certaine modestie réservée), le docteur Péquignot réclame que tout soit ordonné à renforcer, bien loin d'atténuer, la responsabilité première du médecin : « le destin total d'une personne totale est confiée à ses soins ». Les lignes d'action possible sont à voir dans cette sphère de la responsabilité de tous, centrée autour de celle du médecin : les collectivités publiques devront élaborer leur travail d'ensemble; les médecins, revoir leurs programmes d'étude et d'enseignement; les organisations professionnelles n'avoir d'autre but que de préparer « une médecine moderne efficace et psychologique ». Alors l'effort colossal que fait aujourd'hui l'homme pour garder sa santé serait peut-être en même temps une véritable école d'éducation, école de la responsabilité de tous devant la vie, de tous devant la Vie même tout court, car la médecine en fin de compte nous met face à la mort : « Peut-être ainsi faudrait-il rappeler à l'homme qu'il est mortel. »

La patience et la sérénité avec lesquelles le lecteur est conduit d'un rêve désormais passé : le colloque singulier, à la réalité de demain : reconnaissance des nouvelles formes de la responsabilité humaine, aussi bien individuelles que collectives, fait souhaiter que Georges Friedmann continue cette magnifique collection où chaque livre envisage l'homme dans sa réalité totale et concrète, selon les différentes lignes où le progrès technique transforme les conditions de sa vie et de sa mort. La Pensée de l'homme de demain naîtra d'études semblables, convergentes où l'homme apprendra à s'affirmer lui-même dans la reconnaissance de ses nouveaux pouvoirs et dans la volonté d'en user librement pour le choix de sa destinée. Car il ne tiendra qu'à chacun que cette lucidité soit au service de l'orientation de sa vie. C'est dire le problème que cette vue totale poserait à la morale, que lui pose déjà une vue globale en un domaine particulier, comme celle dégagée par le docteur Péquignot. Qui dit : problème posé à la morale, dit pour le chrétien : problème posé à sa foi, vécue dans l'Église. Si l'on a eu tant de joie à suivre ici pas à pas, autant qu'il est possible à un inexpert en médecine, l'exposé du docteur Péquignot, c'est que l'on a cru reconnaître une pensée commune à l'effort de la Revue telle qu'elle s'est manifestée par exemple dans *Le Monde se fait tous les jours*. Pourquoi l'auteur de *Médecine et Monde moderne* n'accepterait-il pas quelque prochain jour de poursuivre ici même sa réflexion en cherchant comment l'effort humain qu'il a tenté, et qu'il résume en l'image du bon Samaritain, rejoindrait notre effort chrétien ?

A.-J. Maydieu.

Les Signes du temps

DIALOGUE FRANCO-ALLEMAND

Il n'y a pas de problèmes franco-allemands, il n'y a que des problèmes mondiaux. Mais si les mésintelligences entre la France et l'Allemagne dérangent tout le monde et s'il n'y a plus de raccordement valable à deux, la reprise progressive de la vie commune n'en soulève pas moins des difficultés particulières pour les deux nations proches, et jamais elle n'a été plus urgente. A ceux qui ont pu être tentés de croire que le « dépassement » de la question franco-allemande soit équivalent à son abolition et à une dispense de souci, ce trimestre passé, où elle s'est manifestée comme une mise en question de l'avenir du monde, a apporté une leçon de choses flagrante.

Le règlement a revêtu ces mois-ci l'apparence âpre du « contentieux ». Si la baisse de cordialité devait être compensée par une hausse de lucidité, il n'y aurait pas trop à s'en plaindre. Mieux vaut comprendre qu'oublier : toute coexistence, si pacifique qu'elle soit, est mal fondée sur d'aimables équivoques. La Vie Intellectuelle *entend contribuer au combat iconoclaste contre l'imagerie conformiste qui continue à obnubiler les cerveaux les plus respectables et les plus responsables* [1].

Les trois signes du temps *suivants voudraient présenter des*

1. A. Frisch, *Vues non conformistes sur l'Allemagne*, pp. 33 sq.

aspects significatifs du « contentieux » franco-allemand, en les situant *: comme des questions partielles dans des questions qui les englobent et où seulement elles assument leur sens* politique. *Ainsi J. Schwoebel situe le réarmement allemand dans la guerre froide et la paix tiède entre l'Est et l'Ouest, et l'aménagement sarrois dans la politique générale. Ainsi A. Frisch situe les problèmes de la coopération économique franco-allemande en évoquant les risques du cartel international et par conséquent la question des autorités supranationales. Il nous a semblé bon d'exposer en détail, à titre d'exemple, une question franco-allemande concrète, actuellement très disputée : J. L'Huillier plaide la canalisation de la Moselle dans la perspective de la sidérurgie française — sans négliger d'ailleurs les arguments des chemins de fer et de l'industrie allemande (dont l'attitude et les raisons sont complémentairement éclairées dans l'article précédent).*

L'Union et quelques divergences de l'Europe Occidentale

Les accords de Paris qui restaurent la souveraineté de l'Allemagne occidentale, qui intègrent la République fédérale dans un organisme européen à sept, l'Union de l'Europe Occidentale, et qui autorisent son réarmement au sein de l'organisation atlantique dont elle devient membre, ont été signés à Paris le 23 octobre dernier. Ils ne deviendront définitifs et l'Allemagne ne pourra lever les douze divisions qui lui sont attribuées qu'une fois ces accords ratifiés par les parlements de tous les pays qui les ont signés. On estime que tous les instruments de ratification devraient être déposés au plus tard au mois de février ou au moins de mars prochain.

Cette ratification ne pose à vrai dire de problèmes qu'en France et en Allemagne.

Avant qu'ils aient été complétés et signés définitivement à Paris, les accords de Londres ont déjà été approuvés dans leur principe par l'Assemblée Nationale française. Le Congrès socialiste les a approuvés dans leur forme définitive le 11 novembre dernier. Ceux des membres de l'Assemblée qui regrettent la faible mesure d'intégration militaire et le peu d'élément supra-national dont s'accompagnent le réarmement de l'Allemagne et la création de l'Europe à Sept reconnaissent aisément qu'il serait difficile d'obtenir davantage d'une Angleterre dont la participation à l'U.E.O. (Union de l'Europe Occidentale) est en elle-même un succès de la diplomatie française. Bon gré mal gré, une majorité de députés considère comme inévitable un accord sur le réarmement allemand qui restaure l'indispensable cohésion du monde occidental et qui évite à la France l'isolement dangereux auquel elle pouvait s'attendre après le rejet de la C.E.D.

En tout état de cause le vote français ne sera qu'un vote de résignation. Les inquiétudes de l'opinion et du Parlement concernant le réarmement de l'Allemagne subsistent dans les principaux partis. Des voix qui ne sont pas isolées — comme celles de MM. Palewski et Soustelle au sein de l'U.R.A.S. (ex-gaullistes), de MM. Herriot et Daladier parmi les radicaux, etc., réclament une ultime conférence avec l'U.R.S.S. sur l'Allemagne avant les ratifications. L'opinion de ces personnalités est qu'il est infiniment dangereux, sinon insensé, de réarmer l'Allemagne au moment même où s'atténue de façon sensible la menace soviétique. D'autant qu'une fois réarmée, l'Allemagne sera chaque jour plus tentée de s'entendre directement avec l'Union soviétique, seule en mesure de lui concéder sans guerre ce que Bonn n'aura de cesse d'obtenir : la réunification et les territoires de l'Est.

Les partisans de la conférence à Quatre ajoutent qu'une réunion avec les Russes qui interviendrait seule-

ment après la ratification, n'a guère de sens puisque en ratifiant des accords qui réarment l'Allemagne et l'intègrent dans le camp atlantique, on aura justement supprimé l'objet de la discussion.

Si M. Mendès-France a profité de son voyage aux États-Unis pour envisager avec le président Eisenhower l'éventualité d'un dialogue avec Moscou, les deux hommes d'État ont néanmoins rejeté de façon catégorique toute possibilité de conférence à quatre avant la ratification des accords de Paris. Dès le 9 novembre dernier le secrétaire d'État M. Foster Dulles, avait lancé un net avertissement à cet égard. M. Mendès-France et le président Eisenhower n'ont également donné aucune suite à la proposition soviétique de réunir le 29 novembre une conférence sur la sécurité européenne. Les États-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre et la plupart des nations Atlantiques n'admettent point l'idée de négocier avec Moscou sur l'Allemagne tant que celle-ci n'aura pas été intégrée solidement et définitivement au sein du camp occidental. Il en sera tout autrement après la ratification des accords de Paris.

La question des conversations avec l'Est pèsera *pourtant* lourdement sur le débat de ratification au sein de l'Assemblée Nationale à la mi-décembre. L'habileté de la diplomatie soviétique, manifestant dans toutes les occasions et dans tous les domaines la plus grande courtoisie et un extrême souci, du moins apparent, de conciliation (question du désarmement, énergie atomique, Trieste...) éveille bien des espoirs au sein de l'opinion occidentale et renforce bien des doutes sur l'opportunité du réarmement de l'Allemagne.

Si l'on ajoute qu'au sein de l'Assemblée Nationale l'atmosphère s'est alourdie et que la position de M. Mendès-France s'est sensiblement affaiblie, on en conclura que, si la ratification des accords de Paris paraît encore probable, le débat qui doit y conduire ne sera pas exempt de sérieuses incertitudes.

En Allemagne de l'Ouest, où la presse et les partis oublient systématiquement tout ce que leur apportent les accords de Paris, la ratification desdits accords pose également un problème. Ce n'est plus ici l'éventualité d'un dialogue avec Moscou qui constitue la difficulté majeure, c'est l'accord franco-allemand sur la Sarre qui a été signé à Paris le même jour que les accords de Paris, et dont la plupart des partis de la République fédérale se déclarent aujourd'hui les adversaires résolus.

On connaît les grandes lignes de cet accord dont M. Mendès-France avait fait la condition de la signature par la France des accords de Paris. Sur le plan politique, la Sarre reçoit un statut européen, un commissaire européen nommé par le Conseil des ministres de l'U.E.O. sera responsables en Sarre de toutes les questions relatives aux affaires étrangères et à la défense. Ce commissaire représentera la Sarre dans les organismes européens (pool charbon-acier, conseil de l'Europe, etc...). Dans le domaine économique, la Sarre reste au sein de l'union monétaire et douanière franco-sarroise, mais les échanges sarro-allemands seront développés dans la mesure où ils ne rendront pas nécessaire l'établissement d'un cordon douanier entre la France et la Sarre.

Les Sarrois auront à se prononcer sur ce statut par voie de référendum. Celui-ci sera précédé d'une campagne électorale qui ne devra pas excéder trois mois pendant lesquels les partis pro-allemands pourront exercer une libre activité. Cependant, une fois le statut accepté, les partis ne pourront le remettre en question jusqu'au traité de paix avec l'Allemagne. A cette époque, un nouveau référendum interviendra.

C'est à la toute dernière minute à Paris que le chancelier Adenauer a accepté les bases de ce règlement sarrois. A grand-peine il a obtenu, à Paris, l'assentiment des chefs de sa coalition, qu'il avait convoqués dans la

capitale française pour les besoins de la cause. Mais à peine leurs chefs étaient-ils revenus à Bonn que les trois partis alliés aux chrétiens démocrates ont porté les critiques les plus vives contre l'accord sur la Sarre; ils ont affirmé qu'ils ne le voteraient pas. L'agitation qu'ils ont déclenchée s'est révélée assez sérieuse pour que le chancelier décide de raccourcir son voyage aux États-Unis et de rentrer à Bonn. Sa grande autorité n'a pas suffi à calmer les esprits. Il a dû ajourner le débat parlementaire prévu pour le 11 novembre, et il a accepté de demander à la France de nouvelles conversations sur la Sarre. M. Blankenhorn, directeur des affaires politiques au ministère fédéral des Affaires Étrangères, s'est même rendu à Paris le 12 novembre afin d'y rencontrer M. Soutou, directeur adjoint du cabinet de M. Mendès-France, avant son départ pour l'Amérique.

Il s'agit seulement, dit-on à Bonn, de trouver une interprétation satisfaisante aux articles de l'accord. En fait, les partis de la coalition vont beaucoup plus loin. Ils contestent l'européisation de la Sarre, exigent que le caractère allemand de la Sarre soit affirmé, de même que le caractère provisoire de l'accord. Ils demandent que les partis pro-allemands soient libres définitivement d'exercer leur activité comme ils l'entendent... Pour la France, en revanche, une refonte de l'accord sur la Sarre est hors de question. Cet accord lui paraît bon, car il est de nature à maintenir le nécessaire équilibre économique entre la France et l'Allemagne et à prévenir toute agitation en Sarre qui compromettrait l'heureux développement des relations franco-allemandes; elle n'admettra donc pas sa révision.

Le gouvernement de Bonn s'est tout de même résolu le 19 novembre à déposer sur le bureau des Assemblées les quatre projets de loi portant ratification des accords de Paris. Les quatre ministres libéraux et M. Jacob Kayser, ministre démocrate-chrétien de la réunification, ont refusé leur signature à l'arrangement sarrois. Un

communiqué, publié à l'issue de la séance du cabinet, sollicite du comité des ministres du pacte de Bruxelles, une interprétation « authentique » des clauses du statut qu'il doit garantir.

Ce compromis permettra sans doute au chancelier Adenauer de sortir de la situation périlleuse où il se trouve. La coalition gouvernementale est maintenue, mais les accords de Paris ont été séparés en quatre projets, ce qui permettra aux libéraux de ne pas voter le réglement parrois. Quand à l'appel du comité des ministres du conseil de l'U.E.O. (Union de l'Europe occidentale) — qui n'est pas encore constitué — il facilitera l'acceptation de ce réglement parrois par les députés du parti des réfugiés et ceux du parti allemand.

Il n'en reste pas moins que pour la première fois, le chancelier doit compter avec une véritable résistance au sein même du gouvernement. L'agitation des libéraux jointe à la campagne de l'opposition social-démocrate contre tous les accords de Paris — ceux-ci, affirment les sociaux-démocrates, empêcheront la réunification de l'Allemagne — ne créent pas les conditions les plus favorables pour le vote du Bundestag prévu pour la mi-décembre.

JEAN SCHWOEBEL.

Le « contentieux » et les chances économiques franco-allemandes

Abstraction faite de la Sarre, dont l'importance psychologique pour l'Allemagne n'est pas à sous-estimer, le « contentieux » économique franco-allemand, dont il fut fréquemment question ces derniers temps, se

compose principalement d'une série de réclamations et de désirs allemands. La première pièce du dossier est le traité d'établissement, dont la conclusion doit permettre aux ressortissants allemands de s'installer en France comme commerçants et représentants d'intérêts allemands sans être limités par la législation restrictive actuelle. Pour le moment, la plupart des maisons allemandes sont représentées par des sociétés françaises. Dans toute la France, il n'y a même pas deux douzaines d'Allemands ayant obtenu depuis la guerre une carte de commerçant. La négociation de ce traité d'établissement sera prochainement entreprise par un échange de projets et demandera un délai de six à douze mois. Sans attendre sa conclusion, on installera, probablement au début de l'année prochaine, une Chambre de Commerce franco-allemande strictement paritaire. La création d'une telle institution demande une autorisation spéciale qui fut jusqu'à présent refusée par les ministères compétents. Il est vrai que des milieux français avaient constitué en juillet dernier une première chambre de commerce franco-allemande. A défaut d'une autorisation spéciale, ce groupement devait être dirigé exclusivement par des nationaux français et ne pouvait compter qu'un maximum de 25 % de membres étrangers. Les milieux économiques et officiels d'outre-Rhin lui refusèrent donc dès le début tout appui.

La deuxième revendication allemande concerne la restitution des anciennes marques de fabrique confisquées à la fin de la guerre. La procédure envisagée par les autorités françaises est à la fois longue et coûteuse et sera probablement remplacée par un système plus ou moins forfaitaire qui assurera à la France une rentrée de un à un milliard et demi de francs, tout en épargnant à l'industrie allemande un grand nombre de difficultés. Dans le domaine des investissements, l'Allemagne voudrait que les différents ministères français renoncent à leur opposition protectionniste qui immobilise depuis quel-

ques mois différents projets d'envergure assez modeste. Le gouvernement de Bonn désire, en outre, pouvoir installer des représentations consulaires dans les territoires d'outre-mer et notamment en Afrique du Nord. Le premier consulat général allemand pourra ainsi progressivement être organisé à Casablanca.

Du côté français, on insiste beaucoup sur la canalisation de la Moselle. Les accords intervenus à Paris ne fixent aucune date pour l'étude en commun de cette question. L'indifférence allemande, pour ne pas dire l'hostilité, s'explique par le fait que cette canalisation ne sert dans l'immédiat que les intérêts de la sidérurgie française, tout en défavorisant la position concurrentielle de la sidérurgie allemande. Il est cependant douteux qu'un seul secteur de l'économie puisse à la longue opposer son veto à la création de cette voie d'eau incontestablement européenne. Elle facilitera en outre la mise en valeur de la région de la Moselle, qui dépend actuellement trop exclusivement de ses vignobles. L'opposition des chemins de fer allemands qui s'ajoute à celle de la sidérurgie n'a pas été très habile. La seule réponse valable aurait été l'électrification rapide de la ligne Coblence-Thionville. Or, ce projet ne se trouve même pas sur le programme des travaux futurs des chemins de fer d'outre-Rhin. Il faudrait, cependant, que les propositions financières du consortium français pour la canalisation de la Moselle deviennent un peu plus alléchantes pour l'Allemagne, notamment en ce qui concerne le prix de l'électricité produite par les barrages à installer sur la Moselle (sept cent cinquante millions de Kw.-H. par an). Si cette électricité est offerte à un taux plus bas que celui actuellement usuel en Allemagne, et si le groupement français s'engage à trouver les capitaux nécessaires pour la canalisation de la Moselle, soit quarante milliards de francs, en dehors de l'Allemagne, le gouvernement de Bonn sera sans doute obligé de donner son consentement au projet français.

La question de la Moselle n'a cependant qu'une importance secondaire par rapport aux perspectives qu'ouvre à l'économie française une plus étroite collaboration avec l'Allemagne. En premier lieu, il faut souligner la capacité d'absorption du marché allemand pour les excédents de l'agriculture française, notamment blé, sucre et viande, mais aussi vin, fruits et légumes, beurre, etc. Qu'on ne s'attende pas dans l'immédiat à des résultats miraculeux. L'Allemagne aura besoin d'une période assez longue pour s'adapter aux possibilités françaises. Ses courants d'échanges traditionnels ne se laisseront que progressivement détourner en faveur de l'agriculture française. Le premier accord à long terme, probablement de trois ans, portera sur le blé. Le deuxième concernera, à une date ultérieure, le sucre. Le démarrage pour les autres produits agricoles sera sans doute plus difficile. Outre-Rhin, on n'est pas encore absolument convaincu de la qualité des produits français ni de la régularité des livraisons.

La collaboration industrielle reste pour le moment encore assez vague. Il est, entre autres, question d'une action commune lors des grandes adjudications internationales pour éliminer toute concurrence franco-allemande. On envisage aussi une série d'accords de spécialisation qui aboutiront, à plus longue échéance, à une division du travail entre les deux pays et à une certaine coordination des investissements. Une dernière étape sera constituée par la création de sociétés communes, notamment dans les territoires d'outre-mer, avec l'investissement de capitaux allemands. Il n'est pas exclu que des possibilités concrètes de ce genre se présenteront dans un proche avenir dans le domaine de la production d'armement, soit dans la Métropole, soit en Afrique du Nord.

Mais là aussi, on est resté jusqu'à présent dans le domaine purement théorique, sans que des projets réellement concrets aient été élaborés et étudiés.

La collaboration industrielle n'a pas trouvé un écho très enthousiaste du côté allemand. On se demande si l'intérêt n'est pas unilatéral, si la France n'en profite pas davantage que l'Allemagne. On est pourtant en droit de supposer que les milieux économiques allemands accepteront finalement les propositions françaises, car à plus longue échéance, les hésitations d'outre-Rhin manqueront, sans doute, de justification, la France pouvant offrir à l'économie allemande d'importantes chances d'expansion susceptibles de la garantir contre une crise de dépression qui reste à craindre, malgré le climat de bonne conjoncture régnant actuellement outre-Rhin.

Cette coopération économique ne conduira-t-elle pas assez rapidement à la constitution d'un vaste cartel franco-allemand ? Car en dernier lieu, elle dépendra de la bonne entente des milieux économiques privés directement intéressés. Pour s'opposer à cette évolution, les deux gouvernements ont décidé la création d'un « Comité économique franco-allemand », qui réunira des industriels, des hauts fonctionnaires et des parlementaires. Sa principale fonction sera de surveiller de près la coopération économique entre les deux pays et de s'opposer à tout accord de cartellisation. L'avenir prouvera si cet instrument s'avère finalement efficace et si les contacts multiples entre industriels ne créent pas, à plus ou moins brève échéance, un climat général d'ententes tacites dont les répercussions possibles sur l'économie générale des deux pays ne sont guère à prévoir à l'heure actuelle.

ALFRED FRISCH.

La canalisation de la Moselle

★ Prenez le petit train qui suit les boucles de la Moselle de Trèves à Bullay, vous serez au cœur du problème. Alternativement sur les deux rives, des vignes innombrables sont accrochées on ne sait comment, dans les cailloux et sur le roc même des pentes les plus abruptes. Hormis au temps de ce travail de patience et d'acrobatie et durant la saison des vendanges, rien ne vient troubler les abords du fleuve. Le petit train déverse son courrier et quelques provisions dans les villages. De loin en loin quelques hôtels. Sur la Moselle, pour toute navigation, quelques barques transportent les touristes et riverains mais aucune ne semble vouloir se risquer à un long parcours. Cependant que, délaissant le tortillard, vous débouchez à Coblence, dans la vallée du Rhin où la Moselle achève son cours, une intense activité industrielle, commerciale et touristique fait contraste, la navigation est incessante et, sur les deux rives, routes et voies ferrées forment avec le fleuve l'artère vitale de l'Allemagne de l'ouest.

A l'autre extrémité de la rivière, en Lorraine, la Moselle canalisée de Metz à Thionville traverse une des régions les plus industrielles de France et son cours est largement utilisé par la navigation. Seul le cœur de cette rivière a fait vœu de solitude, la Moselle, acharnée aux deux extrémités, se dore ici paresseusement au soleil. Cette anomalie n'est pas sans frapper; si elle plaît au poète, elle lasse même le touriste, charmé dans les premiers virages du fleuve, puis finalement déçu par la monotonie de ces vignes et peu attiré par les rives boueuses de la Moselle rarement accessibles.

1. *Le problème.*

La Moselle est vraiment une anomalie dans ce système fluvial rhénan magnifiquement aménagé de Bâle à Rotterdam, avec la canalisation adjacente du Neckar et du Main, le système de canaux qui draine la Ruhr et le filet à mailles étroites des canaux de Hollande et de Belgique. Cependant, la Moselle avait frayé une voie à l'homme, l'Eifel et le Huns-

rück, séparés d'une coupure sinon franche du moins large et profonde, devaient faciliter l'accès du deuxième bassin industriel de l'Ouest européen à la grande voie fluviale du Rhin.

La Moselle, plus que toute autre rivière, a souffert du partage des nations entre les fils de Charlemagne. A cheval sur trois ou quatre frontières, elle expie encore aujourd'hui ce péché qui n'était pas congénital mais dû à l'âpreté des temps et des hommes : le nationalisme. Il n'est pas douteux que la Moselle serait canalisée si elle avait pu à l'époque contemporaine dérouler ses anneaux sur le sol d'une même patrie. Il s'en fallut de peu qu'elle ne portât sur ses flancs ce harnois de digues et d'ouvrages indispensables à la navigation : sous la domination éphémère de Hitler des travaux furent commencés à Coblence, mais le sort fatal qui défaisait un impérialisme ne sut pas restituer au profit des nations rivales ce qu'il retirait à l'usurpateur. La Moselle, disciplinée de part et d'autre, continue à couler l'essentiel de son être dans une douce oisiveté que troublent seulement les fêtes de la vigne du joyeux Rheinland.

Les riverains intéressés, protégés depuis longtemps derrière des lignes Siegfried ou Maginot économiques de contingents ou de douanes se soucièrent peu de canaliser la Moselle, jusqu'au jour où les conséquences de la guerre, la rivalité des Grands, le Plan Marshall, les perspectives européennes et enfin la grande peur d'une concurrence loyale dans un marché européen au sein de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) leur donnèrent conscience de leur abaissement et les contraignirent à changer d'habitudes. Il faut bien s'adapter à cette mue économique, phénomène d'après-guerre que l'on baptise expansion, reconversion, effort de productivité.

Le réveil des riverains français fut un peu tardif. Malgré d'anciens projets, ce fut de justesse que la canalisation de la Moselle, condition admise seulement par le Parlement français, fut accrochée au train du plan Schuman. Les Italiens avaient su imposer dans le traité la protection de leur artificielle industrie sidérurgique, les Belges de leurs houillères menacées, les Français par contre n'y ont fait figurer aucune clause concernant la canalisation de la Moselle, sinon au cours du débat de ratification du Traité de la Communauté Charbon-Acier.

2. Le projet français.

Un projet français est né cependant et a été officiellement soumis en 1953 au gouvernement allemand. Ses objectifs essentiels consistent à hérisser le cours de la Moselle, sur deux cent soixante-dix kilomètres, de Thionville à Coblence, de quatorze barrages et d'autant d'écluses. Celui et celle de Coblence ayant déjà été construits par les Allemands. Par ces travaux on obtiendrait sept cent quatre-vingts millions de KWH d'électricité par an et l'on permettrait l'accès jusqu'à Thionville (et même Metz par la canalisation française existante améliorée) des bateaux de la flotte rhénane internationale. Il en coûterait quarante milliards dont vingt-sept seraient considérés comme investissements électriques et treize à la charge de la navigation. Cette dépense, pour importante qu'elle soit, représente un tiers du coût des ouvrages de Donzère-Mondragon ou un tiers du canal allemand Rhin-Main-Danube. Ces travaux auraient pour résultat d'abaisser de 50 à 60 % le coût des transports des matières pondéreuses actuellement réalisé essentiellement par fer, entre les bassins de la Lorraine et celui de la Ruhr pour le coke et le minerai et entre la Lorraine et la mer du Nord pour les produits sidérurgiques.

3. *Les oppositions traditionnelles.*

Toute action d'envergure soulève des oppositions. Le progrès social a déchaîné des guerres civiles, et bien des gens d'ailleurs honnêtes confondent leurs mauvaises habitudes traditionnelles avec le droit et la morale. Le progrès économique a vu se dresser contre lui, avec les intérêts coalisés, les opprimés qu'il libérait. Tout investissement, il est vrai, comporte aussi un risque, et de grands travaux, jamais totalement inutiles, ont pu se révéler somptuaires ou superflus. La canalisation de la Moselle suscite des oppositions multiples.

L'histoire a permis de montrer l'inanité des oppositions nationalistes. Ce qui était bon pour l'économie allemande lors de l'annexion de la Lorraine ne saurait se révéler néfaste aujourd'hui au sein du marché commun de la C.E.C.A. Les oppositions françaises à certains projets antérieurs de l'Alle-

magne ne valaient pas plus cher. Elles se situaient dans un contexte nationaliste que l'on déclare solennellement de part et d'autre sacrifié à l'idéal européen.

Que des intérêts soient lésés par tout travail neuf, cela n'est pas pour nous étonner. Nous végétons en France à cause des intérêts individuellement légitimes que les parlementaires protègent, oubliant qu'ils représentent la souveraineté nationale. Quel intérêt cependant pourrait paraître plus valable que celui des chemins de fer français injustement décriés, alors qu'ils fournissent un effort de modernisation étonnant et subissent des charges d'intérêt public qui les condamnent au déficit. La S.N.C.F. a renoncé à la lutte. (Ses défenseurs n'en pensent pas moins et le font savoir de bouche à oreilles.) Par contre, les chemins de fer luxembourgeois et la Bundesbahn ont engagé la lutte. Leur trafic sera certainement diminué, mais c'est là même un des objectifs de la canalisation, puisque le prix du transport de l'acier de Rombas à Anvers qui s'élève actuellement par fer à deux mille quatre cent quarante francs la tonne ne serait plus que de huit cents francs par la voie fluviale. Même si les tarifs directs internationaux actuellement en cours d'étude à Luxembourg étaient appliqués, on ne pourrait espérer qu'une baisse de 10 % des prix du chemin de fer. Nous sommes bien loin des résultats que se propose la canalisation de la Moselle. Ainsi la protestation des chemins de fer luxembourgeois et allemands n'est pas plus légitime que celle de tout monopoleur qui use et abuse (c'est vrai pour la Bundesbahn) de la situation et voudrait maintenir le privilège qu'il a conquis. Si les chemins de fer luxembourgeois sont devenus une institution de bienfaisance pour ce pays, ce n'est pas une raison suffisante pour entraver les débouchés du bassin de Lorraine. Et les raisons mises en avant par la Bundesbahn ne seraient-elles valables que pour la Moselle et non pour le Neckar et le Main dont la République fédérale poursuit avec opiniâtreté la canalisation dans des conditions bien plus onéreuses ?

4. *Les raisons des économistes.*

Votre projet est bel et bon, disent alors financiers et économistes, mais on nous propose quotidiennement des plans de

conversions économiques coûtant des milliards pour un avenir qui dépasse nos horizons budgétaires. Une petite injection de crédit à ce qui existe ne résoudrait-elle pas vos problèmes immédiats ? Laissons les projets titanesques aux grands de ce monde; construisons les bâtisses de l'abbé Pierre plutôt qu'une cité radieuse; électrifions les lignes de chemins de fer existantes plutôt que d'édifier un somptuaire Donzère-Mondragon capable d'étonner le Négus. Les chiffres, d'ailleurs, sont éloquents, l'électrification de la ligne Coblence-Thionville susceptible de porter la capacité de la ligne à vingt-quatre millions de tonnes par an au lieu de dix actuellement coûterait de un à deux milliards de francs, alors que la canalisation de la Moselle coûterait quarante milliards.

Cette objection n'est pas sans valeur, mais il faut comparer ce qui est comparable, l'électrification des chemins de fer n'aurait qu'un effet limité sur la tarification, la canalisation de la Moselle est un projet financièrement rentable, l'amortissement reposant plus sur l'électrification que sur la navigation. Elle supprimerait un monopole inconfortable pour l'usager, surtout si l'usager est un étranger qui peut se voir imposer toute hausse de tarif dès que la menace d'une concurrence a disparu.

L'économiste ne peut, pour apprécier la valeur d'un investissement, négliger les modifications de structure qu'entraîne la suppression du monopole et l'expansion économique de toute une région. Cela est si vrai que dans tous les pays du monde les bassins industriels se rattachent à la mer. États-Unis et Canada canalisent le Saint-Laurent cependant gelé une bonne part de l'année. L'Allemagne, la Russie poursuivent des efforts semblables, car le transport de matières pondéreuses est plus que jamais facilité par les voies d'eau modernes où peuvent naviguer des automoteurs de mille trois cent cinquante tonnes.

Enfin et surtout l'économiste ne peut que souhaiter une liaison inscrite dans le sol entre les bassins complémentaires de la Ruhr et de la Lorraine. Le coke de la Ruhr est indispensable aux aciéries lorraines, tandis que la minette lorraine pourrait fort bien s'acclimater à nouveau dans les hauts fourneaux allemands.

5. *La politique.*

Toute solution, si elle est d'envergure, est d'ordre politique. C'est là que tout se gâte. L'opinion s'empare du problème; on oppose des raisons qui ne sont que prétextes ou rancœurs : quand les Allemands voulaient la canalisation, les Français n'en voulaient plus, il faudrait leur rendre la pareille. On cherche quelle économie sera bénéficiaire. Puisque la sidérurgie lorraine est la plus directement intéressée, on demande des compensations, on offre les bénéfices de l'électrification du Rhin, on cherche un compromis en Sarre, on suppute dans les chancelleries comment imposer son point de vue. On feint d'ignorer les intérêts communs des riverains allemands ou français.

C'est moins la diminution de recette des chemins de fer qui oppose les partenaires que les perspectives de développement de la sidérurgie lorraine et de son marché. Les raisons du refus par l'Allemagne d'adapter le minerai de fer lorrain à son industrie seraient, en outre, moins acceptables si les transports sont améliorés. Ainsi, une politique qui n'est pas exclusivement allemande triomphe et cherche à freiner l'expansion du voisin, à limiter artificiellement la concurrence des bassins industriels. On se soucie peu que le refus de la canalisation de la Moselle soit une mesure de protection incompatible avec les objectifs de la CECA. Nous retrouvons là une technique familière à toutes les nations européennes et que la France a pratiquée à maintes reprises. Mais il n'est plus besoin alors de se gargariser, outre-Rhin, de verbalisme européen si l'on s'oppose à une coopération économique européenne bien plus réelle que les articles d'un traité.

Le gouvernement français a-t-il lui-même compris tout l'intérêt du projet, malgré sa prise de position officielle ? Certaines intransigeances en Sarre ont pu paraître excessives au chancelier Adenauer, il en eût sans doute fallu beaucoup moins pour obtenir satisfaction sur un projet qui ne nécessitait aucun abandon, mais seulement cette coopération que la paisible rivière lorraine impose inéluctablement à ses riverains.

JACQUES L'HUILLIER.

« *Il (P. Mendès-France) peut, en effet, s'être senti plus à l'aise au Canada qu'à Paris, où il avait laissé derrière lui la tempête de sable nord-africaine, les maux de tête budgétaires et alcooliques, et les socialistes récalcitrants.* »

(*The Economist*, 20 novembre 1954.)

L'expérience Mendès-France et les amis prudents

Depuis une quinzaine de jours il n'est bruit dans les couloirs de l'Assemblée, dans la presse, à la tribune radiophonique des journalistes parlementaires, que d'un affaiblissement du gouvernement Mendès-France : les augures hochent gravement la tête et laissent entendre que ses jours sont comptés, de bons apôtres qu'on ne savait point si attachés à une politique de mouvement feignent un étonnement douloureux devant un budget si peu mendèsiste, des groupes que leurs scrupules ne paraissent jamais avoir empêchés de soutenir les cabinets nettement novateurs que présidaient des personnalités aussi résolument progressisites que M. Bidault ou M. Queuille se demandent s'il est bien indiqué de prêter son concours à un homme qui n'est point de gauche. A quoi donc reconnaît-on un homme de gauche ? Un petit vent mauvais, souffle sur le champ de bataille politique et en transforme la situation : ce n'est plus le soleil d'Austerlitz, ce n'est pas encore Waterloo.

Que s'est-il donc passé qui a ruiné l'optimisme et la confiance qu'inspirait un mois plus tôt la longévité présumée du cabinet ? Le style de son chef s'est-il altéré ? Le rythme de son activité se serait-il ralenti ? Peut-être s'attendait-on à voir M. Mendès-France pren-

dre l'avion chaque samedi pour régler un problème par semaine : la question de l'école dans une entrevue avec le Saint-Père où il se serait fait accompagner par MM. Deixonne et Bayet, puis le problème de la coexistence dans une rencontre personnelle avec M. Malenkov où M. Jean-Paul David lui eût servi de caution. N'est-il pas absurde le reproche implicite de ne pas faire assez, adressé à un gouvernement qui a réglé en cinq mois plus de problèmes que n'en avaient résolu ses prédécesseurs en cinq ans ? Est-ce rien que d'avoir arrêté la guerre d'Indochine, rouvert le dialogue en Tunisie, levé l'hypothèque de la C.E.D., mis au point une solution de rechange, obtenu un règlement de la question sarroise, accordé, sans y être contraint, un relèvement de salaires, amorcé une solution au scandale de l'alcool, posé les fondements d'une politique de reconstruction et d'expansion ? On comprendrait de gens ne connaissant rien à la politique cette exigence et cette impatience, mais de journalistes, de parlementaires ?

D'où vient alors que le vent ait tourné ? L'explication est bien simple : le 3 novembre, l'Assemblée est rentrée. Cela a suffi pour modifier la position du gouvernement. Les succès parlementaires, la brillante investiture de M. Mendès-France, avaient pu faire illusion sur la solidité de ses assises parlementaires; le retour de l'Assemblée a déchiré les voiles et rendu manifestes les véritables rapports de force. Il n'y a pas dans la présente Assemblée de majorité stable qui corresponde à la politique de Pierre Mendès-France : il n'a été porté à la présidence qu'à la faveur du désastre de Dien-Bien-Phu, avec le mandat limité de mettre fin à une guerre malheureuse. Sans le tour dramatique pris par les événements, jamais M. Mendès-France n'aurait été investi. En tout cas dans l'esprit de nombreux parlementaires, qui lui donnèrent alors leur voix sur sa promesse d'obtenir l'armistice, il ne s'agissait pas d'une délégation

de pouvoirs pour refondre les structures économiques et sociales de la nation. D'où l'équivoque qui s'attache aujourd'hui à la position du gouvernement.

On n'a peut-être pas assez remarqué non plus ce que l'investiture du 18 juin avait d'insolite, considérée dans une perspective de quelque étendue. Entre les deux guerres les électeurs envoyaient généralement siéger des majorités de gauche; au milieu de la législature, un renversement de tendance dont lès radicaux étaient le pivot substituait pour le reste du bail une majorité de droite. La situation présente est exactement contraire, encore que le renversement se soit opéré autour d'un radical : le pays, en 1951, a désigné une majorité de droite; trois ans plus tard la pression de circonstances exceptionnelles amène un regroupement dont le dénominateur commun se situe au centre gauche. Une telle combinaison, en contradiction violente avec le système des forces politiques, est-elle viable ?

La réponse à cette question est entre les mains de l'opinion. C'est la poussée d'une partie de l'opinion conjuguée avec la pression des événements qui a imposé aux partis politiques la solution Mendès-France; c'est encore la sympathie active de l'opinion qui a permis au gouvernement de surmonter une série d'obstacles où d'autres auraient laissé la vie; c'est elle encore qui peut donner à Pierre Mendès-France la force pour durer et pour agir. Mais l'opinion est chose mobile; prompte à se décourager et à se reprendre, elle se détourne vite de ses favoris; le scepticisme a bientôt repris le pas sur l'enthousiasme. Surtout c'est une vue simpliste que d'opposer l'opinion aux partis : elle n'existe point par elle-même : elle est tributaire de la presse qui l'informe, des groupes d'intérêts qui la sollicitent, des forces politiques qui prétendent la représenter. Elle n'a guère les moyens de s'exprimer et où en trouver le reflet ? Le soutien de l'opinion est toujours précaire. Pour le conserver au-delà de la flambée des débuts, il faut dis-

poser de l'appui des facteurs qui font l'opinion et qui en sont comme les centres nerveux.

Or plusieurs des forces qui devraient être les alliés naturels et les principaux soutiens de l'expérience Mendès-France s'en laissent peu à peu détourner ou hésitent à unir leur destinée à celle du gouvernement. De l'attitude du M.R.P. on a déjà tout dit, du paradoxe de ce parti de mouvement devenu le gardien de l'immobilisme, de ces hommes longtemps préoccupés à juste titre de restaurer l'autorité de l'État et d'établir un large courant de confiance entre le pays et le gouvernement qui s'alarment soudain de la popularité du présent cabinet, de ces chrétiens dont la grande pensée était de consommer la réconciliation de l'Église et du progrès social et qui font tout comme s'ils voulaient reconstituer une droite cléricale. Mais le M.R.P. n'est pas seul : la S.F.I.O. formule à son tour des exigences qu'elle n'eut pas à l'égard de gouvernements dont l'orientation était cependant moins proche de la sienne; les syndicats, qui ont obtenu plus qu'ils n'attendaient, croient habile de faire la petite bouche, Force Ouvrière a presque l'air de regretter le cabinet Laniel et affecte de ne faire aucune différence entre le présent gouvernement et ses prédécesseurs; M. Claude Bourdet, déclarant que la nouvelle gauche n'a pas intérêt à se lier au présent gouvernement, préconise une opposition vigilante.

Ainsi la prudence timorée, la défense assurément légitime mais bornée d'intérêts particuliers, l'idéalisme doctrinaire ou le sectarisme s'emploient-ils à rétrécir la base de l'expérience : aucun ne voit-il donc qu'en agissant ainsi il fait le jeu l'immobilisme et de la réaction ? Assurément il est permis à chacun de désirer autre chose, ou de souhaiter davantage. Mais le jugement politique consiste à apprécier les chances qu'une situation ménage à un moment donné. Or il n'est pas téméraire d'affirmer que présentement, compte tenu de la

composition du parlement, étant donné la répartition des grandes tendances, l'expérience Mendès-France représente une occasion inattendue, précaire et qui ne se reproduira point avant longtemps. A chacun de savoir ce qu'il veut et de prendre ses responsabilités en conséquence.

RENÉ REMOND.

L'avenir de la Recherche scientifique

Malgré quelques réalisations brillantes et des efforts souvent très louables, la situation globale de la Recherche scientifique en France est d'une déficience inquiétante. La partie de notre revenu national consacré à la recherche est, en proportion, le cinquième de celle que lui consacre l'Angleterre. Les possibilités en hommes sont très limitées. La France produit actuellement quelque six cents licenciés ès sciences par an et un très petit millier d'ingénieurs aptes aux tâches de la recherche et de ses annexes techniques. Ceci contre deux mille licenciés ès lettres et plus encore de licenciés en droit[1]. C'est là presque la situation de ce qu'on appelle aujourd'hui une nation sous-développée, en grand danger de ne pouvoir intervenir que passivement dans le grand mouvement d'intensification industrielle qui semble devoir caractériser la seconde moitié de notre siècle.

1. Il y a une sanction immédiate pour les intéressés. Il arrive souvent qu'un licencié en droit n'occupe qu'un poste de secrétaire avec appointements de trente mille francs par mois ou moins, sans que son titre lui soit d'un bien grand secours pour l'obtention d'une situation, tandis que l'industrie ne cesse de chercher, sans les trouver toujours, des dessinateurs industriels qu'on paiera souvent très au-dessus de cinquante mille francs par mois.

Créé avec le ministère Mendès-France, et, on l'espère, promis à une survie plus lointaine, le Secrétariat d'État à la Recherche scientifique tente d'affronter le problème et de rendre à la France une position plus digne de sa tradition. On sait quel est son mode de fonctionnement. Il ne doit pas être un principe hiérarchique et totalitaire régissant directement la constitution et la promotion du système français de la recherche scientifique. Il est, au contraire, un centre d'initiatives et de contrôles fonctionnant de façon transversale, recoordonnant, sans les soustraire à la juridiction des ministères particuliers dont elles relèvent, les principales institutions publiques de la recherche scientifique en France. Pour chacune de ces institutions et dans le cadre du ministère qui est intéressé à leur fonctionnement, le Secrétaire d'État à la Recherche scientifique fait fonction de secrétaire d'État par délégation, exerçant, pour le compte du ministère en question, les pouvoirs légaux et réglementaires dont le ministre est investi [2]. Les budgets, bien qu'incorporés à ceux de chacun des ministères de rattachement, seront préparés, présentés et défendus à l'Assemblée par le Secrétaire d'État à la Recherche scientifique. Ce qui met entre les mains de ce dernier l'instrument normal d'un pouvoir tout à la fois synoptique et limité aux questions de la recherche scientifique [3]. L'œuvre interministérielle

2. Telle est la portée du Décret paru au *J. O.* du 10 octobre dernier et concernant l'Office National d'études et de recherches aéronautiques, le Centre national de la recherche scientifique, l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes, le Bureau des recherches géologiques et géophysiques, l'Institut national de recherches agronomiques, l'Office de recherches scientifiques d'outre-mer, le Centre scientifique et technique du bâtiment, l'Institut national d'hygiène, l'Institut national d'études démographiques. Ces institutions relèvent d'une bonne demi-douzaine de ministères différents.

3. Notons en passant que c'est, au niveau ministériel, l'un des premiers exemples importants en France d'une structure institutionnelle complémentaire de la traditionnelle structure qui établit la partition et la classification hiérarchisée des pouvoirs.

du Secrétariat se prolongera dans la vie nationale tout entière par l'action du « *Conseil supérieur de la recherche scientifique et du progrès technique* », assemblée responsable de la politique scientifique du gouvernement sous ses différents aspects : recherches de guerre, recherches d'intérêt national, recrutement et formation des chercheurs, relations entre organismes, liaisons avec l'étranger, etc.

Initiatives et projets du Secrétariat à la Recherche scientifique apparaissent d'ores et déjà d'envergure. On va pousser de l'avant la physique nucléaire, avec la réalisation de toute une gamme d'appareils puissants : accélérateurs de particules de divers types, séparateurs d'isotopes, premières réalisations destinées à préparer les voies à l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire, etc. On va créer de nouvelles chaires d'enseignement se rapportant à ce sujet. Pour autant l'on ne négligera pas les autres domaines et l'on développera dans les universités de province, à Lyon, à Strasbourg, à Grenoble, à Toulouse, à Nancy, etc., les centres de recherches dont les possibilités se trouvent en accord naturel avec ce qui y existe déjà. On va, de façon directe et indirecte, soutenir l'effort et les réalisations déjà remarquables du Commissariat à l'énergie atomique. Toutes choses d'importance vitale si nous voulons que la France de 1970 puisse continuer avec les nations majeures du monde le dialogue auquel son histoire lui donne droit.

En fait, il ne suffit pas d'engager des crédits, de projeter des laboratoires et de mettre sur pied des réalisations d'appareillages. Le problème essentiel de la France est actuellement celui de son personnel de recherche. En physique nucléaire et dans le domaine ayant trait à l'énergie atomique, elle dispose de quelque six cents chercheurs et techniciens qualifiés. Il en faudrait au moins deux mille cinq cents dans un délai de temps raisonnable. Ce n'est pas avec un recrutement de personnel scientifique aussi faible que celui permis par notre actuel chiffre

de licenciés ès sciences et d'ingénieurs convenablement formés que l'on peut répondre à ce besoin. Il faut donc inaugurer une entreprise à grande échelle en ce domaine. Définie dans ses traits principaux par un décret du ministère de l'Éducation nationale, l'institution du « troisième cycle » de l'enseignement scientifique est un effort en vue d'élargir cette base de recrutement. Disons rapidement de quoi il s'agit.

La « propédeutique » aux études scientifiques, désormais requise avant les études conduisant à la licence, constitue le « premier cycle » de l'enseignement scientifique universitaire ; les études qui sont sanctionnées par l'obtention de la licence constituent le « deuxième cycle » ; les études qui désormais se feront après l'obtention de la licence classique et une fois l'intéressé déjà orienté dans la voie de la *vraie* spécialisation scientifique, travaillant normalement dans un laboratoire, en liaison avec un groupe de recherches, constitueront ce « troisième cycle ».

L'urgence de celui-ci se fait sentir à bien des égards. La France manque terriblement d'enseignement scientifique spécialisé correspondant à l'état avancé des disciplines et des fronts de la recherche appliquée. Ce qui est désastreux dans une situation où la recherche ne peut plus être le fait d'une poignée d'individualités géniales, mais doit comporter l'apport d'un très grand nombre d'individualités simplement compétentes et valables. Or notre licence ne forme qu'un premier « tout venant » dans lequel on espère que les fortes personnalités scientifiques se mûriront et se sélectionneront d'elles-mêmes, mais dans lequel la plupart ne sait encore rien et n'a pas le moyen d'être conduit à ce qu'il faut savoir aujourd'hui pour participer valablement à la recherche scientifique en un champ déterminé. Les cours de certificats extérieurs à ceux de la licence d'enseignement sont trop peu suivis. Ils ne portent pas toujours sur les sujets spécialisés dont l'importance apparaît vitale pour la science d'aujour-

d'hui. Ces sujets, eux, ne sont pas enseignés. Et rien n'en transparaît dans les livres français dont on peut disposer pour tenter une formation d'autodidacte. Il faut aller à l'étranger, utiliser des livres venus d'Amérique ou d'ailleurs. Toutes choses qui ne sont nullement à la disposition du licencié ès sciences moyen. De telle sorte que la population scientifique française est beaucoup trop une population dans laquelle, tout le monde sachant à peu près les mêmes choses, tout le monde ignore aussi les mêmes choses. Le « troisième cycle » est un gros effort de principe pour répondre à cette fâcheuse situation dont, si elles s'amplifiaient encore tant soit peu, les conséquences seraient mortelles pour l'avenir de la recherche scientifique en France.

A vrai dire, l'effort entrepris par le Secrétariat d'État à la Recherche scientifique ne peut aboutir que s'il est couplé avec un assez large changement d'atmosphère au sein de la nation tout entière et de ses milieux éducatifs de base. Il faut, en particulier, que ceux-ci sachent reviser l'échelle des valeurs en ce qui concerne situations et carrières proposées à la jeunesse. Nous pensons encore en bourgeoisie qui rêve de la « noblesse de robe » : magistrature, humanités... la toge ne cesse de nous fasciner. Mais le monde d'aujourd'hui, de plus en plus, donne le pas à la blouse du scientifique ; non sans allier, du reste, bien que sous une forme nouvelle, la dignité de l'esprit à l'œuvre sociale de la recherche.

D. Dubarle.

« (...), *l'Union Soviétique soumet à l'examen du gouvernement français ainsi qu'à l'examen des gouvernements de l'Angleterre et des États-Unis, la proposition de convoquer en novembre de cette année une conférence des ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Angleterre, des États-Unis et de l'Union Soviétique, pour examiner les questions suivantes :*

1. — Rétablissement de l'unité allemande sur des bases pacifiques et démocratiques et organisation d'élections libres dans toute l'Allemagne.

2. — (...)

(Note du gouvernement soviétique
au gouvernement français,
23 octobre 1954.)

99,97 %, ou le mécanisme d'une élection à l'orientale

« On ne sait s'il vaut mieux en rire ou en pleurer! » Ainsi s'exprimait à son retour en Allemagne de l'Ouest le chef d'une délégation ouvrière qui venait de visiter l'Allemagne orientale et avait pu assister aux élections « triomphales » du 17 octobre.

Le résultat de ces élections, nos lecteurs le connaissent : 97,3 % de participants et parmi eux 99,3 % de suffrages en faveur de la liste unique. Peut-on imaginer chiffres plus ridicules et le *Kurier*, journal indépendant de Berlin-Ouest, titrait, pour rapporter ces résultats, avec cet humour à froid qui caractérise le Berlinois : « Nulle part les 100 % n'ont été dépassés! »

On pourrait ajouter qu'il s'en est fallu de bien peu, puisque, dans les résultats détaillés publiés par la presse orientale on peut lire : arrondissement de Potsdam, circonscription de Brandebourg : 99,96 %, circonscription de Nauen : 99,97 %, c'est-à-dire trois opposants sur dix mille suffrages!

Interdit aux journalistes!

Ces résultats sont éloquents. Pour y parvenir, il a fallu se livrer à une « cuisine » qui se passe de spectateurs, c'est ce qu'a estimé le chargé de presse du gouvernement oriental qui, répondant à une demande de la presse étrangère de Berlin-Ouest, a déploré de ne pouvoir autoriser ses membres à pénétrer dans les locaux de vote, « ceux-ci n'étant pas électeurs ».

Mais si les journalistes n'ont pu pénétrer sur « les lieux du crime », personne au moins n'a pu les empêcher de se promener dans les rues, de bavarder avec les électeurs.

Des élections « libres et secrètes ».

L'Allemagne orientale votait le 17 octobre pour renouveler la Chambre du Peuple, son Parlement, composé de quatre cents membres. Premier élément dont l'importance ne doit pas être perdue de vue : le Front National, ou rassemblement des partis orientaux, avait décidé de présenter une liste unique et commune à tous les partis. De cette façon, le résultat était acquis d'avance : les candidats présentés étaient automatiquement élus, à défaut de concurrence, que ce fût par 20 ou, comme ce fut le cas, par 97 % du corps électoral.

De la même façon, le parti communiste S.E.D. (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* : Parti Socialiste Unifié d'Allemagne) qui est, sous la tutelle soviétique, le maître en Allemagne orientale, s'était assuré la majorité absolue au Parlement en dosant les listes de manière à y introduire 65 % d'hommes à lui. Est-ce à dire que les candidats portant l'étiquette d'un autre parti pourraient le gêner ? Pas le moins du monde, on connaît ces Parlements de démocratie populaire où les votes sont toujours unanimes, où pas une seule voix ne s'est élevée jamais pour émettre la plus anodine critique du gouvernement. Mais le S.E.D. ne laisse rien au hasard.

La presse orientale, après avoir publié de longs articles sur ces élections démocratiques qui seraient « libres et secrètes », soulignant que des isoloirs seraient à la disposition de l'électeur, opéra au cours des deux dernières semaines qui

précédèrent le vote un de ces virages dont elle a le secret. Elle assura être assaillie de lettres et de résolutions de millions d'électeurs « désireux de voter à bulletin ouvert pour souligner leur attachement et leur reconnaissance au gouvernement ».

Adieu donc, isoloirs! Au nombre le plus souvent d'un par local, ils allaient être dédaignés par la foule enthousiaste... ou résignée. Plusieurs électeurs ont d'ailleurs affirmé avoir entendu le responsable du local saluer les arrivants par cette phrase : « Pour ceux qui votent contre, l'isoloir est là! » Ce n'est pas très encourageant dans un régime policier!

Un test : la vérification des listes.

Le gouvernement oriental n'est pas, on le voit, avare de précautions. Pour contrôler le bon fonctionnement de la machine, il avait imaginé un petit test : la vérification des listes. Au cours du mois qui précéda les élections, un appel fut lancé aux électeurs pour qu'ils s'assurent par eux-mêmes que leur nom figurait bien sur la liste électorale. Les électeurs se firent tirer l'oreille : trois semaines avant la date fatidique moins d'un quart parmi eux s'était prêté à cette comédie. Un ami berlinois m'a assuré qu'on était venu à trois reprises chez lui pour lui rappeler cette démarche. « Je leur ai dit : Vous auriez eu plus vite fait de vérifier vous-mêmes que de vous déranger trois fois. Et puis, que voulez-vous, j'ai cédé. La troisième fois j'ai accompagné mon visiteur qui en a profité pour me faire un exposé sur mes devoirs envers le gouvernement qui fait tout pour nous et qui est le champion de la réunification. Pourquoi faire la mauvaise tête d'ailleurs? Que j'y aille ou non, que je vote pour ou contre, cela ne changera rien. On a vu comment le 27 juin, ils ont « frisé » les résultats du référendum contre la C.E.D. »

Dans la « joie populaire ».

Et c'est ainsi que le 17 octobre au matin, la police étant en état d'alerte, la machine soigneusement vérifiée s'est

mise en marche. Le élections « libres et secrètes » étaient devenues « par la volonté de millions d'électeurs » des élections à bulletin ouvert, le choix se réduisait à accepter ou refuser une seule liste.

Les bureaux de vote devaient ouvrir leurs portes à huit heures du matin, mais dès six heures les commandos d'agitateurs parcouraient les rues, au son de fanfare de la F.D.J. (*Freie Deutsche Jugend* : Jeunesse Allemande Libre), pour éveiller les habitants et leur conseiller d'aller au plus vite remplir leur devoir démocratique. On s'est rendu aux élections par immeuble, par quartier, en cortège, avec une banderole : « Nous votons pour la liste du Front National », ou encore : « Nous votons à bulletin ouvert pour notre gouvernement d'ouvriers et paysans. » Les vieillards, on a été les chercher chez eux, avec des fleurs, ceux qui ne pouvaient marcher, on les a transportés. Les enfants accompagnaient leurs parents en leur demandant de voter pour leur bonheur. A l'heure du déjeuner, 76 % des électeurs s'étaient débarrassés de la corvée. Dans certains centres industriels, les ouvriers de l'équipe de nuit, relevés à quatre heures, ont été rassemblés et conduits directement à un bureau de vote ouvert spécialement pour eux à cette heure. Quelle attention!

Dans la joie populaire? m'a dit un électeur. Écoutez plutôt : « Quand je suis entré dans le bureau de vote, on m'a tendu un bulletin, je l'ai plié sans le regarder et je l'ai mis dans l'urne. Tous ceux qui se trouvaient là avec moi ont fait de même. .A chaque fois le président disait : « ... a voté! » J'avais l'impression qu'il se fichait de moi... »

La comédie est jouée. Le rôle de l'électeur est terminé pour quatre ans. La Chambre du Peuple va se réunir dans quelques jours, le gouvernement Grotewohl va démissionner puis se reformer. Qu'y aura-t-il de changé?

A. Grégoire.

« *Les élections montrent que le peuple désirait* presque *un changement.* »

(*The Economist*, 13 novembre 1954.)

Élections américaines

Les élections américaines ont déçu les amateurs de sensationnel. Elles n'offrent rien de très imprévu et n'annoncent pas non plus de très grands changements. Comme il arrive souvent dans les années intermédiaires entre deux élections présidentielles, l'opposition a marqué des points, mais ce mouvement de pendule n'a pas atteint des proportions anormales.

Elle contrôle cependant le Sénat, de justesse, et la Chambre, à une majorité un peu plus élevée que celle dont les républicains disposaient. Cela signifie qu'automatiquement les grandes commissions vont changer de président : le sénateur McCarthy en particulier, censuré ou non, cédera la place à un démocrate. Les démocrates y gagnent de l'influence, d'autant qu'ils ont en outre conquis huit postes de gouverneurs d'État; ils en détiennent à présent vingt-sept sur quarante-huit, avec les prébendes que cela suppose, et une autorité qui, sur le plan local, rappelle celle d'un chef de gouvernement européen beaucoup plus que celle d'un préfet. Lorsqu'il s'agit de New York (quinze millions d'âmes) ou de la Pennsylvanie (dix millions), tous deux arrachés aux républicains, un tel pouvoir situe son bénéficiaire en bon rang pour la course à la Maison Blanche; de même la réélection d'un sénateur démocrate en Illinois, pays de M. Stevenson, maintient la cote de ce dernier, tandis qu'à New York la défaite de M. Roosevelt jeune, candidat aux fonctions d'attorney général, stoppe son ascension de la même façon qu'aux jeux Olympiques un échec aux éliminatoires.

Le président doit compter avec cette majorité parlementaire issue du parti adverse. Il se trouve ainsi dans le même cas que M. Truman ou que M. Hoover à la fin de leur mandat. Il avait demandé le contraire, un peu du bout des lèvres, mais paraît s'en accommoder sans trop de regrets. C'est que les deux grands partis, ne l'oublions jamais, représentent des associations tactiques beaucoup plus que des groupements idéologiques. Supposons que les discussions sur le fédéralisme européen, partout en Europe, aient dégénéré en guerre civile, et qu'il en soit résulté un clivage durable, même un siècle plus tard : tel serait approximativement le point de départ, au temps de Lincoln; mais comme en Europe, des conservateurs et des progressistes se rencontrent dans les deux camps. On ne citera peut-être pas un scrutin où démocrates et républicains aient voté en bloc. Surtout dans les questions étrangères, il ne devrait guère être difficile au général Eisenhower de rétablir une politique bipartisane, s'il y tient.

En politique intérieure, le résultat n'est pas de nature à effrayer en lui le conservateur. Et si certains observateurs européens l'interprétaient d'avance comme une victoire de la gauche, ils s'illusionneraient. Ni les hommes de droite ni ceux de gauche n'émergent clairement d'une mêlée confuse. Comme les présidences des grandes commissions sont attribuées à l'ancienneté, la plupart reviennent aux démocrates du Sud, propriétaires terriens à tendance raciste; c'est l'un d'eux, M. Rayburn, du Texas, qui de nouveau présidera la Chambre des représentants; il est même arrivé qu'en Caroline du Sud, le plus traditionaliste des États, M. Thurmond, naguère candidat d'extrême droite à la présidence contre M. Truman, soit élu sénateur contre le candidat officiel du parti, et bien que n'ayant pu, en conséquence, figurer sur les bulletins imprimés. Dans ces régions, on a désavoué Washington sur la question de la ségrégation raciale, et ce sont les quelques gains républicains,

au Texas, en Floride, qui prennent l'allure de succès « libéraux ». A New York, autre aspect du même climat, l'*American Labor Party*, qui avait totalisé cinq cent mille voix lors de la candidature Wallace, mais qui depuis lors s'était compromis avec le communisme, n'en obtient pas cinquante mille, et perd ainsi son statut légal.

L'état-major républicain, de son côté, reste dominé par les amis du sénateur Taft, et leur affaiblissement peut aider le général Eisenhower à se soustraire à une tutelle. Trop grand, le recul eût servi les partisans du sénateur McCarthy, qui se disposaient à en blâmer l'abstention forcée de leur chef, empêché de prêter à la campagne le concours de sa véhémence; tel quel, il ne fournit guère d'arguments. On craignait pire : la situation s'est plutôt redressée, sans McCarthy, mais sans aussi que McCarthy ait fait tort à son parti. En soi, cette constatation lui ôte un atout : il n'apparaît plus comme indispensable, et, réduit à ses vraies proportions, pourra mieux se discuter sans qu'interviennent des réticences opportunistes.

S'il se dégage un trait général, c'est que la lutte a été très serrée — une des plus serrées de l'histoire américaine —, que les deux partis sont à peu près de force égale, qu'un faible déplacement suffit à leur assurer ou à leur retirer l'avantage, que le sens et l'ampleur des oscillations futures restent imprévisibles; c'est aussi que les considérations locales ont joué le rôle déterminant. Il en va presque toujours ainsi, aux années où l'on sait que de toute façon la composition du cabinet fédéral n'est pas en cause. Le bilan de la diplomatie américaine — ses amitiés en péril d'après les uns, sa fermeté triomphante d'après les autres, les campagnes un peu éventées sur les infiltrations communistes dans l'administration ou le choc en retour chez les suspects que ces accusations révoltaient, la ségrégation raciale même ou les menaces de chômage, ont beaucoup moins

compté que la mainmise sur telle municipalité ou la popularité de tel gouverneur. N'est-ce pas dans le cadre de chaque État, souvent de chaque ville, et non à Washington, que s'élabore la vie de tous les jours ? L'évolution suivra son cours, sans que les résultats du scrutin l'affectent beaucoup; elle dépendra de facteurs économiques et sociaux plutôt qu'électoraux, et, au lieu de se demander ce que veulent les Américains, le reste du monde doit se dire qu'ils réagiront d'après ce que les autres entreprennent eux-mêmes.

AUGUSTE VIATTE.

Nehru à Pékin

La presse française a peu parlé du voyage que fit au début du mois de novembre à Pékin le premier ministre de l'Inde, M. Nehru. Il est vrai que, pour les uns, M. Nehru est tout simplement classé comme un satellite des communistes chinois, que donc ses démarches n'offrent guère d'intérêt. En fait la politique de l'Inde appelle une plus grande attention. C'est à elle, pour une part, que l'on doit l'armistice indochinois : à Genève, M. Menon a joué un rôle qui fut loin d'être négligeable. Par ailleurs, à la commission de contrôle de l'armistice les Hindous tiennent une place particulièrement importante. Enfin, l'échec majeur des Américains en Asie est de n'avoir pas su trouver le moyen de s'associer à l'Inde, porte-parole des États indépendants d'Asie. Tel est le drame du pacte de défense asiatique signé à Manille en septembre, pacte qui ne comprend guère d'États asiatiques.

Nul observateur de bonne foi ne peut donc nier le facteur hindou sur la scène internationale. Il faut apporter un correctif à ce tableau. Ce succès est pour l'essentiel dû à M. Nehru lui-même qui poursuit obstinément depuis des années sa politique de troisième force. Après lui, que se passera-t-il ? Personne n'apparaît encore capable de lui succéder.

C'est même, dit-on, la raison pour laquelle le premier ministre refuse de se retirer, comme le lui demandent ses médecins.

Dans la politique de l'Inde, il y a un aspect d'hostilité à l'Amérique qui est bien connu, et sur lequel il n'est pas besoin de revenir ici. En ce sens, l'Inde est pour la Chine une puissance à ménager, et M. Nehru un homme à qui on réserve un « accueil fraternel » lorsqu'il est reçu à Pékin. Le temps n'est plus où les dirigeants du parti du Congrès étaient tenus pour des valets de l'impérialisme. Tant à Moscou qu'à Pékin, l'Inde vient dans la hiérarchie des puissances aussitôt après les pays qui appartiennent au « camp du socialisme ».

Aussitôt après avoir quitté la Chine, M. Nehru a rendu publiques quelques-unes de ses impressions. Impressions singulièrement nuancées. L'hommage donné à l'efficience des nouveaux maîtres de la Chine — seuls capables pour M. Nehru de sortir le pays du chaos — s'accompagne du regret de l'absence de liberté. A peu près tous les journaux ont publié cette déclaration. Mais il est plus intéressant de savoir ce qui s'est passé lors des conversations entre M. Nehru et Chou En Lai, conversations qui ont porté sur les principales revendications de la Chine. Officiellement rien n'a été dit sur ces conversations, mais les autorités de New-Delhi ont fourni quelques informations.

En premier lieu, M. Nehru a demandé aux Chinois de cesser de soutenir leurs minorités qui, installées à l'étranger, se livraient à l'agitation. Il s'agissait également pour Nehru d'obtenir une cessation de l'aide chinoise aux communistes du Népal.

Au cours de ces entretiens il fut naturellement question de Formose et des incidents quasi quotidiens qui opposent les communistes aux nationalistes. Si sur le fond de la revendication le premier ministre de l'Inde est d'accord avec ses interlocuteurs de Pékin, il critique les démarches trop pressantes, accompagnées d'action militaire telles qu'on a pu les envisager en Chine. Et pour donner plus de poids à son appel, il cite son propre exemple. « Voyez, dit-il, ce que nous avons fait pour Pondichéry : nous n'avons pas brusqué l'événement, et en fin de compte nous avons obtenu gain de cause. »

Certains informateurs ajoutent que les Chinois auraient voulu obtenir une espèce de pacte asiatique qui les aurait unis à l'Inde, l'Indonésie, la Birmanie et Ceylan. Pacte au demeurant modeste, puisqu'il se serait agi d'une assez vague déclaration pacifique. En réalité, les Chinois voulaient surtout faire pièce au pacte de défense signé sur l'initiative américaine en septembre. M. Nehru, qui avait auparavant visité les autres capitales et qui se présentait en quelque sorte comme un porte-parole de l'Asie indépendante, s'y est opposé en affirmant que ce projet ne répond à aucune nécessité.

Ainsi donc, il apparaît qu'une fois de plus l'Inde s'est efforcée de jouer un rôle modérateur, et cette fois en direction du monde communiste. Il y aurait presque un parallèle à tracer entre les conseils de prudence de Nehru et la décision prise par Eisenhower contre son Conseil national de Sécurité de ne pas bombarder les côtes chinoises.

Ces quelques indications doivent permettre de mieux apprécier la place que tient l'Inde et les avantages que donne au reste du monde sa politique de « troisième force ».

N'employons d'ailleurs à son propos que le terme de « troisième force », puisque le mot « neutralisme » (qui pourrait aussi bien s'appliquer s'il n'avait pris une teinte de passivité) est devenu le gibier favori des idéologues de quat'sous. Abandonnons-leur donc ce terme, pour qu'ils fassent joujou et prenons son synonyme pour étudier les réalités.

BERNARD FÉRON.

« *Les chefs de l'armée (pakistanaise) ont une réputation d'intégrité et de courage. S'ils sont en mesure de ne pas se laisser corrompre par le pouvoir, il y a une chance raisonnable qu'ils remettent le Pakistan sur la voie de l'évolution constitutionnelle et démocratique. A coup sûr, personne d'autre ne saurait le faire.* »

(*The Economist*, 30 octobre 1954.)

« *Le seul élément solide, sur lequel le colonel Nasser puisse s'appuyer, est l'armée.* »

(*The Economist*, 20 novembre 1954.)

L'Iran et son armée

Lorsque le chah eut apposé sa signature, après ratification à une écrasante majorité par le Majlis et le Sénat, sur le nouveau contrat pétrolier en Iran, on pouvait espérer que, chacun y trouvant à peu près son compte, on n'en reparlerait plus pendant vingt-cinq ans, soit la durée prévue de l'accord. L'Iran partage les bénéfices à 50 % et le principe de la nationalisation est maintenu; l'*Anglo-Iranian Oil Company*, si elle ne participe qu'à 40 % des actions, obtient, par contrat spécial et en dédommagement, trente millions de livres du gouvernement iranien et sera indemnisée de ses investissements par les autres compagnies; le groupe britannique, en comptant les parts attribuées à la Shell, garde une majorité de 54 %; les Américains entrent dans cette affaire à 40 % et, en même temps, les nouvelles conditions d'exploitation empêcheront tout dumping du pétrole iranien sur le marché international; la France apparaît pour la première fois avec ses 6 %. Voilà le type de compromis qui pourrait satisfaire cinq gouvernements (parmi eux, le hollandais) et les huit principales compagnies pétrolières du monde.

Bien entendu, l'agitation nationaliste et celle entretenue par le parti Toudeh, para-communiste, ne pouvaient que se poursuivre, en reprenant contre le nouveau statut les arguments qui avaient déjà servi en 1951 contre l'ancien, même contre les propositions in extremis de la compagnie britannique de partager les bénéfices à 50 % avec les Iraniens (convention Gass-Golchayan). Mais, le meilleur fourrier du communisme étant la misère, une détente ne devait-elle pas intervenir avec les perspectives nouvelles? Pendant la première période d'application, par le jeu des 50 %, les revenus iraniens s'élèveront à cinquante millions de livres par an, soit le triple des royalties versées par l'A.I.O.C. Dès aujourd'hui, l'exploitation reprend dans le Khouzistan, les spécialistes britanniques, hollandais et américains affluent à Abadan et la raffinerie (qui fonctionne à nouveau depuis un mois

environ) est déjà sur le pied d'une production annuelle de trois millions cinq cent mille tonnes de produits raffinés. Cette remise en route de l'économie va de pair avec une diminution du chômage. Une stabilisation générale en résulte, qui vient d'autoriser une réévaluation appréciable du réal iranien. Sur le plan de la politique internationale (quel que soit le jugement de fond que l'on porte sur la nouvelle orientation), même amélioration, ne fût-ce que parce que l'Iran est sorti de l'isolement. Alors qu'il soutenait à la fois la lutte contre les deux blocs (sans faire pour autant le pont entre les deux), il a quelque chance aujourd'hui de s'agréger au pacte turco-pakistanais, tandis que les nationalistes iraniens (sensibles aux succès de prestige) pourraient se réjouir de voir leur pays accéder au Conseil de Sécurité, organisme suprême des Nations Unies.

Et pourtant, la situation politique intérieure de l'Iran est très inquiétante. Le général Zahédi a adopté la manière forte et, alors que le procès Mossadegh s'était achevé voici quelques mois par une condamnation bénigne, la terreur règne à Téhéran. Le gouvernement cherche, de la sorte, à décapiter les trois factions qu'il combat : les partisans du régime Mossadegh; ceux du Mollah Kachani, leader politico-religieux des éléments ultra-nationalistes; l'opposition d'extrême-gauche constituée par le parti Toudeh. Une gigantesque épuration se poursuit, qui atteint aussi bien d'anciens collaborateurs de la mission militaire américaine que des parents du chah. Le chef du gouvernement, le général Zahédi, s'est installé au ministère des Affaires étrangères, il a obligé les autres ministres à se grouper autour de lui dans le même bâtiment, et une justice expéditive poursuit son œuvre. Une de ses dernières victimes vient d'être M. Hossein Fatemi, ministre des Affaires étrangères au temps du cabinet Mossadegh. Nous n'avons, certes pas, de jugement à porter sur la politique intérieure de l'Iran, mais comment les amis du peuple iranien ne s'inquiéteraient-ils pas de circonstances qui risquent d'avoir de graves répercussions internationales? En effet, on peut se demander si cette politique ne met pas en danger le régime lui-même et la dynastie, ouvrant la porte aux pires aventures.

Cette impression et cette inquiétude (qui se doublent d'un malaise moral) se précisent lorsque l'on sait que sur les

sept mille officiers iraniens près de sept cents sont arrêtés et que, parmi ceux-ci, trois cents sont des officiers supérieurs, commandants ou colonels. Voilà qui désorganise, à coup sûr, l'armée, laquelle constituait jusqu'ici l'élément le plus solide, capable de résister aux tentatives de subversion de l'extrême gauche. Or, c'est sur cette armée que le cabinet Zahédi s'appuyait, c'est elle qui l'a porté au pouvoir. En « éliminant physiquement » les chefs et les troupes de l'opposition nationaliste, le régime actuel ne prépare-t-il pas fatalement l'avènement d'un nouveau Mossadegh, complètement livré, cette fois, au parti Toudeh, lequel remettrait en cause toute l'orientation politique du pays ?

JACQUES NANTET.

Pouvoir soviétique et religion

★★★ Depuis deux mois, dans la presse soviétique, les articles relatifs à la propagande antireligieuse se sont multipliés : ce n'est pas là un fait absolument nouveau; depuis la fin de la guerre, en effet, les rappels de la nécessité de cette propagande n'ont pas manqué; ces derniers temps, leur fréquence seule était insolite.

Les journaux et les revues françaises — surtout, semble-t-il, à la suite de l'article ou plus exactement des deux articles de Mauriac dans le *Figaro* — ont annoncé un peu à grand fracas la reprise de la propagande antireligieuse : on a même parlé d'un changement dans l'attitude du gouvernement soviétique à l'égard de l'Église orthodoxe. Tout semblait confirmer, aux yeux de certains, cette nouvelle orientation, notamment l'article de la *Pravda* du 24 juillet 1954, lorsque le communiqué du Comité central du parti communiste, signé par Kroutchtchev, du 11 novembre 1954, est venu bouleverser ces pronostics.

Le lecteur français s'étonne de ces fluctuations incompréhensibles; il s'étonne d'autant plus qu'il apprend que des re-

présentants des milieux ecclésiastiques de Moscou, interrogés par un correspondant de l'Agence France Presse (A.F.P.), tout en manifestant leur satisfaction du décret, ont souligné qu'il ne s'agissait pas d'une orientation nouvelle, mais du rappel des principes émis par Lénine et périodiquement réaffirmés depuis par le Comité central. Ils ont cependant estimé que le rappel à l'ordre, publié sous la signature personnelle de Khroutchtchev, était un événement heureux dans la vie de l'Église, surtout à la lumière des campagnes de presse qui dépassaient apparemment les intentions des dirigeants du parti communiste.

Les représentants des milieux ecclésiastiques de Moscou ont raison de rappeler qu'il ne s'agit pas d'un changement de la ligne du parti : ce n'est, comme certains seraient tentés de le croire, flagornerie à l'égard du pouvoir. C'est bien plutôt connaissance exacte des composantes idéologiques de la situation religieuse en U.R.S.S. [1].

Trop d'Occidentaux ne se rendent en effet pas compte que l'attitude du gouvernement soviétique à l'égard de la religion est constamment sous-tendue par des positions idéologiques, qui s'infléchissent constamment selon les besoins de la dialectique marxiste, en fonction de sa stratégie mondiale et intérieure.

Que dit en effet le décret de Khroutchtchev : d'une part que des erreurs ont été commises dans le cadre de la propagande athéistico-scientifique par suite de brimades à l'égard du clergé et des fidèles, par suite de cas d'ingérence administrative dans les activités des communautés et des groupes religieux, erreurs qui constituent une violation des directives constantes du parti communiste (cela semble viser surtout la propagande postérieure à l'article de la *Pravda*); d'autre part que la propagande antireligieuse doit se développer, mais en veillant à ne pas porter atteinte aux sentiments des croyants, qui sont reconnus comme de loyaux sujets.

Ce décret consacre deux choses. Il consacre la stabilisation de l'Église orthodoxe en U.R.S.S., stabilisation acquise

1. Voir l'article du R. P. Dumont, *Composantes idéologiques de la situation religieuse en U.R.S.S.* (*Revue française de Science politique*, vol. I, octobre-décembre 1951, P.U.F.). Cet article permet de dégager l'intelligibilité de la politique soviétique à l'égard de la religion.

depuis la guerre qui a « normalisé » les rapports entre l'Église et le pouvoir soviétique : depuis cette année, la *Revue du Patriarcat de Moscou*, revue mensuelle, a amélioré sa présentation, augmenté le nombre de ses pages (quatre-vingts au lieu de soixante-quatre). Il consacre aussi la volonté d'une propagande antireligieuse plus efficace, plus profonde et plus intelligente.

Au sujet du premier point, on peut souligner dans le communiqué de Khroutchtchev la phrase suivante, bien significative : « On ne doit pas comparer la situation de l'Église dans un pays socialiste et dans une société exploitante. Dans une société bourgeoise, l'Église est l'appui et l'instrument des classes possédantes, ce qui n'exclut pas d'ailleurs l'éventualité que des ministres de celle-ci adoptent le point de vue des travailleurs à l'égard de certains problèmes politiques fondamentaux. »

La propagande antireligieuse, elle, doit faire disparaître de la conscience des croyants, ces « vestiges » du capitalisme que sont les préjugés religieux : ce sont en effet des vestiges ou plus exactement des survivances, la victoire du socialisme et la liquidation des classes exploitantes ayant définitivement arraché, selon Khroutchtchev, les racines de la religion et la base sur laquelle repose l'Église. Cette propagande doit désormais — travail lent et profond — viser à manifester l'incompatibilité foncière entre la religion et le communisme; l'attitude des croyants par son loyalisme décidé rendant inefficace des mesures coercitives, il s'agit de montrer que la religion, en tant que telle, est d'essence réactionnaire.

Le but dernier de la dialectique marxiste reste toujours le même, clairement affirmé : il entend édifier un monde dont la religion sera à jamais éliminée, mais il doit toujours tenir compte, pour arriver à ses fins, de la situation concrète : les mesures administratives et les vexations n'atteignent plus leur but sur le plan de la politique intérieure; aussi depuis longtemps déjà, souligne-t-on la nécessité d'une formation antireligieuse patiente, lente, acharnée; il semble même que bien des dirigeants locaux communistes se soient laissés gagner à l'idée de tolérance, sans la moindre arrière-pensée de propagande antireligieuse; d'autre part ces mesures risquent sur le plan de la politique extérieure d'être préjudiciables : on a vu avec quel soin Khroutchtchev dans le texte

que nous avons cité laissait la porte ouverte à certaines éventualités.

Deux convictions se font face : d'une part, la conviction marxiste que la science par sa simple diffusion éliminera la religion, vestige d'un âge désormais dépassé; d'autre part, l'assurance chrétienne que la foi a déjà vaincu le monde : les chrétiens ont depuis longtemps déjà mesuré la faiblesse interne du positivisme marxiste; ils savent que ce positivisme porte en lui ses germes de mort et ils ont une confiance entière dans la force de la Parole de Dieu. C'est pour nous un devoir de suivre avec intérêt et dans la prière cette lutte idéologique dans laquelle sont engagés nos frères d'Orient [2].

M.-J. Le Guillou, O. P.

Le cinquantenaire des Semaines Sociales

La quarante et unième session des Semaines Sociales de France s'est tenue à Rennes, cette année, du 20 au 25 juillet, sur le thème de l'État. Si *La Vie Intellectuelle* n'en a pas rendu compte en temps utile, c'est que l'occasion allait nous être donnée de parler des Semaines Sociales, non plus à propos d'une session, fût-elle aussi remarquable que celle de Rennes, mais à la faveur d'un événement qui mérite d'être célébré : le cinquantenaire de l'institution connue sous le nom de Semaines Sociales.

Les Semaines Sociales ont en effet cinquante ans. Elles ne totalisent que quarante et une sessions pour une raison qu'on devine : leur activité a été suspendue pendant les guerres. Faut-il insister ? Dans la dernière

2. Sur toute cette question, voir un article — avec citations des textes soviétiques — dans *Istina*, n° 3 (à paraître prochainement).

guerre, Charles Flory et Joseph Folliet ont préféré la mise en sommeil de la Semaine Sociale à des pseudo-continuités qui auraient été équivoques. Et ils peuvent aujourd'hui fêter avec fierté l'œuvre sauvée et reprise. Son cinquantenaire a été marqué par de simples journées d'études, à Francheville près de Lyon, du 17 au 19 septembre, selon un programme qu'il suffira de citer pour indiquer le rôle des Semaines Sociales dans la formation chrétienne d'un esprit public, capable d'affronter en connaissance de cause les grands problèmes de notre temps : « Les fondements théologiques du catholicisme social », par Mgr Bruno de Solages, « Le catholicisme social et les courants philosophiques du XXe siècle », par Joseph Vialatoux, « Les Semaines Sociales et l'évolution du Droit », par André Rouast, « La part des Semaines Sociales dans le développement de la sociologie moderne », par Georges Hahn, « Les Semaines Sociales et la Science économique », par Henri Guitton, « Les Semaines Sociales et leur public », par Joseph Folliet. C'est l'exposé de Joseph Folliet que je voudrais résumer ici à grands traits, tout en regrettant de ne pouvoir rendre ce mélange de bonté caustique, de poésie, de précision et de solidité qui caractérisent Frère Genièvre. En décrivant les semainiers, il a du même coup analysé le principe de la Semaine Sociale et son fonctionnement. Une moyenne de deux mille auditeurs chaque année, se pressent pendant une semaine à une suite de cours magistraux et se répartissent en plusieurs carrefours d'échange de vues. Cours et carrefours sont centrés sur un thème dominant qui est tantôt très général : « Richesse et Misère », Dijon 1952, ou très professionnel : « Médecine », Montpellier 1953. Il y a là, comme on l'a souvent dit, une sorte d'Université ambulante et de *Summer School* dont l'enseignement rapide a ses règles propres et dont la portée devra toujours dépasser le cadre temporaire et changeant où il aura précipité son débit et concentré sa distribution.

Formule originale qui attire des curieux, qui retient des fidèles et qui atteint, autant par la parole que par la publication des cours[1], une large zone d'opinion. Rien de commun avec le rassemblement en vue d'un action de masse, rien de commun non plus avec le rite d'une chapelle d'initiés.

L'élément masculin prédomine, tant chez les ecclésiastiques que chez les laïques. L'âge varie entre trente-cinq et cinquante ans. La proportion de prêtres est forte, ils paraissent goûter la documentation qui leur est offerte et l'ouverture d'horizon qui leur est proposée, ils seraient encore plus nombreux si la date estivale de la Semaine ne coïncidait avec la charge des colonies de vacances. D'importantes délégations étrangères sont assidues, avec la Belgique au premier rang. Enfin, dans l'ensemble, la Semaine reflète une bonne représentation des classes moyennes salariées et des professions libérales.

Telle qu'elle est, avec son comportement honnête, son courtois courage à rompre des lances, son souci du bien commun à discerner et à propager, sa recherche de la vérité à dire, la « Semaine » lance dans la circulation ces thèmes du « Social » qui n'étaient pas sans déconcerter, inquiéter, voire effrayer le milieu sociologique où elle est née et qui sont, à l'heure actuelle, non plus frappés de suspicion ou entachés de réticence, mais menacés d'engouements fanatiques. Rappelons le mérite des fondateurs et réservons un hommage particulier aux Adéodat Boissard, aux Marius Gonin, aux Duthoit. Leur tâche n'a pas été facile. Poursuivie et développée par Charles Flory et Joseph Folliet et par l'équipe de la *Chronique sociale,* elle reste ardue et délicate. Elle consiste essentiellement à éviter l'erreur aux formes si multiples et si séduisantes : erreur technique en des

1. Cette publication, qui présente pourtant les inconvénients de l'ouvrage collectif, tire néanmoins à cinq mille exemplaires environ.

domaines où les intérêts privés appointent des spécialistes aux aguets, erreur psychologique qui heurterait la sensibilité des semainiers, erreur pédagogique, puisqu'il s'agit d'enseigner dans des conditions très différentes de la normale, erreur de doctrine sur des points où la générosité des bonnes intentions risque de se perdre dans des limbes académiques ou de manier des pavés infernaux.

La « Semaine » est responsable envers les semainiers. Elle ne leur fait pas de concessions en menant tapage et en procédant à la diffusion de slogans sensationnels. Mais elle ne craint pas de poser et d'étudier des questions graves. Elle l'a prouvé cette année encore à Rennes où, sans céder aux conformismes divers, elle a lucidement examiné la notion d'État, les structures de notre État et aussi ses vices et ses carences. La conscience de sa responsabilité est le point d'honneur auquel elle sacrifie afin de maintenir son œuvre de recherches intellectuelles dans la probité, des succès de spectacle et de propagande.

ROBERT DELAVIGNETTE.

PORTRAIT

MATISSE, JARDINIER ET ALCHIMISTE

Il est entré dans le mystère de la mort comme un travailleur épuisé, mais heureux.

Au début de sa rude carrière de peintre, il s'est tout naturellement détaché du groupe des artistes maudits, le mysticisme à l'état sauvage de ces volontaires du déracinement ne l'inspirait pas. Sa vocation se faisait entendre à l'intérieur d'une tradition qui offrait son cadre à la plus parfaite liberté d'expression. Il tâta des systèmes, mais aucun ne put lui laisser cette aisance indispensable à sa création. Fauve, il le fut, mais il n'était pas fait pour la peinture rugissante. Nul moins que Matisse ne fut l'homme des paroxysmes. S'il a passé une partie de sa vie à organiser d'étonnantes fêtes de couleur, il n'accepta jamais le délire. Très tôt son intelligence apprit à contrôler la sensibilité; il ne fut jamais un choreute de bacchanale. Parmi tant de folies on aime aujourd'hui à retrouver la lucidité d'un esprit tellement strict pour le sens. Il ne demanda pas au pointillisme de redonner un peu de verdeur à l'impressionnisme mourant. Il accepta quelque temps son joug, mais ce

fut pour recevoir de lui une leçon d'espace, le secret des plans que la couleur situe sans l'artifice des recettes géométriques. La recherche des cubistes l'intéressa, il approfondit à leur contact le sens de l'intériorité des choses, le mystère des humbles objets de la vie de tous les jours. Mais, de même qu'il s'est refusé à suivre jusqu'au bout la ronde des fauves, il n'accepta jamais la tyrannie des systèmes.

Fort de ses expériences, il découvrit l'Orient et, par lui, il rejoignit le monde des oiseaux et des fleurs. Il entra définitivement au service de la nature : il devint jardinier, oiseleur, tout à coup il devint Matisse.

Matisse a compris mieux que tout autre que l'on ne peut se passer de nature; il a voué sa vie à réconcilier l'homme avec un monde de formes simples, des arbres et des plantes. Ces rythmes de la vie élémentaire ont été bannis d'une cité mécanisée, mais l'homme s'est vite aperçu qu'il ne pouvait subir cette aridité sans mourir. Matisse a compris la nécessité vitale de la peinture. Il est descendu dans son jardin pour ramener, dans le secret de la demeure, la fraîcheur des formes vivantes. Au lieu de traquer sur place les moments fugaces du ciel et de l'eau, sur le lieu même de leur événement, il s'est détourné de ces paysages d'âme pour créer un espace net, carré : la nature y répand son rayonnement bienfaisant. Matisse s'est penché sur le secret permanent des arbres, des oiseaux et du corps de la femme, non pour lui demander la jouissance impure, mais pour pénétrer dans un monde protégé, hors de l'atteinte des folies et des violences. Comme un Japonais méticuleux, il s'est mis à l'écoute des choses pour apprendre leur langue. Il a apprivoisé la nature. Fuyant les grossièretés de la stylisation, il l'a située dans des compositions vivantes,

il l'a fait pénétrer dans le secret de la vie de l'homme comme une cause de sa joie. Ces palmes qui font à la fenêtre le plus beau des vitraux, ces fruits à profusion sur la table ou ces rinceaux qui ornent tentures et vêtements, c'est le baume de la création, le spécifique des fièvres et des folies. Cette nature, conviée, honorée, transfigurée selon tout le mystère de sa signification spirituelle, c'est un oxygène nouveau, une latitude offerte à l'homme asservi.

Il y avait aussi en lui une sorte d'alchimiste. Il semblait posséder le pouvoir de discerner dans la nature la signature des choses en leur mystérieux pouvoir bénéfique. Il avait compris mieux que tout autre que les choses de la nature nous sont données à l'état brut, chargées d'incultes forces spirituelles, mais il convient à l'artiste comme à l'alchimiste de guider la maturation de ces forces. Les vieux traités croyaient que la préparation donne aux choses ce dont la nature n'a pu les munir à leur naissance : la maturation. La science du médecin est de maturer, car il est lui-même l'Automne, l'Été et l'Astre. Par un labeur acharné, sans jamais gommer, gratter, pour reprendre, mais en recommençant toujours, Matisse apportait aux formes naturelles cette maturation de l'intelligence qui rassemblait toutes les vertus des plantes et des fleurs pour baigner l'existence quotidienne de leur douceur. Ce que les philosophes-praticiens du temps passé appliquaient aux corps, il revient aux peintres de l'offrir à l'imagination. Les arcanes de la nature ne sont pas simplement des quintessences physiques : l'œil de l'artiste est une mystérieuse cornue en laquelle l'objet naturel se dépouille de ses impuretés matérielles pour se réduire à n'être plus qu'une simple relation à l'homme. Matisse a su réduire

sa peinture au pur rayonnement des formes naturelles. Au seuil de la mort, il ne savait plus que découper dans les plus belles couleurs, des formes végétales qui s'en allaient illuminer le ciel de ses œuvres comme de favorables étoiles.

C'est dans cette disposition d'esprit qu'il entreprit la chapelle de Vence. Les bleus, les jaunes des verres sont des filtres. Ils ne laissent passer sur les écrans des murs qu'une lumière exorcisée. L'éclat de ces algues et de ces fleurs se compose ou se divise au fil des heures et des jours.

Cette vie est une présence, celle d'une nature réduite à son action miséricordieuse. Matisse a rassemblé dans cet espace des essence rares. Mai le goût du curieux ou de l'exotique n'a pas guidé ce choix. Une fraîcheur d'enfant — retrouvée au prix de quel labeur! — empreint ce jardin de tendresse. C'est l'hommage d'une création restituée en grâce que le peintre a su porter aux confins de l'autel. Cette prestigieuse offrande rassemble tout ce qui peut rester de pur, de clair, de sonore dans les cœurs des fidèles assemblés. La chapelle de Matisse est un sacrifice de louange, une sorte d'avant-messe qui rassemble l'oblation de tous en un même cri du cœur.

Mais cette châsse de cristal, de lumière et de gloire, conserve une relique de la Passion : son chemin de croix. Les lèvres d'une intime blessure ont prononcé ces quelques mots : ils nous bouleversent. Les hachures furtives du dessin, son aspect insolite dans une œuvre harmonieuse, trahissent l'émotion profonde du peintre au Calvaire. Qu'on ne croie pas surtout qu'il a jeté sans souci sur le mur ces balafres spirituelles : il a quarante fois recommencé. Ici, Matisse ne cherche plus à percer le secret du monde, mais le secret du cœur de

Dieu ouvert par nos péchés. C'est avec crainte et tremblement qu'il a tracé l'angle du corps tombé sous le poids de la croix ou l'ovale de la face meurtrie. Le touriste pressé ne comprendra pas : il ne peut pas comprendre : la Passion n'admet pas de touristes.

Le chemin de croix de Vence est écrit en une langue que seule peut comprendre la souffrance. Matisse a cherché durant toute sa vie la joie de la souffrance. Jeune, il a mis son art hors de l'atteinte des persécutions et des violences, des ignorances ou de la misère. Agé il lui a demandé le secret d'une évasion hors de son monde de malade. Mais son œuvre de Vence, serrée autour du sacrifice de la messe comme une précieuse monstrance, s'achève par cette entrée dans la passion du Christ. Ici la joie qui éclate dans toute l'œuvre de Matisse reparaît selon le mode mineur, mais d'autant plus profond, de la douleur transfigurée. On aurait tort de séparer spirituellement les époques de sa recherche : la joie de la création la traverse tout entière, le mystère de la Rédemption lui a permis d'atteindre le fond de ses possibilités. Le dépouillement du chemin de croix se mesure à la splendeur du vêtement qu'il abandonne, et sans doute cette œuvre de Vence apporte-t-elle à son travail une sorte de consécration. Elle témoigne du don de l'homme à son œuvre.

Le vieux maître n'est plus. Un jardin est désert. Notre tristesse est grande. Mais la chasuble noire de Vence est toute constellée de semences de résurrection : Matisse, souriant, le disait.

MAURICE COCAGNAC.

Chroniques

ARTS

Quelques notes d'Actualités

L'événement du mois de décembre est incontestablement la présentation simultanée de deux expositions de Fernand Léger, dont nous esquissons par ailleurs un portrait : des œuvres récentes à la Maison de la Pensée Française, le Paysage dans l'œuvre de Fernand Léger à la Galerie Louis Carré. La confrontation de ces deux ensembles permettra de prendre conscience de la réalité « Léger », de la valeur de son art, de son apport à la peinture d'aujourd'hui. L'importance de la figure humaine dans son œuvre n'est pas à minimiser : il l'a voulue sereine, puissante, semblable aux autres éléments de la Création comme de sa création propre. Cependant ce serait amoindrir l'artiste que d'ignorer sa vision du paysage, telle qu'elle a évolué à travers les années. Si l'on ne voyait ses premières évocations, toutes de finesse, de valeur délicate, on ferait sans doute un contre-sens sur sa véritable nature. Il faut contempler à la fois ses paysages cubistes, ses figures conventionnelles si finement riches comme les *rois des cartes,* ses compositions si simples que les esprits superficiels parlent d'abstraites, ses groupes si profondément classiques comme l'Hommage à David ou la Grande Parade (dernier état) pour comprendre que Léger, s'il est bien le peintre de notre temps, l'est dans sa totalité si complexe et non seulement dans l'un de ses aspects, le machinisme, dit-on couramment.

L'activité de l'art religieux est réduite; il importe de signaler l'exposition « Notre-Dame dans l'art », de l'union des Artistes Polonais en France, au Séminaire Polonais de Paris, dans l'antique maison des Irlandais. Des œuvres de toutes les esthétiques, de valeur inégale certes, sont animées d'un esprit de foi, d'un même élan national, où se rencontrent les recherches d'avant-garde aussi bien que l'écho d'un art folklorique puissamment enraciné dans le cœur de ces artistes. La galerie Art et Tradition Chrétienne a présenté un chemin de croix de Lucien Jeay personnel et

vivant malgré une forte parenté avec les canons romans et les enluminures de manuscrits; ensuite elle montra des sculptures sur bois de Gubel, solidement construites, sobrement traitées, sœurs des meilleurs œuvres de l'art traditionnel de nos provinces. Les salons, hélas! sont plus pauvres que jamais : un dessin aux « Quinze Groupes », deux gravures au Salon d'Hiver, une vingtaine d'œuvres peu marquantes au Salon d'Automne... l'Adam et Ève en bois sculpté de Juvin, la Madone en cailloux et ciment de Bernard Meunier pour la sculpture; des gravures de Favre, d'Espic, Rovarino; les émaux de Frémont, un vitrail d'Ingrand; un dessin de Montagnac; une apocalypse de Waroquier qui montre un Christ en grès de grand feu; et une belle rétrospective de Léon Lehmann avec sept de ses décorations exécutées pour la Chapelle de l'Ermitage à Notre-Dame des Voirons montre le lyrisme et la force de ce grand artiste, profondément croyant, qui fut dès l'École le grand ami de Rouault.

Un événement, mineur à notre sens, mérite quelques réflexions : l'église Sainte-Marie Médiatrice va être consacrée en décembre dans le 19e arrondissement. Elle est l'œuvre de l'architecte Henri Vidal. Elle est caractéristique d'un certain état d'esprit dans l'art sacré. C'est une construction assez importante, avec une église inférieure réduite par rapport à l'église supérieure. C'est un édifice qui tient debout, qui abritera sainement les fidèles. Hélas! rien ne la désigne aux yeux des connaisseurs. Vidal, bien avant la guerre, avait joué sa partie dans le concert des espérances architecturales par une recherche d'effet d'appareil dans la maçonnerie en moellons. Il s'y est cantonné, s'y est complu, s'y est enlisé. Son église semble superficiellement revêtue d'une housse décorative. Sans doute, dans l'établissement des plans, la répartition des pleins et des vides, l'organisation des volumes, voudrait-il trouver la grandeur? Il n'en a point le sens et comme malgré lui gâche toujours son idée par quelque détail anecdotique qu'il croit jouer, mais qui détruit. Vidal a élevé de nombreuses églises; là aussi la spécialisation mène à la répétition, à la satiété. Combien serait préférable de confier des églises nouvelles à des architectes de talent non spécialistes, qui tenteraient, pour leur première, de monter un fanion! Cette église ne présente que fausse originalité sans aucun de ces élans de création et de nou-

veauté, sans cette stricte observance de l'échelle et de la pureté qui rendraient confiance en l'architecture religieuse. Les vitraux de Loire ont moins de mauvais goût dans la banalité que d'autres œuvres du même auteur; par contre, dans l'église inférieure, un Chemin de Croix d'un peintre que je ne nommerai pas fait passer un frisson. Le seul fait de l'avoir accepté est une condamnation pour tous les responsables.

Parmi les expositions importantes du mois de décembre, nous remarquons deux présentations de l'œuvre de Schneider; peintures à la Galerie Galanis-Hentschel, gouaches à la Galerie de Verneuil. Cet artiste est sans doute un des premiers de notre temps. Il est venu à l'abstraction assez tard, après avoir accumulé une expérience plastique et spirituelle extrêmement riche et diverse. Dans l'esthétique d'avant-garde (c'est un terme à chaque seconde dépassé) il est le seul à pouvoir unir une inspiration toujours renouvelée, d'un lyrisme puissant, à un sens profondément classique de la structure et du métier. Voudrait-on consacrer les plus beaux élans de l'art contemporain, il conviendrait de lui demander une décoration pour une église. Cela n'a pas trop mal réussi déjà, lorsqu'on s'est adressé à de grands artistes? Or Schneider est probablement le seul à avoir dégagé pour l'art abstrait une voie profondément personnelle, nouvelle, qui se révélera féconde.

Trois manifestations officielles attirent encore l'attention. Ce sont : la faïence de Delft au musée de la Céramique de Sèvres, au pont de Saint-Cloud, qu'on visite trop peu souvent et qui recèle d'admirables collections des pièces exceptionnelles de tous les temps, de toutes les origines; les trésors d'orfèvrerie du Portugal au Musée des Arts Décoratifs, révélation au public parisien d'un art et d'une civilisation qui se situent entre la France et l'Espagne et qui par la découverte des Amériques reçut une impulsion extraordinaire avec la richesse de ses possessions d'outre-mer; enfin au Musée de l'Orangerie c'est Van Gogh que nous aurons la joie de retrouver au milieu des peintres qui ont fréquenté Auvers-sur-Oise et que son grand nom a parfois injustement repoussés dans l'ombre.

ROBERT VRINAT

ROMANS

Le jugement avant-dernier, 244 pages, 510 fr. (Calmann-Lévy).

Il n'est pas facile de faire converger en un récit imaginaire les destinées de cinq ou six personnages; ou plutôt, la chose est extrêmement aisée, ce qui l'est moins étant d'obtenir la complicité du lecteur. Et là, en général, les choses vont sans loi ni technique... Pourquoi la portion d'existence qu'Odette de Mourgues a choisi de découper dans la vie de Marie-Christine Duval a-t-elle le caractère d'une nécessité à quoi sont également soumises les portions d'existence de l'avocat Marc Chalvet, triste Don Juan, du poète Nevé, de l'autodidacte Chabot et de cette jeune femme myope et romanesque, Françoise, première victime offerte aux coups du destin ? Pourquoi ce contingent de vies nous semble-t-il de toute éternité embarqué dans une aventure commune, à tel point que le lâche Don Juan équilibre en quelque sorte le trop pur Chabot comme par une mystérieuse compensation — la même, sans doute, qui, dans une sculpture de Marie-Christine Duval où sont représentées une chèvre et une petite idiote, a fait donner à l'animal la lueur d'intelligence dont est sevrée l'enfant ? Tout se tient dans cet ouvrage : résultat d'un don rare d'intuition qui se confond, ici, avec l'art même du roman.

L'ensemble étant ainsi lié, il importe peu que l'un des destins émerge — celui de Marie-Christine Duval, par exemple. Peut-être parce que, à la force de son tempérament, ne peuvent pas ne pas céder des êtres dont la personnalité est moins envahissante ? Cette femme, artiste, mi-paysanne, mi-citadine, célibataire, mais qui ne fut pas habituellement privée de satisfactions charnelles, aussi rude dans ses discours que tendre dans ses amitiés, nous la voyons affrontée à la mort — mort inattendue, mort redoutable des êtres au plein de leur force physique : un mal sournois, tard

diagnostiqué, juste assez sensible pour laisser à sa victime le temps d'un bref face à face avec le néant. C'est l'heure de ce *jugement avant-dernier* que les hommes ont quelquefois à porter sur eux-mêmes quand ils découvrent le vrai visage de leur vie. Alors que Marie-Christine, achoppée à son destin, n'essaie ni de fuir ni de se mentir, l'avocat Chalvet, le poète Nevé ont, dans une crise similaire, des attitudes dissemblables... Si les résonances de ce roman étaient chrétiennes on serait tenté d'y épingler quelques sentences de l'Ecclésiaste, celle-ci entre autres : « Allant vers le midi, tournant vers le nord, le vent se retourne encore et reprend les mêmes circuits. » Ou bien ce verset : « Tu ne sais pas ce qui réussira, ceci ou cela, ou si l'un et l'autre ne sont pas également bons. » Ce règlement de compte entre soi et soi, à la lumière un peu désabusée d'un déterminisme de fait, Odette de Mourgues en a dressé un procès-verbal rigoureux. Quelques échappées de lyrisme font, cependant, çà et là, frémir un style rationnel et logique... Pour un premier roman, cet ouvrage est déjà mieux qu'une promesse : une incontestable réussite.

Esteiros, 256 pages, 350 fr. (E.F.R.).

Traduit du portugais, ce roman dont l'auteur, Pereira Gomès, est mort en 1949, raconte la misère de l'enfance au travail (la misère des modernes petits frères de ces gosses qui, environ 1835 — d'après le rapport Guépin — pouvaient « au prix d'un labeur abrutissant augmenter de quelques liards la richesse de leur famille »). Le mot *esteiros* désigne d'étroits canaux s'ouvrant sur la rive du Tage au bord desquels des tuileries cuisent la glaise puisée dans le lit du fleuve, à marée basse. Des vergers grimpent vers l'intérieur, des vignes encloses, des jardins jalousement gardés. Non si efficacement, cependant, que les gamins qui ont faim ne puissent organiser des razzias, la nuit, pour manger ou pour revendre une part de leur butin. Entre la maraude et le travail saisonnier aux tuileries, il y a la ressource de la mendicité : « Du pain, pour Dieu! » Les journées de travail sont proprement le calvaire des Gaitinhas, des Gineto, des Maquineta, de tous ces enfants incrédules quand on leur parle d'un chien de race qui dédaigne les croûtes de pain

et jamais ne cherche des déchets de cuisine dans les poubelles. De ces garçons de dix ou douze ans, à la dernière page, Pereira Gomès écrit qu'ils « ressemblent à des hommes et n'ont jamais été des enfants ».

Divisé en quatre parties dont chacune couvre l'espace d'une saison, l'ouvrage donne l'impression d'une plénitude de souffrance que parviennent difficilement à entamer, ça et là, deux ou trois bonnes parties, telles une tournée à la Foire, un signe d'amitié, un arrêt devant une bouteille de vin, à la taverne... C'est d'un art suggestif avec assez de réalisme, dans le genre du cinéma italien, sans allusion politique[1] ni allure pamphlétaire — ce qui ne rend que plus atroce la peinture d'une société.

La poudre d'or, 256 pages, 450 fr. (Plon).

Voici un roman fait tout entier à partir d'un personnage, d'un seul, dont l'auteur, Nicole Dutreil, dit à la deuxième page : « Quand on l'avait croisée une fois, on ne l'oubliait plus. » Fiche d'identité du personnage : *Nom* : Maria Certe — *âge :* vingt ans — *profession* : secrétaire — *cheveux* : blonds — *taille* : un mètre soixante-quinze... Maria Certe vit dans une petite station balnéaire du Nord, Orbitelle; elle habite toute l'année la villa que sa famille utilisait autrefois pour la saison d'été. Elle se veut et, de fait, se trouve affranchie. On la dit, dans la ville, fille de joie. Mais si elle se donne avec aisance, elle ne fait justement nul commerce de son corps. Une éducation bien pensante a fini par la rejeter de l'autre côté — du côté des publicains et des gentils. Du côté des terroristes, même, puisqu'elle prend parti, avec une étrange passion, pour un certain Grynspan, juif polonais, âgé de dix-sept ans, qui a tenté d'abattre un secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris. Motif : « Venger mes coreligionnaires expulsés du Reich. » Des souvenirs d'enfance — un petit Israëlite conspué sur la plage par ses camarades de jeu — un liaison avec un soldat juif ont sensiblisé

1. Dans une préface, A. Wurmser situe politiquement l'ouvrage : il en fait du coup un projectile destiné, d'après lui, indistinctement, à la ploutocratie américaine et à l'obscurantisme romain... Ce qui n'enlève ni n'ajoute rien au livre de Pereira Gomes.

Maria aux problèmes du racisme. De la destinée de Grynspan, dépend, tout à coup, sa destinée à elle : Grynspan devient la projection lointaine, obsessionnelle, du refus que Maria oppose à la vie facile, à une certaine forme du bonheur.

La guerre venue, et l'occupation, Maria Certe, hantée toujours par Grynspan (a-t-il été fusillé ? s'est-il évadé ?) abat sans émotion un soldat allemand. « C'était peut-être mal et stupide, une grande imbécillité. Mais ça m'a été, ça m'est, ça me sera toujours égal. » Sans émotion et sans conséquences pour elle. Cet acte ne provoque pas le défoulement qu'elle aurait pu attendre. L'obsession persiste. Elle est souveraine encore à l'avant-dernière page du roman, alors que Maria Certe danse avec un soldat juif d'origine polonaise. « Grynspan, Grynspan, c'est fou ce que je lui dois! » Dernière phrase que l'auteur met dans la bouche de son héroïne... L'ouvrage est bon. Il s'agissait de rendre palpable l'inconscient. Nicole Dutreil y est parvenue, à l'aide de minuscules détails, recréant une atmosphère toute proche de la réalité quotidienne, modelant un portrait inoubliable.

MAURICE CHAVARDÈS.

THÉATRE

« Le théâtre d'Eugène Ionesco est assurément le plus étrange et le plus spontané que nous ait révélé notre après-guerre » : ainsi parle M. Jacques Lemarchand dans sa Préface au tome I du *Théâtre* de M. Eugène Ionesco, qui contient : *La Cantatrice chauve,* « anti-pièce », *La Leçon,* « drame comique », *Jacques ou la soumission,* « comédie naturaliste », *Les Chaises,* « farce tragique », *Victimes du devoir,* « pseudo-drame » et *Amédée ou Comment s'en débarrasser* « comédie en trois actes »[1].

M. Ionesco a créé une cocasserie essentiellement dramatique : elle n'est pas seulement dans les mots, mais dans les

1. 1 vol., 326 pp., Paris, Gallimard, 720 fr.

gestes, dans les attitudes, dans les situations concrètes, c'est-à-dire spatialisées, ce qui se trouve, par exemple, au cirque; mais, ce qui n'est plus la leçon du cirque, et ce qui la rend essentiellement dramatique, cette cocasserie exprime une vision tragique du monde et découvre une dimension métaphysique. Bien sûr, l'auteur n'intervient jamais pour formuler, même rapidement, ce qui serait sa métaphysique; ce dernier mot qualifierait plutôt un écho, ce que l'on perçoit au moment où le rire résonne.

Partout où la cocasserie recouvre le tragique qui l'anime, la pièce atteint une espèce de perfection : le spectateur rit, et son rire signifie qu'il a compris sans réfléchir, même si, quand il réfléchit, il cesse de comprendre. Il peut faire l'expérience au Théâtre de Babylone, qui donne *Victimes du devoir*. Mais l'expérience lui montrera aussi ce qui arrive lorsque le tragique recouvre la cocasserie : un symbolisme très volontairement et même astucieusement délirant déchaîne « Sire le mot », comme disait Baty, et la littérature obscurcit le drame tout en l'inondant d'idées claires. Par exemple, dans *Victimes du devoir*, nous savons très clairement qu'il s'agit des rapports qui unissent et désunissent le compte humain ou le père et le fils, du mystère de la communication ou de la non-communication des êtres; nous voyons très clairement que nous sommes en présence de personnages sans identité personnelle et sans devenir historique : et cependant, nous ne sommes pas sûrs de les suivre pas à pas dans cette espèce de descente aux enfers qui occupe le centre de la pièce.

Le jeu est trop essentiel à ce théâtre pour qu'il soit permis au livre d'en donner une idée. La lecture ne peut faire sentir la densité comique de *La Cantatrice chauve* ni peut-être l'humour cruel de *La leçon*. Peut-être, inversement, l'esprit onirique de certaines tirades révèle-t-il plus aisément sa poésie au lecteur qu'au spectateur. Sur la scène comme dans le livre, la difficulté tient au fait que les personnages ne sont jamais des vivants. Ou bien, ils sont plongés dans une vie quotidienne tellement quotidienne qu'elle n'est plus vie : le banal prend ici une forme si achevée qu'il apparaît comme l'épanouissement majestueux et grotesque du néant. Ou bien, les personnages glissent dans un monde où le vide détruit la vie : comme on le sait, le vide a horreur de la

nature : là les morts s'allongent démesurément, les choses perdent leurs contours, les âmes perdent leur substance; c'est l'univers du cancer qui « néantise » tantôt par prolifération, tantôt par épuisement. Ainsi le drame oscille entre le néant qui se prend pour l'être et l'être qui se cherche dans son néant, entre un vide existentiel et un vide ontologique : le drame est cette oscillation même : ne risque-t-il pas d'être aussi celui de cette tentative dramatique qu'est le théâtre d'Eugène Ionesco ? Ses dons d'observation ne devraient-ils pas le rapprocher de ce monde concret où nous vivons sans être jamais de purs automates et où l'amour, la fidélité, le métier, le travail, nous donnent une consistance historique, pour ne pas dire plus ?

Victimes du devoir est un exercice de spéléologue dans les cavernes de l'âme; *L'Exception et la règle* de Bertholt Brecht est un conte moral sur le thème du maître et de l'esclave : les deux pièces, unies sur l'affiche du Théâtre de Babylone, illustrent le drame de la non-communication des consciences. Car, ce qui est intéressant dans l'acte de Brecht, ce n'est pas la leçon de morale « progressiste », mais l'exploitation dramatique d'une idée juste : nous ne sommes pas en rapport avec l'autre, mais avec une image que nous nous faisons de l'autre, plus précisément : avec une image que notre raison construit logiquement de l'autre. Maître et esclave sont dans le désert, presque au terme d'un voyage épuisant; le maître raisonne logiquement : l'esclave a toutes les raisons de le haïr; il est rigoureusement raisonnable que le maître le supprime. Si, une nuit, l'esclave s'avance lentement près du maître, n'est-ce point pour lui prendre sa dernière ration d'eau ? La vraisemblance arme la main du maître : la vérité était que l'esclave venait offrir l'eau de sa gourde. De même, devant le tribunal, la vraisemblance est plus forte que la vérité : malgré les faits, le juge déduit l'état de légitime défense et sa conclusion acquitte le marchand. Il n'est nullement prouvé que ce rationalisme abusif soit propre à l'homme des sociétés capitalistes : la pièce est même valable dans la mesure où elle dépasse la polémique politique.

La compagnie Grenier-Hussenot est au service d'un théâtre radicalement différent de celui que le Théâtre de Babylone essaie de faire connaître. Aucune troupe parisienne ne pour-

rait sans doute rivaliser avec elle dans Courteline ni représenter comme elle le mélodrame du XIXe siècle avec cette pointe discrète de parodie requise à l'époque où les civils ne portent plus la cape et où les militaires ne portent plus l'épée. Après la charmante comédie, *Amouk*, le Théâtre Fontaine présente *Responsabilité limitée* de M. Robert Hossein, mélange de drame policier, de comédie de mœurs et de vaudeville militaire (si l'on peut dire, car il s'agit de marins de la marine de commerce)... C'est du travail bien fait, très bien fait : travail de l'auteur, travail des acteurs— Mme Lila Kedrova en tête —, travail du metteur en scène, J.-P. Grenier, qui évoque avec art un petit hôtel, dans un port, quai des Brumes, avec la clientèle que l'on devine... Mais il n'y aurait vraiment rien d'autre à dire de la pièce si un thème inattendu ne donnait pas à l'aventure un caractère raciste : Robbie tue le garçon qui tourne autour de sa sœur parce qu'il est juif et les variétés de l'antisémitisme se trouvent finement notées dans les réactions des divers personnages. En général, le théâtre trouve ses antisémites dans l'aristocratie ou la bourgeoisie : M. Robert Hossein les a pris dans un milieu populaire et même un peu au-dessous.

Cet auteur doit se méfier des effets trop faciles, des types tout faits, du clair de lune et des orgues de Barbarie. Mais qu'il continue dans le sens de l'excellente scène où le criminel arrive à se persuader qu'il était en état de légitime défense et il justifiera la confiance que lui témoigne aujourd'hui une des meilleures compagnies.

Pourquoi l'excellente troupe Grenier-Hussenot ne se trouverait-elle pas un jour vers Molière? Le Molière des demi-farces, naturellement, et pas celui des *Amants magnifiques*. Il faut laisser aux Comédiens de la République le soin de présenter les spectacles destinés au grand Roi. Cette comédie-ballet, on le sait, est un divertissement commandé par le Roi qui fut même, en 1670, un des danseurs : mais, précise l'avant-propos, celui-ci le voulut « composé de tous les divertisements que le théâtre peut fournir ». L'intrigue n'est qu'une trame sans drame; une aventure romanesque offre un cadre de style joliment précieux à une pastorale et à des intermèdes : Lulli a un rôle aussi important que Molière. M. René Bray dans son récent *Molière* (*Mercure de France*,

1954) a très finement écrit de « la comédie de cour » : « C'est un spectacle complexe. Il s'adresse aux yeux autant qu'à l'esprit. Nous avons dit la même chose de la farce; mais le spectacle dans la comédie de cour a une fonction esthétique et non comique. Il cherche à émerveiller. La merveille est l'âme du décor, du costume, de la machinerie, de la figuration et des évolutions du ballet. Les personnages eux-mêmes contribuent à la merveille, soit par leur haut rang, soit par leur beauté... » (p. 323).

Cette merveille émerveillera tous ceux qui verront le spectacle que M. Jean Meyer a composé avec la collaboration de Mme Suzanne Lalique pour les décors et les costumes. A la réflexion, on se demande même s'il n'y a pas « excès d'honneur » pour le « divertissement royal » : mais faut-il réfléchir si l'on est vraiment content ? Quelques critiques de détail — longueurs dans les ballets, une erreur d'éclairage, une légère tendance à « en remettre » chez M. Hirsch — nous rappellent simplement que la perfection n'est pas de ce monde, ce qui est une façon de reconnaître que la qualité de l'ensemble s'en approche. Et puis, n'oublions pas que Molière est là : non seulement il trouve le moyen — dans un divertissement aujourd'hui supprimé — de glisser un salut à la marine nationale qui est un avertissement aux Hollandais, mais il nous apprend, une fois de plus, que les formes les plus conventionnelles n'excluent pas la vérité : quelques traits suffisent pour faire entrevoir l'amour et la jalousie sous la fable galante; il y a même une satire de l'astrologie et des « sciences curieuses » aussi pénétrante que celle de la pseudo-médecine dans ses comédies.

Les Amants magnifiques est, à sa façon, une « école des mères » : il est agréable de trouver sur la même affiche *L'École des maris*. C'est une œuvre historiquement importante : ce n'est pas encore « la grande comédie » telle que l'*École des femmes* l'imposera, mais, selon la juste formule de René Bray, elle en est « le prélude ». Il était nécessaire de reprendre ces trois petits actes dans la Maison de Molière : la fraîcheur du style et la modernité de son bon sens n'ont rien perdu de leur attrait. La somptuosité des *Amants magnifiques*, le talent, la beauté, la verve de leurs interprètes ne doivent pas faire oublier le plaisir que donne la première partie de la soirée.

Comme il est dommage qu'une formule galvaudée nous empêche de la dire « bien française », cette soirée! De même que l'on voudrait dire « bien parisienne » celle de la comédie des Champs-Élysées, quoi que la seconde partie soit une pièce d'Oscar Wilde. C'est même la principale critique que l'on pourrait faire à ce charmant spectacle : comment a-t-on réussi à présenter de manière si peu anglaise une œuvre aussi essentiellement anglaise que *The importance of being Earnest?* Mais il s'agit d'une traduction revue, raccourcie et adaptée par M. Jean Anouilh pour accompagner sur l'affiche une autre pièce du même auteur : *Cécile ou l'École des pères.*

C'est là, à notre sens, du meilleur Anouilh. Peut-être semblera-t-il scandaleux de préférer à la virtuosité dramatique et au faux tragique de *L'Alouette* la simplicité et l'esprit de ce divertissement : le rose convient mieux à l'humeur noire de M. Anouilh. Un thème moliéresque traité dans le style de Marivaux avec cette pointe de cruauté qui révèle l'auteur, et voilà une très jolie comédie musicale qui n'a nul besoin de musique. Tout est bien qui finit bien, telle est la loi du genre : mais la tendre fiancée réfléchit et avant que le rideau se tombe glisse dans l'oreille de l'heureux élu de son cœur : « J'ai dans l'idée que je vous ferai souffrir » : c'est la signature de l'auteur. Schopenhauer eût été ravi.

Le Théâtre en rond de M. André Villiers donne la pièce d'Oscar Wilde sous le titre : *L'important, c'est d'être fidèle* : cette jeune troupe n'a pas Mme Rosay, mais elle joue un texte plus proche de l'original, plus grinçant, plus difficile à « faire passer la rampe » : aussi le Théâtre en rond n'a-t-il pas de rampe. Ce n'est donc pas tout à fait la même pièce que nous retrouvons avenue Montaigne, sur une scène « à l'italienne », avec de beaux décors de Leonor-Fini, sous le titre : *Il est important d'être aimé* : ici, les personnages ont plus d'esprit que d'humour, ils sont plutôt des étourdis que des automates, c'est une spontanéité sans réflexions qui les rend drôles plutôt que la raideur d'automatismes substitués à la vie.

HENRI GOUHIER.

CINÉMA

Un aboutissement de l' « école française de l'adaptation française » :

« Le Rouge et le Noir »

Le goût d'adapter à l'écran les œuvres littéraires est presque aussi ancien que le cinéma. Il n'y a dans le principe de l'adaptation rien de scandaleux : tous les arts se sont nourris d'inspirations qui leur venaient d'autres arts depuis la sculpture gothique copiant les miniatures byzantines jusqu'à la peinture qui, pendant des siècles (sauf pendant le nôtre) emprunta elle aussi ses sujets à la littérature. Le plus inquiétant sans doute n'est pas le principe de l'adaptation, mais l'exigence d'un certain public — celui des lettrés — qui réclame à grands cris que ces adaptations soient « fidèles ». Reprochons-nous à Corneille dans *Le Cid*, de n'avoir pas copié avec exactitude son « modèle » ? Le problème était d'ailleurs posé au XVIIe siècle et Racine, comme Corneille, s'expliquent — et parfois s'excusent des « libertés » qu'ils ont dû prendre avec les anciens. L'antiquité jouait alors à l'égard d'un théâtre encore jeune (quelque cent ans) un rôle analogue à celui de la littérature à l'égard du cinéma d'aujourd'hui (plus jeune encore puisqu'il n'a que cinquante ans). Les reproches faits aux auteurs classiques sur les « libertés » qu'ils prenaient nous semblent puérils ou pédants parce que nous estimons pour lui-même le théâtre classique. Il n'en va pas de même quand un film est l'adaptation d'un roman célèbre : la dignité de l'œuvre écrite nous paraît si incommensurable avec celle du film que toute liberté prise dans l'adaptation est qualifiée de trahison. Les lettrés exigent du film qu'il soit à la fois d'une fidélité textuelle et littérale et qu'il ne trahisse pas

l'esprit de l'auteur. Ils ignorent sans doute que ces deux exigences sont contradictoires. Il s'agit de savoir si l'on veut que les adaptateurs soient des Viollet le Duc procédant à des reconstitutions tatillonnes (mais toujours fausses) ou des créateurs qui s'inspirent librement d'un « modèle ».

Le problème posé par la multiplication des adaptations littéraires au cinéma n'est pourtant pas résolu par cette affirmation de principe. S'il est légitime que les créateurs s'inspirent d'œuvres préexistantes il serait dangereux que toute la production cinématographique se limite à des adaptations. C'est — presque — le cas de la production française, si l'on néglige les « films de consommation courante » pour ne retenir que les œuvres de quelque ambition. Si l'on fait la liste des plus importants films produits en France depuis dix ans on constate que neuf sur dix sont des adaptations. Certaines — comme *Le journal d'un curé de campagne* — sont d'excellents exemples du travail créateur d'un véritable auteur de film et de l'alchimie d'une adaptation qui devient transmutation. D'autres, comme *La Chartreuse de Parme,* adaptée par Christian Jaque sont des catastrophes. Le nombre des catastrophes serait sans doute moins grand si le goût des réalisateurs déterminait seul le choix entre un scénario original et l'adaptation d'une œuvre célèbre. Malheureusement intervient ici aussi une raison commerciale. Les producteurs qui réunissent de très gros budgets pour mettre en chantier des films chers cherchent, on le sait, à mettre toutes les chances de leur côté et à éviter de courir des risques financiers. Ainsi s'explique l'appel obligé aux grandes vedettes qui passent pour attirer le grand public. Ainsi s'explique aussi la préférence des producteurs pour les adaptations : le nom de Stendhal, de Balzac, de Colette est à leurs yeux une sorte de garantie. Au lieu de juger par eux-mêmes la qualité d'un scénario original, ils s'en remettent à la célébrité. Au lieu de courir les risques artistiques d'une création originale ils contractent une sorte d'assurance auprès de la littérature gagnée sur le succès du livre. Le livre qui a obtenu le plus fort tirage étant — chacun le sait — la Bible, le grand nombre des films bibliques aux États-Unis n'a pas d'autre origine. En France la Bible est remplacée par le patrimoine littéraire. La méthode est même appliquée dans la série des films qui fonde leur succès sur la

galanterie et dont le ménage Christian-Jaque-Martine Carol s'est fait une spécialité : après la petite histoire érotique qui nous valut *Caroline*, *Lucrèce Borgia* et *Mme du Barry*, on annonce *Nana* réalisé par la même équipe...

Parmi les champions de l'adaptation des œuvres littéraires à l'écran la première place revient certainement au réalisateur Claude Autant-Lara. Depuis 1942 tous les films qu'il a réalisés — à une exception près — sont des adaptations et tous sont des œuvres de qualité. (Les nombreux films qu'il avait réalisés auparavant ne comptent guère dans son œuvre). Son inspiration est éclectique et va de Gyp (*Le mariage de Chiffon*, 1942) à Stendhal (*Le rouge et le Noir*, 1954) en passant par M. Davet (*Douce*, 1943), Radiguet (*Le diable au corps*, 1946), P. Vialar (*Le bon Dieu sans confession*, 1952) et Colette (*Le blé en herbe*, 1954). Il ne se limite pas au roman et adapte en 1945 une amusante pièce du Boulevard, *Sylvie et le fantôme* d'Alfred Adam et en 1949, avec ironie, un vaudeville de Feydeau, *Occupe-toi d'Amélie*.

Il serait injuste d'attribuer au seul Claude Autant-Lara la paternité de cette « école française de l'adaptation littéraire ». Jean Aurenche et Pierre Bost qui ont mis au point depuis une dizaine d'années un style de l'adaptation et sont devenus les spécialistes incontestés du scénario et du dialogue de film établis par un jeu de subtiles équivalences, à partir d'une œuvre écrite. Leur influence dépasse largement le seul cas d'Autant-Lara puisqu'ils ont aussi adapté pour J. Delannoy, *La symphonie pastorale* de Gide (1946), *Les jeux sont faits*, de J.-P. Sartre et *Dieu a besoin des hommes*, de Queffélec (1950) et établi également l'adaptation et le dialogue de presque tous les films de René Clément depuis dix ans (*Au delà des grilles* était sans doute un cas particulier puisque Aurenche et Bost ont adapté non un roman, mais un scénario original de C. Zavattini) : le *Château de Verre* (1950) a été tiré par Bost d'un roman de Vicki Baum, *Jeux interdits* (1951) par Aurenche et Bost, d'un roman de F. Boyer.

Le palmarès d'Aurenche et Bost n'est pas encore complet si l'on se limite aux quinze films que nous avons cités, mais ces quinze films comptent parmi ceux qui ont donné son visage au cinéma français de cet après-guerre. Et les trois

noms de Claude Autant-Lara, Jean Delannoy et René Clément, sont parmi les plus connus de la génération actuelle des meilleurs réalisateurs français.

Si l'on compare la production française de ces dix dernières années à la production italienne, l'importance de cette mode des adaptations prend tout son sens. Le cinéma italien est un cinéma de scénaristes. Cesare Zavattini est leur chef de file, les plus grands films de Vittorio de Sica ont été écrits par lui, mais sa présence ne doit pas faire oublier celle d'une dizaine d'autres, travaillant souvent en collaboration. (Il est à remarquer que les génériques de films néo-réalistes comprennent presque toujours une liste de noms de scénaristes comme si une œuvre fidèle à tous les aspects de la réalité devait faire appel à une expérience collective plutôt qu'individuelle). L'importance prise par les scénaristes en Italie et par les adaptateurs en France suffirait à expliquer les différences fondamentales qui séparent les deux productions française et italienne : actualité des problèmes posés en Italie, caractère désuet ou rétrospectif des sujets traités en France, jaillissement de vie et création d'un style en Italie, virtuosité de l'intelligence analytique et rigueur artistique un peu froide en France.

Tous les films adaptés par Aurenche et Bost ont en effet une parenté. Mais, selon le réalisateur, ils prennent une coloration différente : le cas limite de la froideur est sans doute pour Delannoy, le cas limite de la rigueur pour René Clément. Le cas de Claude Autant-Lara est plus complexe, son talent plus souple et plus multiple. De tous les films que nous avons cités *Le Rouge et le Noir* était sans doute celui où l'adaptation posait la gageure la plus difficile. C'est celui qui est situé le plus loin dans le temps. Les costumes et les mœurs de 1830 se situent pour nous dans le cadre de l'Histoire révolue. Les autres films avaient pour cadre une époque désuète, mais toute proche : années fin de siècle ou années 1900 (à l'exception du *Bon Dieu sans confession* beaucoup plus près de nous puisqu'il se déroule pendant la dernière guerre). Pour Stendhal *Le Rouge et le Noir* était un roman contemporain, la chronique de l'année où il écrivait. Pour Autant-Lara, les questions posées par Stendhal sont toujours actuelles : son film n'a rien d'historique. Il a souvent avoué — et notamment à propos du *Diable au corps* — que

pour dénoncer l'hypocrisie (c'est le thème majeur de son œuvre) il devait avoir lui-même recours à l'hypocrisie qui consiste à parler d'aujourd'hui à travers des histoires d'hier. Qu'on ne s'y trompe pas : *Le Rouge et le Noir* n'est pas seulement une résurrection littéraire ou historique. Les auteurs ont voulu conserver à Stendhal son mordant, toute son actualité. Si ce film n'est pas « impie » (l'irréligion de Julien Sorel est suggérée dans le film alors qu'elle était affirmée dans le livre) il n'en reste pas moins « anticlérical » et « antimoral ». A travers Stendhal Claude Autant-Lara et ses adaptateurs peuvent proclamer leur opinion souvent affirmée sur l'hypocrisie du cléricalisme et du moralisme. Le recours à l'adaptation se présente sous ce jour comme un merveilleux alibi pour échapper aux censeurs.

Une deuxième gageure se posait à eux : réduire aux dimensions d'un spectacle cinématographique ce roman foisonnant d'épisodes et de personnages qui s'étend sur près de cinq cents pages. L'équivalent cinématographique fidèle durerait dix heures. Les auteurs étaient prêts sans doute à réaliser cette œuvre immense plutôt que de tenter un *digest* de Stendhal. Le film qu'ils ont achevé durait quatre heures. Même en admettant que *Le Rouge et le Noir* dure deux fois plus longtemps que les films ordinaires (soit trois heures) les producteurs ont exigé que Claude Autant-Lara coupât une heure de son film. Ces coupures considérables déséquilibrent certainement l'adaptation établie : certains « trous » sautent aux yeux. On oublie complètement Mme de Rênal pendant tout le séjour à Paris de Julien Sorel et on s'étonne ensuite de la voir reparaître pour le dénouement. Les scènes de la prison à la fin sont également déséquilibrées et certains détails restent obscurs. On sait que l'ellipse et les raccourcis abrupts sont bien dans la manière de Stendhal. Encore faut-il qu'ils soient concertés. Quand ils ne le sont pas, dans le film, la responsabilité n'en incombe pas toujours aux auteurs.

La difficulté majeure, pour adapter Stendhal à l'écran, réside certainement dans la liaison apparemment indissoluble qui existe entre son style, son écriture et la démarche, le sens du récit. Ici Aurenche et Bost pouvaient mettre à l'épreuve la méthode d'adaptation dont ils sont les spécialistes. Elle est fondée essentiellement sur les équivalences. Le film n'est pas la transposition terme à terme du roman. Il est indis-

pensable, par exemple, de supprimer des personnages : ici, par exemple, l'amie de Mme de Rênal dans la première partie et un grand nombre de personnages qui gravitent autour de l'Hôtel de la Mole pendant le séjour de Julien à Paris. Il est indispensable aussi de supprimer de nombreux épisodes. Inversement tout n'est pas écrit ou plutôt décrit dans les pages du livre que l'on veut faire passer à l'écran. Surtout dans le cas de Stendhal qui n'est guère amateur de descriptions exhaustives. Pourtant certains traits des personnages supprimés, certaines phrases prononcées par eux sont indispensables à l'économie de l'ensemble. Tout l'art de l'adaptation, selon Aurenche et Bost, consiste à transposer ces traits ou ces phrases, éventuellement même certains éléments dramatiques, dans les scènes que l'on conserve. De la même manière pour suppléer aux ellipses ou à la concision des descriptions stendhaliennes les adaptateurs s'interdiront d'ajouter à leur modèle : ils prendront ailleurs le détail qui leur est nécessaire. Au besoin il faudra pour remplacer tout un épisode omis dans le film, lui découvrir une équivalence. Un geste, une réplique remplaceront une promenade de Julien avec Mme de Rênal. Mais cette réplique — ou ce geste — se voudraient stendhaliens et dans le travail minutieux d'Aurenche et Bost on découvrira toujours une référence au livre pour justifier ces équivalences.

On comprend alors le désarroi des fervents stendhaliens qui ne sont pas gênés seulement par ce qui manque au film, mais par ce qu'ils croient avoir été ajouté. Pour le spectateur qui connaît le livre par cœur chaque scène est une sorte de jeu de cache-cache avec Stendhal.

Comme nous l'avons précisé au début, ce n'est pas de ce point de vue (celui de l'exactitude littérale) qu'il faut se placer pour juger le film. Le mérite d'Aurenche et Bost ne se borne pas à mettre en fiches une œuvre littéraire et à se servir de leurs fiches comme d'un jeu de cartes pour jouer une nouvelle partie. L'ensemble du film parvient incontestablement à conserver un ton stendhalien. Plus largement encore — et c'est le point important — le film *Le Rouge et le Noir* est une œuvre qui, par elle-même, a un équilibre et une densité. Le spectateur non prévenu qui verra le film sans avoir lu le roman ne peut manquer de lui trouver une valeur différente de celle des films de série.

Cette réussite n'est pas due au seul travail des adaptateurs. On sait que Claude Autant-Lara fut décorateur de film avant de devenir réalisateur. Il s'en est souvenu et le traitement même du décor met en pratique le même art des équivalences que l'écriture du découpage. Au refus de la description détaillée des lieux chez Stendhal correspond ici un schématisme très hardi dans le traitement des décors d'extérieur, la façade du café de Besançon, celle de l'Hôtel de la Mole à Paris, sont suggérées plus que détaillées par des décors blancs fort éloignés du faux réalisme historique. De même l'emploi de la couleur, auquel Autant-Lara ne s'était jamais essayé, est nettement maîtrisé. Le sens du titre du roman qui paraît parfois mystérieux au lecteur devient, dans le film, éclatant : quand Julien toujours en habit noir revêt un uniforme d'officier, les deux carrières qui le font rêver sont symbolisées par l'image même (Claude Autant-Lara, pour que le symbole soit plus clair, va jusqu'à habiller en rouge la garde d'honneur commandée par M. de Rênal alors que Stendhal précise bien que ces uniformes étaient bleus : voilà encore une équivalence).

Le choix des interprètes et leur direction par le réalisateur en font d'excellentes incarnations de personnages stendhaliens. Sans doute ici les réactions personnelles sont-elles toujours différentes : chacun se fait des héros de roman une image qui lui est propre. L'interprétation, plus encore que l'adaptation, est le point où s'attache le plus facilement la critique du lecteur devenu spectateur. Disons seulement que Gérard Philipe et Danielle Darrieux sont conformes à la vérité intérieure de Julien Sorel et de Mme de Rênal. Sans doute le Julien de Stendhal était-il plus jeune que Gérard Philipe et certaines de ses maladresses sont-elles moins vraisemblables chez cet homme fait et plein d'autorité. Mais Gérard Philipe reste margré tout une incarnation de la jeunesse et il sait dans un rôle aussi écrasant, conserver le naturel et la désinvolture qui conviennent. On pouvait craindre que Danielle Darrieux ne soit trop parisienne et trop coquette pour incarner Mme de Rênal, provinciale, tendre et sans expérience du monde. Elle apporte à nouveau ici la preuve de son grand talent de comédienne et compose un personnage entièrement vraisemblable. Le troisième personnage important qui domine *Le Rouge et le Noir,* Mathilde

de la Mole me semble, au contraire, bien peu convaincant sous les traits d'une fort belle actrice italienne, Antonella Lualdi. Cette Mathilde à l'esprit cinglant, orgueilleuse et dure, belle et inquiétante, devient ici une jolie fille au visage un peu niais, prêt aux clins d'œil de la plus naïve séduction. Son bel « amour de tête » pour Julien Sorel est réduit, du fait de l'interprétation, au caprice d'une jeune coquette écervelée. Est-ce la raison pour laquelle les auteurs l'ont fait disparaître des dernières scènes, celles de la prison ? La fin du film, réduite au seul dialogue de Julien et de Mme de Rênal, n'est pas littéralement moins fidèle que les autres séquences. C'est pourtant le passage qui sonne le moins juste. Le lyrisme amoureux n'est pas équilibré ici par la sèche rigueur de l'action dramatique qui soutient toute l'œuvre et lui donne son ton.

Le film *Le Rouge et le Noir* est comme l'aboutissement de cette « école française de l'adaptation » qui a si profondément marqué notre cinéma depuis une dizaine d'années. Son équilibre interne en font une œuvre originale qu'il faut apprécier pour elle-même et qui dépasse largement la simple illustration d'une œuvre célèbre. Le jeu des acteurs, l'emploi de la couleur, le traitement des décors, le rythme des scènes, autant d'éléments parfaitement accordés aux intentions du scénario. Car malgré la minutie de l'adaptation, c'est bien d'un scénario qu'il faut parler, d'un sujet repensé et recréé. A travers cette recréation c'est pourtant la vision stendhalienne des hommes et du monde qui est présentée au public d'aujourd'hui. Cette vision est aussi opposée qu'il est possible à la vision chrétienne. Notre objet n'étant pas ici de discuter Stendhal : il nous semble que tout spectateur cultivé s'est déjà fait une opinion à son sujet. Disons seulement que le film, comme le livre, pose le problème d'une œuvre artistiquement valable qui illustre une négation consciente de la religion et de la morale.

J.-L. TALLENAY.

Document

INFORMATION SUR L'U.R.S.S.

Il y a deux ans l'Institut international de la Presse à Zurich publiait une étude : *L'information sur l'U.R.S.S.*, à laquelle avaient collaboré journalistes et experts de onze pays.

En une cinquantaine de pages documentées à souhait, l'Institut démontrait que l'information sur l'U.R.S.S. exigeait une technique très particulière. Les quelques correspondants étrangers accrédités à Moscou sont loin de bénéficier des avantages indispensables à l'exercice de leur métier. De plus la copie qu'ils envoient est soumise à une censure qui ne laisse pas toujours filtrer les nouvelles intéressantes. Reste alors la possibilité de suivre par la radio, par les journaux et publications l'évolution des questions, les thèmes que développe le régime et de recueillir les renseignements fragmentaires qu'on veut bien livrer. Cette méthode — l'une des seules qui soit régulièrement applicable — permet à la longue d'avoir une image partielle de la société soviétique et de ses problèmes.

Et pourtant les nouvelles qui courent sur le compte de l'Union Soviétique ne manquent pas. Mais dans la plupart des cas, les conditions faites à l'information empêchent d'en apprécier le sérieux. Sur le terrain mouvant où s'affrontent les propagandes, la vérité demeure souvent insaisissable.

Cette situation n'est pas particulière à l'information

de presse. L'édition, elle aussi, est envahie par la littérature consacrée aux questions soviétiques. Chaque semaine, ou presque, on nous annonce la parution d'un nouvel ouvrage. Que reste-t-il de toute cette floraison? Qu'est-ce qui demeure en fin de compte pour le lecteur désireux de se documenter sérieusement? Parmi les livres récents, nous avons fait un tri, éliminant d'emblée ceux qui s'intéressaient à la seule œuvre de propagande, ou ceux, plus nombreux encore qui ne s'appuient pas sur une information au contenu réel.

Cette présentation n'a aucun caractère exhaustif. Des ouvrages qui trouveraient normalement place dans une bibliographie complète ne figurent pas dans notre recension. On voudra bien nous en excuser, en considérant ce travail comme un premier choix,

Publications spécialisées.

Les Anglais éditent une revue trimestrielle de tenue remarquable : *Soviet Studies,* indispensable à qui veut étudier ces questions. Nous n'avons rien de tel en France. Les quelques essais tentés ont échoué faute d'avoir trouvé un public suffisamment nombreux. Cependant les services de documentation de la présidence du Conseil publient un bulletin *U.R.S.S.,* qui présente les événements du mois tels qu'on peut les connaître par la presse. Cette publication n'a certes pas la portée des critiques et des études des *Soviet Studies,* elle fournit néanmoins une matière première assez sûre, elle offre de plus l'intérêt de signaler les diverses études de la *Documentation française* consacrées à l'U.R.S.S., études qui sont généralement un instrument de travail de premier ordre.

Est-il besoin de rappeler par ailleurs, l'excellente revue spécialisée dans la question religieuse : *Russie et Chrétienté,* devenue depuis peu *Istina,* sous une forme élar-

gie dont le champ s'étend également à tout le domaine œcuménique.

Les hommes.

La biographie d'un grand homme s'appuie généralement sur des éléments incontestés. Les interprétations diffèrent, car tous les biographes n'apprécient pas son rôle de la même manière. Du moins s'accordent-ils pour retracer sa vie telle qu'elle s'est passée. Ici, il n'en est pas de même. Les documents de base ont subi de telles retouches au fur et à mesure des « fluctuations de l'histoire » qu'il est parfois très difficile de retrouver des faits pourtant élémentaires.

Sur *Lénine* deux ouvrages assez récents donnent l'essentiel, celui de Gérard Walter (Julliard, éd.) est abondant, commode pour qui cherche à retracer la vie du personnage. Cherche-t-on un portrait moins fouillé dans le détail, mais assurément mieux campé? On aura recours au volume que D. Shub vient de publier (Gallimard). Shub sait fort bien décrire au moment où ils éclatent, les conflits qui domineront toute l'évolution de la social-démocratie russe et du bolchevisme. On pourra compléter cette étude par celle des souvenirs d'un ex-communiste français, Alfred Rosmer. Conquis par Lénine (et Trotsky), Rosmer fut écœuré par le stalinisme. Son *Moscou sous Lénine* est, en tout cas, un tableau fort utile pour la compréhension des années 1917-1924.

Sur *Staline* il y avait naguère l'ouvrage passionnant, mais aussi très passionné, de Boris Souvarine. L'auteur avait été mêlé de trop près aux événements pour faire sereinement œuvre d'histoire[1]. Mais peut-on écrire déjà

1. Discutable à certains égards, l'œuvre de Souvarine reste néanmoins fondamentale pour qui veut comprendre l'évolution du bolchevisme, son gros livre fourmille de citations singulièrement éclairantes; il est malheureusement introuvable dans le commerce. D'un

l'histoire de Staline ? Pourra-t-on même jamais le faire ? Il reste tant de points obscurs. A-t-on jamais su, par exemple, pour quelles raisons exactes le futur Staline avait quitté le séminaire ? Ce n'est là qu'un exemple, non le plus important parmi beaucoup d'autres. A la vérité, une seule des biographies actuelles de Staline paraît digne d'intérêt : c'est celle d'Isaac Deutscher (Gallimard), Deutscher donne de son personnage une interprétation intelligente. I. Deutscher, ancien communiste, est demeuré marxiste, cela lui donne des clés pour la compréhension du sujet. En outre, des biographes contemporains, il est le seul à faire clairement la part des faits — quand on les connaît — et de l'interprétation.

C'est encore à Deutscher qu'il faut faire appel pour étudier l'un des plus grands hommes de la révolution bolchevique : Trotsky.

Il vient de publier en Angleterre, le premier tome d'un ouvrage consacré à celui qu'il appelle le « prophète armé ». On veut espérer que le livre sera bientôt accessible au public français. En attendant on signalera un volume absolument passionnant, un document à l'usage des historiens. Il s'agit de l'autobiographie, *Ma vie,* que Gallimard vient de rééditer. A bien des égards, Trotsky apparaît dans cet ouvrage comme le plus grand, avec Lénine, des révolutionnaires bolcheviques. Avec lui, le bolchevisme aurait sans doute pris une tout autre allure. Penseur, il l'était plus que Staline, organisateur, il l'était au moins autant. A quoi tient son échec ? Fut-il moins habile que son adversaire dans la cuisine politique ? Son échec correspond-il au contraire à un changement beaucoup plus profond ? En d'autres termes le trotskysme était-il devenu impraticable pour une révolution installée, soucieuse de soli-

point de vue un peu différent le *Staline* de Trotsky (Grasset) devra, lui aussi, être consulté. C'est naturellement au premier chef une œuvre polémique, mais écrite par quel polémiste !

dité plus que d'extension ? Nul ne peut dire ce qu'aurait été l'U.R.S.S. avec Trotsky. On ne peut, non plus, affirmer, comme certains le croient ferme, qu'une Russie trotskyste aurait posé moins de problèmes que le stalinisme, au reste du monde. Le contraire est même plus vraisemblable. Un exemple : Trotsky aurait pu tuer le bolchevisme russe en engageant trop avant le communisme allemand. Mais il aurait pu également faire de l'Allemagne un État communiste.

C'est maintenant aux hommes que l'on appelle « sans biographie » d'occuper tout le pouvoir. Il est impossible, à l'heure actuelle, de trouver une étude approfondie sur Malenkov, Molotov, Khrouchtchev et leurs collègues.

André Pierre (dans *Qui succédera à Staline ?* Flammarion, éd.) nous a donné des éléments de biographie sur les leaders qui formaient l'ex-politburo. Après la mort de Staline, le même auteur nous a fourni une biographie de Malenkov (Denoël, éd.). Cet ouvrage, très rapide, contient assez peu de renseignements biographiques : l'essentiel se trouve déjà dans les dix pages que M. Pierre avait précédemment consacrées à Malenkov. L'auteur a simplement traduit des extraits abondants des discours de son sujet (en ce sens d'ailleurs, le livre ne manque pas d'utilité). On a pu reprocher à M. Pierre d'avoir publié un ouvrage beaucoup trop hâtif. Mais peut-on actuellement se livrer à un travail beaucoup plus approfondi ? Et sur quels éléments à peu près incontestables fondera-t-on ce travail ? Il faut se résigner à chercher les articles et discours de ces leaders, tout en sachant que ces déclarations publiques sont loin de définir une position personnelle. Malgré ces limites évidentes, la confrontation des textes est intéressante. Le discours que Béria prononçait au XIXe congrès (sur les nationalités) jette peut-être quelques lueurs sur les conflits de juin-juillet 1953.

En fait, l'histoire des hommes est inséparable de l'histoire du régime. Une histoire qui, hâtons-nous de le

dire, reste à faire. Un correspondant du *New-York Times* à Moscou, Walter Duranty, a publié un livre d'histoire et de souvenirs personnels qui décrit l'*Histoire de la Russie soviétique* jusqu'à la deuxième guerre mondiale (éd. Stock). Ce n'est là qu'une fresque assez rapide, mais qui a l'avantage de ramasser tous les éléments importants. On pourra discuter ce livre — qui semble d'ailleurs épuisé — c'est jusqu'à nouvel ordre, celui qui offre le plus de facilités pour étudier la période 1917-1940.

En revanche, sur tel ou tel aspect, nous avons dès maintenant des études plus complètes. En ce qui concerne la Révolution proprement dite, outre les écrits des auteurs principaux dont une fois encore ceux de Trotsky (*Histoire de la Révolution russe*, 2 vol., le Seuil) — nous signalerons l'*Histoire* de M. Gérard Walter (Gallimard). L'auteur sait admirablement faire vivre une documentation très étendue. Il lui faudra trois volumes pour mener à bon terme l'histoire entreprise, et pour l'heure un seul volume est paru, celui qui raconte les mois de février-mars 1917. Le talent du narrateur est incontestable. On attend avec intérêt la fin de son œuvre, celle qui exposera les problèmes du bolchevisme triomphant. En attendant, on pourra toujours consulter le classique ouvrage de Seignobos, Milioukov, Eisemann (*Histoire de Russie*, à la librairie E. Leroux). Mentionnons également — sans insister, car nous ne nous occupons ici que des ouvrages français — la série de livres que publie en Angleterre Carr sur l'histoire de la révolution bolchevique [2].

2. On nous permettra cependant de citer les ouvrages que le regretté Waldemar Gurian édita peu avant sa mort, pour le compte de l'Université Notre-Dame d'Indiana. *Soviet Imperialism* (dû à sept auteurs) et *Bolchevism, an Introduction to Soviet Communism* ont entre autre le mérite considérable de bien montrer comment le régime soviétique diffère du régime tsariste. On a trop tendance à confondre les deux « impérialismes », pour que cette analyse ne soit pas d'une très grande utilité.

En ce qui concerne l'histoire économique, nous avons depuis deux ans un travail de tout premier ordre, celui du professeur Prokopovicz (Le Portulan, édit.). Quelques erreurs — que le spécialiste corrige ou discute et qui ne peuvent gêner le non-spécialiste — n'enlèveront rien à la valeur de cette histoire. C'est à coup sûr le livre le plus scientifique, le plus démuni de passion qui soit. L'auteur, un réfugié russe, a su faire abstraction de ses sentiments personnels. Ses conclusions sont valables jusqu'à l'année 1950. Mais elles demeurent solides. La lecture du livre demande une culture économique au moins élémentaire, mais non pas une technicité très poussée. Celui qui voudra comprendre les dernières interventions de Khrouchtchev sur l'agriculture par exemple, fera bien de lire attentivement les deux chapitres de ce livre consacrés aux questions agraires.

L'économiste trouvera ici les statistiques et tableaux qui lui sont indispensables. Le non-spécialiste cherchera dans ce livre une bonne analyse de l'évolution des structures économiques (on pourra compléter cette lecture par celle de l'ouvrage publié en Angleterre de M. Dobb, *Soviet Economic Development since 1917,* surtout la seconde partie de cet ouvrage qui contient une excellente description des organismes économiques).

Sur un point un peu plus particulier de l'économie on consultera le livre que Jean Romeuf vient de publier aux « Presses Universitaires de France » : *Le niveau de vie en U.R.S.S.* Que gagnent diverses couches de la population soviétique, à quoi correspondent en termes de pouvoir d'achat les salaires directs et indirects ? Ne voulant pas dans sa comparaison établir le même budget-type pour un Français et un Soviétique, J. Romeuf est arrivé à définir des équivalences. Cette méthode contient forcément une part d'arbitraire, mais c'est la seule qui permette d'esquisser une comparaison valable. L'étude est assez développée en ce qui concerne les ingénieurs, cadres et ouvriers : c'est à ces catégories que se rappor-

tent les nombreux tableaux cités par Romeuf. Sur les paysans l'auteur semble n'avoir guère de renseignements à fournir. D'une façon générale, ce livre qui demeure très élémentaire pèche par excès d'optimisme. Les renseignements qu'il donne sont probablement exacts, mais ils ne concernent que les couches les plus favorisées de la population soviétique.

C'est là d'ailleurs un trait commun à presque tous les ouvrages en circulation. Ainsi en est-il du reportage de Michel Gordey : *Visa pour Moscou* (N.R.F.). L'auteur a conscience des limites de son témoignage et en prévient honnêtement ses lecteurs. Il n'a guère vu que quatre villes; ce qui est loin de suffire à une étude des conditions de vie en U.R.S.S. Mais cette étude, elle n'existe nulle part à notre connaissance. Faut-il donc se résigner à ne rien savoir sous le prétexte qu'on ne peut pas tout savoir? On a parfois reproché à Gordey ses lacunes. On n'a guère pu lui reprocher ce qu'il avait écrit, d'autant qu'il a pris toutes les précautions voulues pour limiter la portée de son reportage. Quoi qu'il en soit, avec le livre classique de Littlepage, *A la recherche des mines d'or en Sibérie* (Payot), le Gordey est l'un des seuls récits valables actuellement à notre disposition. On pourra cependant y ajouter un livre rapide de choses vues par un homme qui a vécu cinq ans en Union Soviétique. Il s'agit du récit du contre-amiral Peltier, *Attaché naval à Moscou* (édit. France-Empire). L'auteur connaissait déjà admirablement la langue russe quand il fut nommé attaché à l'ambassade de France à Moscou. Il y a là le récit désespérant d'un homme de bonne volonté qui cherche en vain à établir le contact. Son long séjour dans la capitale soviétique lui a valu de regarder longuement ce que les voyageurs d'un mois ne peuvent voir ni soupçonner. En lisant ce livre, il faudra tenir compte du fait qu'il s'applique à la période antérieure à la mort de Staline.

Sur diverses parties de l'Union.

L'U.R.S.S., on le sait, est loin de se confondre avec la Russie d'Europe[1]. Depuis les années 1920, et surtout depuis la deuxième guerre mondiale, on constate un essor assez considérable des républiques asiatiques. L'Asie qui occupait avant guerre une place assez modeste dans l'économie assurait en 1950 la moitié de la production de base de toute l'Union Soviétique. Et cette évolution se poursuit. La dernière campagne du parti communiste vise la conquête de « terres nouvelles » et la mise en valeur de pays comme le Kazakhstan.

Deux ouvrages traitent particulièrement de l'Asie soviétique. Il s'agit d'abord de celui publié sur ce thème par les soins de l'I.N.S.E.E. Ouvrage de référence qui s'ajoute à celui un peu moins rigoureux peut-être de Leprince-Ringuet : *L'Avenir de l'Asie russe* (Flammarion). Nulle part ailleurs on ne trouve un exposé aussi complet des ressources asiatiques et de leurs mises en exploitations, surtout depuis la deuxième guerre mondiale. L'Asie russe qui occupait une part insignifiante dans l'économie jusqu'à la Révolution, assurait en 1950 pour les industries de base, la moitié de la production totale de l'U.R.S.S. C'est l'Asie, et elle seule, a-t-on dit

1 Sur la géographie de l'U.R.S.S., il existe actuellement l'ouvrage de Pierre George (aux Presses Universitaires). Livre remarquable quant à la partie géographie physique. De même les deux chapitres qu'il consacre au Nord soviétique sont de tout premier ordre. Mais les chapitres économiques ne font guère que résumer sans les critiquer sérieusement, les données fournies par les organismes officiels soviétiques. Ces chapitres sont d'ailleurs maintenant dépassés, puisqu'ils ont été écrits peu après la guerre, au moment où le souci primordial des Soviets était de réparer les dégâts causés à leur économie. Signalons également un livre un peu plus simple — donc un peu plus accessible à qui n'est pas géographe de formation. Il s'agit de *l'U.R.S.S., la terre et les hommes*, de M. Jorré (S.E.F.I., éd.).

avec quelque raison qui a permis le développement récent de l'économie russe. (Veut-on un exemple : de 1941 à 1945, treize cent soixante grandes usines européennes ont été transplantées en Asie, tandis qu'on créait dans cette zone plus de deux mille usines.) On trouve là une vérification étonnante de la formule ancienne de J.-P. Sartre : « L'Europe dérive vers le Kamtchatka. »

Les renseignements de base sur les diverses républiques soviétiques se trouvent à la fin de la *Bolchaia Sovietskaya Entcyclopaedia*, publiée à Moscou en 1948. La *Documentation française* a présenté un certain nombre de monographies qui sont des modèles du genre. Mais la série n'est pas encore complète. Sont pour l'instant éditées, une étude générale sur les républiques socialistes soviétiques musulmanes d'Asie, une sur la République d'Uzbékistan et une sur le Kazakhstan.

Tous les travaux que nous venons de citer portent essentiellement sur l'économie et accessoirement sur l'organisation politique et culturelle. Ils signalent à peine les problèmes que posent les nationalités. Il existe d'ailleurs à ce sujet toute une littérature assez complète en ce qui concerne l'Ukraine ou la Géorgie, un peu moins pour les peuples baltes, et plus rudimentaire pour les autres peuples. Mais nous ne pouvons insister dans les limites de cette présentation, nous signalons simplement le livre commode de Marc Tougouchi-Gouâmnie : *L'U.R.S.S. face au problème des Nationalités* (Soledi, édit.). Le livre vaut surtout par l'étude historique du problème. Beaucoup plus important nous paraît être le livre récemment édité en France (Éditions quelle) de Walter Kolarz : *La Russie et ses colonies*. On trouve là une description très complète des nationalités diverses qui peuplent l'U.R.S.S., et de l'évolution de la politique officielle à leur égard. On sait que l'U.R.S.S. se méfie particulièrement des forces centrifuges, qui attirent les minorités nationales. Fréquem-

ment la presse dénonce les hérésies « pan-turques, pan-islamiques ou pan-iraniennes » qui menacent les peuples minoritaire, et jusqu'aux dirigeants des partis communistes locaux. Mais en même temps, ces minorités nationales sont utilisées à des fins de propagande auprès des peuples d'Iran et de Turquie. Il y a là l'origine d'une des contradictions de la politique nationale des Soviets. Ce qui explique que la doctrine ait évolué en fonction des circonstances politiques. Au reste, la « déviation nationaliste » ne se réduit pas à une seule forme. Elle peut être religieuse, économique, linguistique, culturelle, etc. De même la lutte engagée contre ces déviations a pris diverses formes depuis la tolérance relative, jusqu'à l'extermination totale des coupables ou le déplacement massif des « nationalités » qui à tel ou tel moment constituaient un danger. Quoi qu'il en soit, à l'intérieur de l'U.R.S.S. la force russe est telle qu'elle occupe une position dominante, et que les autres forces sont « dominées ». Les garanties constitutionnelles prises en 1936 accordent à chaque nationalité un degré d'autonomie correspondant à son importance. Ces garanties sont loin de traduire la réalité quotidienne.

Sur le régime concentrationnaire.

De multiples témoignages difficiles à réfuter : Buber-Neumann, Eléanor Lipper, Weissberg, etc., ont attiré l'attention du monde sur le régime pénitentiaire et concentrationnaire en U.R.S.S. C'est en ce domaine qui fleurit la littérature la plus abondante, qui n'est pas toujours la plus sûre. De toute cette littérature nous retiendrons trois ouvrages d'un caractère très différent.

A l'intention des juristes, signalons qu'il existe en Belgique (édit. E.C.A.) une édition française du Code pénal de la République soviétique fédérative socialiste de Russie.

L'année dernière l'O.N.U. et le B.I.T. ont publié cent pages d'études critiques sur l'U.R.S.S. dans leur ouvrage fondamental *Rapport du Comité spécial sur le Travail forcé*. Dans leur sécheresse même ces pages sont révélatrices. Accordant peu de place à des témoignages qui pourraient être sujet à caution, elles se bornent à présenter les textes de la législation, donc à montrer comment le travail forcé est légal. L'analyse de ces textes suffit à décrire les différentes formes de « travail correctif » (le « travail correctif sans privation de liberté », l' « exil avec travail correctif », et la « privation de liberté avec travail correctif »). Elle indique également toutes les catégories de délits sanctionnés par le travail correctif. *De l'avis du comité, de tels principes donnent... à penser que le système pénal soviétique pourrait être utilisé comme un instrument de domination du régime au pouvoir et comme un moyen d'oppression à l'égard des adversaires de ce régime.*

Enfin signalons un livre polémique dû à la plume de deux Russes émigrés aux États-Unis, mais un livre nourri de témoignages. Il s'agit de : *Le Travail forcé en U.R.S.S.*, par Dallin et Nicolaiewski (Somejy, édit.).

L'évolution de l'idéologie.

Pour beaucoup de critiques superficiels, le bolchevisme est devenu dans les faits une sorte d'opportunisme pur et simple. Les détenteurs du pouvoir utiliseraient doctrine et principes dans la seule mesure où ils y trouveraient leur avantage. Ces principes deviennent-ils gênants ? Le parti les jette allégrement par-dessus bord. Une analyse un peu plus attentive montre que ce n'est pas aussi simple. La doctrine avait été naguère définie pour l'époque idéale où il n'y aurait ni classe ni État. Mais la société socialiste se réalise dans un monde qui est loin

de répondre à ce schéma. Il lui faut donc, au moins pendant cette période, s'adapter à la situation. Cela seul suffirait à expliquer qu'il y ait eu depuis la Révolution d'octobre une évolution de l'idéologie juridique soviétique. Quelles sont les théories qui ont été successivement reçues et critiquées ? Sur quoi se fondent-elles ? « Les Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques » ont publié un travail sans équivalent de J.-Y. Calvez : *Droit International et Souveraineté en U.R.S.S.* Tout ce qui est essentiel à la connaissance de la question est cité, analysé dans cet ouvrage qui compte de plus une bibliographie complète. Le livre dépasse le cadre strict du droit et répond à la question fondamentale sur les principes de la morale internationale soviétique. Il éclaire singulièrement l'attitude des négociateurs de l'U.R.S.S. dans les diverses conférences internationales. Et il montre comment l'introduction du système soviétique a bouleversé dans l'ensemble du monde des conceptions traditionnelles de droit international.

Un aspect nous semble négligé dans ce livre — mais sans doute pourrait-ce être l'objet d'un nouvel ouvrage lorsqu'il y aura suffisamment de documents pour l'appuyer — : il existe depuis la guerre des régimes de démocratie populaire, un gouvernement communiste en Chine. Les relations entre ces États et l'U.R.S.S. posent des problèmes d'un type nouveau. On l'a bien vu lorsque éclata l'affaire Tito. A longue échéance ces divers États ne devraient-ils pas essayer de réaliser une seule Société sans État ; comment s'établissent très exactement leurs rapports dans la période présente qui est sans doute une période intermédiaire ? On sait toute la difficulté qu'il y a maintenant à traiter de ce problème. On aimerait cependant qu'un jour il fasse l'objet d'un travail analogue à celui que vient de nous donner J.-Y. Calvez.

Tels sont quelques-uns des livres actuellement accessibles qui permettent une meilleure connaissance de

l'U.R.S.S. On a conscience ici du caractère limité et forcément arbitraire de ce choix. Des ouvrages valables ont été écartés de cette présentation pour la seule raison qu'ils ne se trouvent pas dans le commerce. Nous croyons cependant que celui qui aurait lu avec esprit critique la plupart des livres signalés serait en mesure de comprendre un peu mieux ce qui se passe de l'autre côté.

Cette présentation souffre d'une autre lacune. Les aspects de l'U.R.S.S. que nous avons retenus ne suffisent certes pas à donner une image vraie de l'U.R.S.S. Il aurait fallu par exemple parler longuement des problèmes religieux, ou encore des questions littéraires et artistiques. Un document comme celui-ci ne suffirait pas à cette tâche. Mais sans doute aurons-nous l'occasion de le compléter et de l'approfondir sur des points plus particuliers.

BERNARD FERON.

Imprimerie AUBIN, LIGUGÉ (Vienne).
D. L., 4e trimestre 1954. — Imprimeur, n° 1.047.
Directeurs gérants : A.-J. MAYDIEU, R.-C. CHARTIER. N.M.P.P.

LA VIE INTELLECTUELLE

XXVIe ANNÉE — JANVIER 1954 A DÉCEMBRE 1954

TABLES

I. — TABLE DES ARTICLES SUIVANT L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES NOMS D'AUTEURS

B. (J.-P.) : Le maccarthysme français et le Conseil d'État	7	108
BARRÈRE (A.) : Le pari du président Vargas	10	94
BAZOUILLES (L.) : L'abrogation de la loi de King ou la royauté de la betterave	1	101
ID. : Les délectations moroses	2	131
BÉCARUD (J.) : Remous en Espagne	3	82
ID. : L'Église d'Espagne et la censure	7	90
BORNE (E.) : Feuillets pour un journal	1	25
ID. : Étapes de l'élection présidentielle	1	70
ID. : Éloge de la pensée française	2	90
ID. : Morale laïque et morale naturelle	3	20
ID. : La Paroisse Universitaire	3	134
ID. : Problèmes du catholicisme français	4	53
ID. : Y a-t-il une littérature catholique ?	5	6
ID. : Le maréchal Juin	5	108
ID. : Feuillets pour un journal (*suite*)	6	44
ID. : Robert Oppenheimer	6	178
ID. : Pouvoir politique et pouvoir religieux	7	30
ID. : Feuillets pour un journal (*suite*)	8-9	58
ID. : Jean Guitton	8-9	112
ID. : Perplexité sans ressentiments	10	71
ID. : Alcide de Gasperi	10	103
ID. : Contrat et communauté	11	20
ID. : Le ballet des arguments	11	93
ID. : A la recherche de l'homme	12	5
CEP (J.) : Littérature tchèque d'inspiration catholique	8-9	70
CHASTAING (M.) : Sociologie et psychologie ou l'arbre de la science objective	5	51

CHAVARDÈS (M.) : Chronique littéraire dans les Nos de	1-3-4-5-6-8-9-10-11-12	
ID. : L'abbé Pierre	3	110
ID. : Une chaumière et un cœur	5	105
CHENU (M.-D.) : Le sacerdoce des prêtres-ouvriers	2	175
CHIFFLOT (T.-G.) : Vérité et unité	4	5
CONGAR (Y.) : Jésus-Christ en France	2	113
COURNIL (P.) : Origines sociales de l'élite	3	94
CRUBELLIER (M.) : Une histoire générale des civilisations	10	115
ID. : L'Encyclopédie ou l'humanité à la recherche de son bonheur	11	58
COCAGNAC (M.) : Matisse, jardinier et alchimiste	12	117
DABOSVILLE (R. P.) : La Paroisse universitaire	3	134
DAUZIER (J.-M.) : L'expansion agricole	2	32
DELAVIGNETTE (R.) : L'Union française et l'avenir de la France	2	59
ID. : La République des néo-notables	3	88
ID. : La littérature négro-africaine et le pouvoir d'aimer	7	66
ID. : Après l'armistice en Indochine et pour la paix.	10	5
ID. : Témoins de Dien-Bien-Phu	6	1
ID. : « L'Appel » du général de Gaulle	12	17
ID. : Le cinquantenaire des Semaines sociales	12	17
DESSUS (G.) : L'aménagement du territoire	10	137
DETRAZ (A.) : Objectifs de la grève du 28 avril	5	99
ID. : La grève du 28 avril	6	104
DODINH (P.) : Phan-Van-Dong	7	121
DUBARLE (D.) : Des bombes et des hommes	5	79
ID. : Regards sur la cybernétique	8-9	5
ID. : Spiritualité de la Science et Spiritualité de la Foi.	10	23
ID. : Spiritualité de la Science et Spiritualité de la Foi (II)	11	6
ID. : L'avenir de la recherche scientifique	12	93
DUMONTIER (J.) : Du respect humain de la relance à la velléité de l'expansion	1	61
ID. : Croissance de l'économie	2	18
ID. : La libération des échanges extérieurs	5	40
FÉRON (B.) : Chine populaire et Russie soviétique	11	105
ID. : Nehru à Pékin	12	105
ID. : Information sur l'U.R.S.S.	12	142
FONTANET (A.) : Un jugement révolutionnaire	5	101
FRISCH (A.) : L'industrie française peut être majeure	2	42
ID. : Commerce et propagande : les échanges Est-Ouest.	4	84
ID. : Fin provisoire de l'unité allemande	5	92
ID. : Les chemins de la paix	6	29
ID. : Remous en Allemagne	7	97
ID. : L'Allemagne après l'échec de la C.E.D.	10	79
ID. : Les accords de Londres et l'avenir de l'Europe	11	85
ID. : Vues non conformistes sur l'Allemagne	12	33

ID. : Le « contentieux » et les chances économiques franco-allemandes 12 78

GOETZ-GIREY (R.) : La politique sociale de l'Angleterre contemporaine 10 124
GOUHIER (H.) : Chronique du théâtre dans les Nos de 1-2-3-4-5-6-7-11-12
GUILBAUD (G.-T.). : Stratégies et décisions 8-9 36
GRÉGOIRE (A.-P.) : 99,97 % ou le mécanisme d'une élection à l'orientale 12 38
GRENZMANN (W.) : Le message chrétien dans la littérature allemande 12 46

HENRY (F.) : Les Journées Universitaires de Nice..... 6 114
HENRY (L.) : Natalité et vitalité 2 7
HOURDIN (G.) : Monsieur, Madame et les petits Dupont. 2 139
ID. : La conférence de Berlin 3 34

KIKOU-YAMATA : Renaissance du Japon 1 90

LAURENTIE (F.) : Défense et illustration des chemins de fer 1 102
LEBACHELIER (M.) : Les jeunes et la vie publique..... 2 50
LEDOUX (F.) : Sur l'humilité du comédien 5 19
LE GUILLOU (M.-J.) : Situation de l'œcuménisme..... 1 6
ID. : L'Assemblée d'Evanston 11 141
ID. : Pouvoir soviétique et religion 12 110
L'HUILLIER (J.) : Crise de la magistrature 6 110
ID. : La canalisation de la Moselle 12 83
LICHNEROWICZ (A.) : L'aventure scientifique 2 105
LIÉGÉ (P.-A.) : La morale de l'Évangile 3 5
LISLE (E.) : Première année du Pool 4 89
LONGEVIALLE (M. DE) : Les tensions dans l'entreprise. 5 136
LUZY (G.) : Lendemain de réformes en Tunisie 4 98

MAISSI (E.) : La France parmi les puissances..... 2 70
MARTEL (P.-A.) : Le Maroc après le fait accompli.... 1 41
ID. : La France, le Vietnam et la paix 1 85
ID. : L'Église de Madagascar et l'indépendance malgache 3 68
ID. : Le problème marocain ne se résoudra pas à Madrid 3 76
ID. : Genève : illusion ou alibi ? 4 94
ID. : Les chemins d'une négociation 5 32
ID. : Genève et la paix 6 81
ID. : Le Maroc au tournant 7 87
ID. : Départ tunisien, sursis au Maroc 10 84
ID. : Dernière chance en Indochine 11 111
ID. : L'Algérie et la France 12 25
MAYDIEU (A.-J.) : Les catholiques étrangers n'ont-ils rien à nous dire ? 6 6
ID. : « Comprendre » et la politique de la culture..... 6 99
ID. : Catholiques français et catholiques étrangers.... 7 6

ID. : 1944-1954	8-9	133
M. B. : Lettre d'un colon français	4	144
ID. : Lettre du Maroc	6	74
ID. : Médecine et Monde moderne	12	61
M. B. : Journées chrétiennes en Allemagne orientale..	8-9	106
MERLI (G.) : G. Gronchi et l'avenir de la « Democrazia cristiana »	7	144
MONTAGNE (R.) : Que cache le calme de l'Algérie ?....	2	133
MOODY (J. N.) : McCarthy contre l'armée américaine..	6	95
MOORE (W.) : Les Negro-Spirituals	4	63
MOUTON (J.) : La gloire de Paul Cézanne	10	41
MULLER (H.) : Signification d'une élection	4	107
ID. : Les vrais pouvoirs	4	110
ID. : Chronique du maccarthysme français	4	111
ID. : La République des courtisans	7	61
ID. : Entr'acte, désarroi ou relève	8-9	85
ID. : Interrogations sur un avenir	10	61
NANTET (J.) : L'échec britannique au Soudan est réparable	1	98
ID. : Les Anglais après les événements du Caire et de Damas	4	103
ID. : Le général Neguib	4	122
ID. : Guerre ou paix au Proche-Orient	5	86
ID. : Israël et les chrétiens	5	104
ID. : Échéances égyptiennes	6	94
ID. : Deux congrès, une crise	7	92
ID. : Mendès-France face à l'avenir	8-9	82
ID. : Raisons de faire confiance	10	64
ID. : Attitudes nouvelles	11	97
ID. : L'Égypte et le malaise moyen-oriental	11	109
ID. : L'Iran et son armée	12	108
NICHOLL (D.) : La littérature catholique en Angleterre depuis la guerre	6	58
NOUAT (R.) : La politique de Gasperi continue	3	85
ID. : Du scandale et de la réforme des abus en Italie.	5	94
ONG (W. J.) : Les États-Unis et le catholicisme américain	1	135
PARÈS (R.) : La construction prend enfin son élan....	5	97
ID. : Expansion économique : les Alpes françaises....	8-9	92
ID. : Révolte ou espoir pour les jeunes	8-9	108
PASQUIER (G. DU) : Le nouveau statut de la Mission de France	10	15
PONS (R.) : Saint-Exupéry, architecte de l'homme....	3	51
ID. : La Paroisse universitaire	3	134
QUÈVREMONT (P.) : Fruits déguisés	5	46
RAHNER (K.) : Structure industrielle et présence de l'Église	6	139
RAILLON (L.) : Trop d'enfants ?	3	45

Rémond (R.) : D'une nouvelle forme de solidarité ministérielle 6 102
Id. : Démocratie pratique et opinion publique..... 7 44
Rochcau (G.) : Les réfugiés au Viet-Nam 11 115
Rondot (P.) : Liban, amitié sans liens 2 135
Id. : Continuité turque 6 90
Id. : Échec en Tunisie ? 7 90
Id. : Neutralisme arabe ou prépondérance américaine. 8-9 100
Id. : L'Islam et l'État en Orient 10 82
Rounault (J.) : Stratégie et tactique de la coexistence. 1 80
Id. : Billy Graham 7 111
Id. : Moscou et l'Europe 8-9 93
Id. : Toujours coexistentiels 11 91
Runge (C.) : Race et religion en Afrique du Sud..... 4 50
Rustan (M.-J.) : La technique romanesque de Luc Estang 11 65

Sainsaulieu (J.) : Saint Augustin et les temps nouveaux. 10 120
Schwoebel (J.) : Entr'acte à Genève 7 81
Id. : L'Union et quelques divergences de l'Europe occidentale 12 73
Sellier (F.) : Salaire minimum et salaire optimum..... 3 91
Serrand (A.-Z.) : Azimuts dans les numéros de 1-2-3-4-7
Steinmann (J.) : A propos des « Voix du silence »..... 1 68

Tallenay (J.-L.) : Chronique cinématographique dans les Nos de 1-2-3-4-5-6-7-10-11-12
Thomas (J.) : La France a-t-elle encore sa chance ?.... 2 160
Id. : Justice et police 6 107
Id. : Les technocrates au pouvoir 8-9 87
Id. : Rencontre catholique en Allemagne 10 99
Id. : L'Europe pour le genre humain 11 46
Tonneau (J.) : Une leçon de prudence politique..... 4 10

Valvert (R.) : Lettre de Londres 11 93
Venaissin (G.) : Chronique littéraire dans les Nos de 1-2-3-4-5-6-7
V. I. : Œcuménisme et civilisation 1 1
Id. : La France et les Français 2 1
Id. : Les chances de la Paix 3 1
Id. : Acte de foi 4 1
Id. : Le drame de Prométhée 5 1
Id. : Au temps des procureurs 7 1
Id. : Alerte au cléricalisme 8-9 1
Id. : La patrie en question 10 1
Id. : Le pape et la police 11 1
Id. : Qu'est-ce que l'Union Française ? 12 1
Viatte (A.) : Malaise aux États-Unis 1 95
Id. : Joe McCarthy la terreur 1 113
Id. : Plaidoyer pour les relations culturelles 2 80
Id. : Cent cinquante ans d'indépendance haïtienne.... 3 78
Id. : Terrorisme porto-ricain 4 101
Id. : Qui gouverne les États-Unis ? 5 83
Id. : La carte des Indes change 5 89

Id. : Nationalisme et solidarités asiatiques 6 88
Id. : Trusts et communistes en Amérique centrale.... 7 102
Id. : La fin de la ségrégation scolaire aux États-Unis. 7 104
Id. : L'Asie du Sud-Est entre deux mondes 8-9 98
Id. : Coup d'État au Guatemala 8-9 103
Id. : Deux Asies ? 10 89
Id. : John Foster Dulles devant l'Europe 11 88
Id. : Élections américaines 12 102
Vrinat (R.) : Regard sur demain 1 117
Id. : Lorsque l'art ne plaît pas aux marchands..... 2 144
Id. : Retour à quelques sources 3 115
Id. : James Ensor 4 125
Id. : L'art dans la vie 5 113
Id. : De l'Orient à l'Occident 6 124
Id. : Sur l'échelle du temps 7 127
Id. : Du religieux et du fantastique dans l'art..... 8-9 117
Id. : Peinture religieuse 10 108
Id. : Léon Zack 11 120
Id. : A propos du quatrième Salon d'art sacré..... 11 124

XXX : Décisions épiscopales sur les prêtres-ouvriers.... 3 97

II. — TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

Armstrong (H.) : Introduction to ancient Philosophy. 6 66
Auboyer (J.) : Histoire générale des Civilisations (t. I). 10 115
Aymard (M.) : Histoire générale des Civilisations (t. I). 10 115

Barrat (R.) : Justice pour le Maroc 2 62
Barton-Hall (M.) : The psychiatric examination of the school child 5 63
Bazin (G.) : Histoire de l'art 1 120
Béguin (A.) : Pascal par lui-même 8-9 63
Benoist (Paul) : Télévision, un monde qui s'ouvre.... 2 157
Bertin (C.) : La dernière innocence 1 124
Id. : Contre-champ 8-9 125
Boulard (F.) : Premiers itinéraires en sociologie religieuse 11 49
Bouloiseau (M.) : Histoire générale des Civilisations : La Révolution et l'Empire 10 115
Bourniquel (C.) : Retour à Cirgue 1 122
Boutonnier (J.) : Les dessins des enfants 1 119
Brasillach (R.) : Six heures à perdre 8-9 127
Brissaud (S.) : Nos amis les oiseaux 1 121
Bridier (Manuel) : Le plaisir de Dieu 2 150
Bruce-Marshall : Yellow Tapers for Paris 6 61
Id. : Every man a Penny 6 61
Id. : The fair Bride 6 61

BURT (C.) : Mental and scolastic tests	5	68
BUTOR (M.) : Passage de Milan	10	114
CALDIN (E. F.) : The power and limits of Science	6	67
CAPRIÈS (J.) : Saint-Jacob	4	134
CASSOU (Jean) : La mémoire courte	5	123
ID. : Trois poètes	10	111
CESBRON (G.) : Chiens perdus sans collier	6	128
CHAUCHARD (P.) : L'influx nerveux et la psychologie.	8-9	35
CHESTERTON : La chanson de l'étrange ascète	6	58
CHURCHILL (W.) : Mémoires (deux derniers vol.)	8-9	130
CICCIONE (C.-A.) : Assunta parle	8-9	126
CLÉMENT (M.) : L'économie sociale selon Pie XII	4	31
CONWAY (J.) : Neopositivism and the existence of God	6	71
COPLESTONE (le R. P.) : History of Philosophy	6	66
COUFFIGNAL (L.) : Les machines à penser	8-9	35
CROMBIE : Augustine to Galileo	6	68
ID. : Robert Grossteste and the beginnings of Experimental Science	6	68
CURTIS (J.-L.) : Les justes causes	10	112
DIDDERDALE (D. W. S.) : Le Parlement français	7	130
DIVERS : Tragédie de la déportation 1940-1945. Témoignages des survivants	10	152
DOMENACH (J.-M.) : Celui qui croyait au ciel	8-9	147
DORIVAL (B.) : Les étapes de la Peinture française contemporaine	10	43
DUCROCQ (A.) : L'ère des robots	8-9	34
DUFRENNE (M.) : La notion de personnalité de base	5	62
DUMERY (H.) : Foi et Interrogation	3	123
DYLAN-THOMAS : Collected Poems	6	64
DUTREIL (Nicole) : La poudre d'or	12	127
EAUBONNE (F. D') : Le quadrille des matamores	4	135
ESCHASSERIAUX (B.) : Le tréteau de la Méduse	2	150
ESTANG (L.) : Les Stigmates	11	65
ID. : Cherchant qui dévorer	11	65
ID. : Les fontaines du grand abîme	11	65
ID. : Le passage du Seigneur	11	82
FERBER (E.) : Géant	4	136
FISSON (P.) : Le Mercenaire	3	125
FOLZ (R.) : L'Idée d'empire en Occident du Ve au XIVe siècle	8-9	128
FRISCH (A.) : Une réponse au défi de l'histoire	8-9	88
GARNIER (F.) : Max Jacob	3	117
GASCAR (P.) : Le Temps des Morts	1	120
GIROD (R.) : Attitudes collectives et relations humaines.	5	61
GOES (A.) : Jusqu'à l'aube	1	125
GOGUEL (F.) : Politique des partis sous la Troisième République	8-9	128
GOLDMANN (L.) : Sciences humaines et philosophie	5	51

GRAHAM GREENE : C'est un champ de bataille..... 1 126
ID. : Le fond du problème 6 59
ID. : La fin d'une liaison 6 60
GREEN-ARMYTAGE (A. H. N.) : John who saw 6 70
GUERRY (L.) : Cézanne et l'expression de l'espace..... 10 43
GUILBAUD (G.-Th.) : La Cybernétique 8-9 35
GUITTON (J.) : Le problème de Jésus, II. — Divinité et Résurrection 3 126
GAULLE (Charles DE) : Mémoires, l'Appel 12 17

HARRIS (N.) : Psychological trends in modern medicine 5 60
HAWKES (J.) : A land 6 64
HAWKINS (le P.) : Criticism of experience 6 70
HAYES (A.) : Un acte d'amour 6 127
HEMINGWAY (E.) : Le vieil homme et la mer..... 3 122
HERLAND (Louis) : Corneille par lui-même 5 122
HEUYER : Le niveau intellectuel des enfants d'âge scolaire 3 49
HEYM (S.) : Les yeux de la raison 11 127
HOFFET (F.) : Psychanalyse de Paris 7 61
HUGHES (P.) : Reformation in England 6 66

JONES (D.) : In Parenthesis 6 62
ID. : Anathemata 6 63

KERLYNE (J.) : Trois frères parmi d'autres 8-9 147
KESTEN (Hermann) : Les Enfants de Guernica..... 5 118
KLEIST (P.) : Entre Hitler et Staline 1 84
KLUCKHOHN (C.) : Personality in Nature, Culture and Society 5 71
KNOX (Mgr) : Enthusiasm 6 71
KORSCH (A.) : Que trouve-t-on au bord de la mer ?... 1 122

LABROUSSE (M.) : Histoire générale des Civilisations : La Révolution et l'Empire 10 115
LARTHOMAS (Pierre) : Ceux qui marchent près de nous. 2 151
LATIL (P. DE) : La pensée artificielle 8-9 34
LE CLEC'H (G.) : Le défi 11 129
LEQUENNE (F.) : Le drame cathare 4 133
LESORT (P.-A.) : Le vent souffle où il veut 10 113
LHOMME (J.) : La politique sociale de l'Angleterre contemporaine 10 125
LIGIER (S.) : L'adulte des milieux ouvriers 5 64
LINDNER (R.) : Prescription for Rebellion, 1953..... 5 65
LOEWENSTEIN (R.) : Psychanalyse de l'antisémitisme.. 5 57

MACK (G.) : La vie de Paul Cézanne 10 59
MAJAULT (J.) : Entre tes mains 11 129
MARCHAL (A.) : La pensée économique en France depuis 1945 ..... 11 47
MASARÈS (J.) : L'Inutile 1 124
MATTINGLY : Catherine of Aragon 6 66

MAURIAC (F.) : Paroles catholiques 5 117
ID. : L'Agneau 8-9 122
MESNARD (P.) : Le vrai visage de Kierkegaard..... 11 135
MISSENARD (A.) : A la recherche de l'homme..... 10 112
MONTAGNE (R.) : Révolution au Maroc 1 60
MONTFORT (Sylvia) : Le droit chemin 5 119
MOUSNIER (M.) : Histoire générale des Civilisations (t. IV) 10 115
MOUTON (J.) : Suite à la peinture 8-9 121
MUIR (E.) : The Story and the Fable 6 64
MURRAY (H.) : Personality in Nature, Culture and Society 5 71
MOURGUES (Odette DE) : Le jugement avant dernier.. 12 125

NEWCOMB (T.) : Social Psychology 5 65

OTREMONT (S. D') : Thomas Quercy 4 128

PAPINI (G.) : Le Diable 6 129
PARAIN (N.) : Ève, première mortelle 6 132
PAUWELS (L.) : Monsieur Gurdjieff 4 132
PAYNE (S.) : The art of asking questions 5 68
PELEGRI (Jean) : L'embarquement du lundi..... 2 151
PÉQUINOT (Henri) : Médecine et Monde moderne..... 12 61
PEREIRA GOMÈS : Esteiros 12 126
PERRET (J.) : Bâtons dans les roues 6 131
ID. : Cheveux sur la soupe 6 131
PERROUX (F.) : L'Europe sans rivages 10 138
ID. : La pensée économique de Joseph Schumpeter.... 11 46
ID. : Les trois analyses de l'évolution et la recherche d'une dynamique totale chez Joseph Schumpeter. 11 46
ID. : Le rôle de l'appareil de la théorie moderne dans l'œuvre d'Albert Aftalion 11 48
ID. : Les espaces économiques 11 49
ID. : Esquisse d'une théorie de l'économie dominante. 11 51
PERRY (Jacques) : L'amour de rien 2 150
PICHON (J.-C.) : Sérum et Cie 2 150
PICON (G.) : L'écrivain et son ombre 4 130
PIERON : Le niveau intellectuel des enfants d'âge scolaire 3 49
POCHIN-MOULD : The Rock of Truth 6 65
PRESCOTT (Miss) : L'homme à dos d'âne 6 66
PUIGAUDEAU (Odette DU) : La Piste 5 117

QUEFFELEC (H.) : Un homme d'Ouessant 3 119
ID. : Celui qui cherche le soleil 3 119

RAGON (M.) : Drôles de métiers 3 124
RAILLON (L.) : Éducation de plein vent 3 46
REINER (S.) : Les arènes de Lutèce 3 125
RÉMOND (R.) : La Droite en France de 1815 à nos jours. 8-9 128
ROCHE (E.) : Perspectives franco-marocaines 1 60
ROLAND (D.) : L'Huissier et le Sergent 4 133

ROSTENNE (P.) : La foi des athées 3 124
ROUSSEAU (M.) : Introduction à la connaissance de l'art présent 1 119

SAINT-AMANT (E.) : Bon Dieu rit 7 132
SAINTE-LAGUË (A.) : De l'homme au robot..... 8-9 34
SAROYAN (W.) : Rock Wagram 3 120
SENET (A.) : L'Homme à la recherche de ses ancêtres. 10 112
SHEED (F. J.) : Theology and Sanity 6 69
SHERWOOD-TAYLOR : The fourfold vision 6 67
SIEGFRIED (A.) : Tableau de la France de l'Ouest..... 8-9 128
STEINMANN (Jean) : Le prophète Ézéchiel et les débuts de de l'Exil 5 124
ID. : Pascal 8-9 58
STERLING (C.) : Peintres primitifs 10 56
STIRLING (M.) : Les Dames à la licorne 8-9 126
STOETZEL (M.) : Contribution à l'étude expérimentale des opinions 5 56
STRAUSS (E.) : Reason and Unreason in Psychology. 6 69

TIBOR-MENDE : L'Asie du Sud-Est entre deux mondes. 8-9 98

VALLIÈRES (J. DES) : L'Escadrille des Anges..... 8-9 127
VERALDI (G.) : A la mémoire d'un ange 4 129
VERMEIL (E.) : L'Allemagne contemporaine 8-9 128

WATKIN (E. I.) : Philosophy of Form 6 70
WAUGH (E.) : Retour à Brideshead 6 59
ID. : Hélène 6 60
ID. : Le cher disparu 6 61
WEISSBERG (A.) : L'accusé 10 124
WENDT (H.) : A la recherche d'Adam 10 112
WIENER (N.) : Cybernétique et société 8-9 35
WHITE (le R. P.) : God and the Unconscious 6 68
WHITTAKER (E.) : Space and Spirit 6 67

X : Edith Stein 5 125

Collection « L'EAU VIVE »

Vient de paraître :

PAUL PHILIPPE, O. P.

LA TRÈS SAINTE VIERGE ET LE SACERDOCE

(2e édition)

Un volume in-16 raisin de 176 pages : **360** fr.

Le rôle que joue la Très Sainte Vierge dans la vie des prêtres, en fonction de celui qu'elle tient auprès de Notre-Seigneur, tel est le sujet traité dans ce livre par le Père Paul PHILIPPE, professeur de théologie spirituelle à Rome.

Un grand souci de précision théologique, une expression toujours claire et classique des doctrines les plus hautes, une animation de foi toute chaleureuse sont les qualités maîtresses de ce livre.

La Très Sainte Vierge, mère du Christ-Prêtre, occupe dans le plan de la Rédemption une place unique d'où découlent tous ses privilèges Elle a collaboré à l'œuvre sacerdotale de son Fils accomplie sur la croix. Elle a, de ce fait, une connaissance profonde de la grandeur du sacerdoce des prêtres, continuateurs du Christ et médiateurs entre Dieu et les hommes, et s'emploie à former ceux qui sont très particulièrement ses enfants. Elle joue un rôle important dans l'épanouissement de la vie intérieure des prêtres, toute centrée sur l'offrande de la Messe, et les aide efficacement dans leur ministère apostolique, où ils sont, comme à l'autel, un prolongement du Christ.

Cet ouvrage, plus spécialement destiné aux prêtres, intéressera cependant un grand nombre de laïcs en raison de l'ampleur de la doctrine mise en jeu, sur le Christ, la Très Sainte Vierge, le mystère de la Rédemption, les sources de la vie intérieure et de l'apostolat.

Derniers ouvrages parus dans la collection :

G. THÉROUARD : *Sainte Marie, Mère de Dieu.* 144 p. . . . . 300 fr.

H. MARTIN : *Le thème de la parfaite alliance de grâce chez saint Jean de la Croix.* 310 p. . . . . 480 fr.

●

LES ÉDITIONS DU CERF